REPUBLIQUE GABONAISE

RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE

MISSION MINISTERIELLE DEFENSE NATIONALE

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT POUR 2015

AVANT-PROPOS

Le Rapport Annuel de Performance (RAP) est le bilan d'un exercice budgétaire, pour une mission.

La présentation du bilan pour la mission reprend :

- le bilan stratégique de la mission, avec notamment l'avancement des objectifs les plus représentatifs de la mission ;
- le récapitulatif de la consommation de crédits durant l'année, par programme et action, en distinguant les autorisations d'engagement des crédits de paiement ;
- le récapitulatif de la consommation de crédits durant l'année, par programme et titre, en distinguant les autorisations d'engagement des crédits de paiement ;
- le récapitulatif des mouvements de crédits au niveau de la mission

Chaque programme constitutif de la mission détaille ensuite les parties suivantes :

Le bilan stratégique du programme détaille :

- la présentation du programme
- l'avancement des objectifs stratégiques dans une perspective pluriannuelle, qui met en perspective les actions menées durant l'année et les années précédentes, par rapport à l'échéance de mise en œuvre de l'objectif stratégique dans son ensemble.

Le bilan des moyens consommés par le programme durant l'exercice budgétaire détaille :

- le récapitulatif des crédits consommés par le programme durant l'exercice budgétaire, constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP), et détaillés selon la nomenclature par destination (actions) et par nature (titres) ;
- le récapitulatif des mouvements de crédits au niveau du programme.

Les évolutions en termes d'emplois de l'Etat et de ses opérateurs détaillent :

- la présentation de la situation relative aux emplois de l'administration et aux emplois des opérateurs de l'Etat en fin d'exercice.

L'analyse de l'utilisation des moyens mis à disposition du programme durant l'année détaille :

- la mise en évidence, pour chaque titre, des écarts entre la consommation prévue et la consommation effective des moyens, avec une explication de ces écarts.

Le bilan du travail avec les opérateurs au cours de l'année détaille :

- la mise en évidence, pour chaque opérateur intervenant dans le champ du programme, des moyens mis à disposition, et des résultats atteints comparés aux engagements pris par l'opérateur vis-à-vis de l'Etat, et par l'Etat vis-à-vis de l'opérateur.

AVANT-PROPOS **2**

MISSION DEFENSE NATIONALE **5**
BILAN STRATEGIQUE DE LA MISSION **6**
PRESENTATION DE LA MISSION 6
PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES **17**
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR PROGRAMME ET ACTION 17
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR PROGRAMME ET TITRE 22
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA MISSION 27

PREPARATION ET EMPLOI DES FORCES **28**
BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME **29**
PRESENTATION DU PROGRAMME 29
AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE 33
PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES **36**
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE 36
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME 40
EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT ET DES OPERATEURS **41**
EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT 41
EVOLUTION DES EMPLOIS DES OPERATEURS 41
ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS **42**
TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL 42
TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES 42
TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS 46
TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT 46

PROGRAMME EQUIPEMENT DES FORCES **47**
BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME **48**
PRESENTATION DU PROGRAMME 48
AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE 51
PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES **55**
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE 55
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME 58
ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS **59**
TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL 59
TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES 59
TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT 61

PROGRAMME GARDE REPUBLICAINE **63**
BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME **64**
PRESENTATION DU PROGRAMME 64
AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE 69
PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES **79**
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE 79
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME 82
ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS **83**
TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL 83
TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES 84
TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS 88
TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT 88

PROGRAMME VIE DU SOLDAT 91
BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME 92
PRESENTATION DU PROGRAMME 92
AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE 97
PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES 103
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE 103
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME 106
ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS 107
TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL 107
TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES 107
TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS 108
TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT 109

PROGRAMME PILOTAGE ET SOUTIEN 110
BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME 111
PERIMETRE DU PROGRAMME 111
PRESENTATION DES ACTIONS 112
CADRAGE STRATEGIQUE 113
AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE 114
PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES 118
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE 118
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME 120
EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT ET DES OPERATEURS 121
EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT 121
EVOLUTION DES EMPLOIS DES OPERATEURS 122
ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS 123
TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL 123
TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES 123
TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS 125
TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT 125

MISSION DEFENSE NATIONALE

BILAN STRATEGIQUE DE LA MISSION

Le ministre en charge de la mission est le **MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE**

PRESENTATION DE LA MISSION

PERIMETRE DE LA MISSION

La Mission ministérielle Défense, intègre pour sa mise en œuvre l'ensemble des composantes des Forces de Défense à savoir :

- La Gendarmerie Nationale ;
- Les Forces Armées Gabonaises ;
- La Direction Générale du Service de Santé Militaire ;
- Le Génie Militaire ;
- La Garde Républicaine.

L'enjeu majeur est la défense par tous les moyens, en tous lieux, en toutes circonstances et contre toutes les formes d'agressions, l'intégrité de notre territoire ainsi que la vie de nos populations. Un plan sécuritaire lié à la protection des personnes, des biens, des ressources naturelles, au maintien et au rétablissement de l'ordre public et à la sécurité routière est également assuré par une composante de cette mission, en l'occurrence la Gendarmerie Nationale dans le cadre de la mise en œuvre de la Mission interministérielle Sécurité cogérée avec le Ministère en charge de la Sécurité.

PRINCIPAUX TEXTES DE REFERENCE

- La Constitution : La loi fondamentale en son article 1er alinéa 22 précise que «La Défense de la Nation et la sauvegarde de l'ordre public sont assurées essentiellement par les Forces de Défense et de Sécurité Nationales ».
- Le Projet de Société « L'Avenir en Confiance ». En effet, l'Axe n°4 de ce projet dispose ce qui suit : « les Forces de Défense et de Sécurité feront l'objet de toute notre attention. Je sais en effet combien leur rôle est décisif dans le maintien de la paix, de l'intégrité territorial, de la sécurité et de la stabilité du Gabon ».
- Le décret 000848/PR/DNACSP fixant les attributions et portant organisation du Ministère de la Défense Nationale, des Anciens combattants et de la Sécurité Publique.
- Le décret 0330/PR/MDN portant attributions et organisation du Ministère de la Défense Nationale.

PRINCIPALES REFORMES

I/Eléments de politique et stratégie sectorielles

1-1 ORGANISATION :

En vue de doter notre appareil de défense de structures organiques pour combler un vide juridique et permettre un fonctionnement harmonieux et conforme au statut particulier des militaires, divers textes viennent d'être adoptés.

Dans ce cadre, les Forces de Défense sont désormais configurées ainsi qu'il suit :

Les **Forces Armées Gabonaises** (FAG) comprennent cinq (5) régions militaires, deux (2) régions aériennes, trois (3) arrondissements maritimes et trois (3) groupements Incendie.

La **Gendarmerie Nationale** dispose de cinq (5) Légions de Gendarmerie mobile, cinq (5) Légions de Gendarmerie départementale, un (1) Groupement Nautique et de 110 brigades dont treize (13) de parcs nationaux.

La **Garde Républicaine** (GR), quant à elle, sera renforcée d'une (1) compagnie et de deux (2) sections spécialisées.

Le **Service de Santé Militaire** sera renforcé à l'intérieur du pays par trois (3) complexes infirmeries.

Le regroupement de l'ACRA et de l'ECRRA au sein de la direction générale de la maintenance automobile et de la formation (DGMAF).

L'Atelier de Construction et de Réparation Automobile – Centre de Formation (ACRA-CF) dispose de trois unités de premier échelon à Port-Gentil, Mouila et Franceville. Une quatrième est prévue au nord du pays.

Des actions administratives et d'investissement permettront de mettre en adéquation avec les textes la réalité sur le terrain, notamment la formalisation de l'organisation administrative territoriale militaire de l'Etat.

Dans la même optique, des reformes doivent être poursuivies ou menées pour réorganiser le Génie Militaire, le Service de Santé Militaire et les Services spéciaux.

Le **Génie Militaire** dans son fonctionnement pratique comporte un volet Génie Combat et un volet Génie Travaux de bâtiments et travaux publics tout corps d'Etat. L'expertise acquise par ce corps dans ce deuxième domaine appelle, d'une part la mise en place d'un partenariat synergique avec le Ministère de l'Equipement et l'Agence Nationale des Grands Travaux (ANGT), et d'autre part, la mise en place d'un Conseil d'Administration pour un meilleur contrôle et une meilleure orientation des activités du Génie Militaire. Depuis 2012, le Génie Militaire a vocation à exécuter tout ou partie des travaux en BTP de l'ensemble des corps composant le Ministère de la Défense nationale, consacrant ainsi sa vocation naturelle.

En ce qui concerne le **Service de Santé Militaire**, la modernisation de l'Hôpital d'Instruction des Armées et son extension doivent se poursuivre pour renforcer ses structures techniques, en vue d'en faire un pôle médical d'excellence africain.

S'agissant des **Services Spéciaux**, il nous paraît désormais inéluctable de les moderniser et de mener une réflexion dans le sens de la recherche de plus d'efficacité dans leurs actions, notamment par la transmission d'informations en temps réel.

1-2 FORMATION :

L'objectif quantitatif atteint, le grand défi est désormais celui de la formation. A cet effet, le nouveau statut particulier des militaires constitue une montée en puissance, car il permet de :

- relever le niveau du recrutement des sous-officiers du niveau CEPE au BEPC et BAC. De même, la durée et le programme de formation ont connu une refonte qui s'est traduite par le passage d'un cycle de 12 à 09 mois ;

- recruter directement des personnels dans la catégorie des officiers du niveau minimum DEUG ou équivalent.

Malgré nos multiples partenariats avec les pays étrangers, la principale difficulté demeure l'insuffisance de places offertes et l'inadéquation des formations attribuées par rapport à nos besoins. Ce qui a pour conséquence, l'insuffisance de personnels qualifiés dans les unités techniques. Une réflexion est en cours pour pallier cette difficulté, qui conduira de toute évidence à une prise en charge directe de tout ou partie de la formation

OBJECTIF STRATEGIQUE N° 1 : Renforcer la surveillance et les capacités d'intervention pour la protection optimale de la façade maritime

L'objectif 4 a été reformulé comme suit « **Renforcer la surveillance et les capacités d'intervention pour la protection optimale des frontières terrestres, aériennes et maritimes** ». Sur le plan sous régional, il s'est agi de développer les installations d'entrainement, les exercices d'instruction et entrainement en vue de faire progresser les performances des troupes.

Rappel des résultats attendus

- Résultat annuel attendu N° 1 : atteindre un taux de mobilité des unités opérationnelles engagées de 80% ;
- Résultat annuel attendu N° 2 : parvenir à ce que 80% des unités engagées soient capables d'utiliser efficacement les moyens d'orientation et de repérage ;
- Résultat annuel attendu N°3 : avoir des unités engagées disposant des équipements de bivouac opérationnel ;
- Résultat annuel attendu N°4 : atteindre un taux de succès de 50% des opérations (Disposer pour cela en fin 2015 d'un bilan et d'une évaluation des interventions réalisées globalement et par corps avec classement succès/échec ;
- Résultat annuel attendu N°5 : réduire les incidents de tir sous le seuil de 2% ;
- Résultat annuel attendu N°6 : parvenir à faire réaliser au moins un exercice de tir à chaque soldat affecté dans une unité opérationnelle :
- Résultat annuel attendu N°7 : parvenir à ce 80% de soldats affectés dans les unités opérationnelles aient réussi au moins un exercice de tir par trimestre :
- Résultat annuel attendu N°8 : améliorer la capacité opérationnelle de forces par la maitrise du champ de bataille spécifique (04 par an) ;
- Résultat annuel attendu N°9 : procéder à la formation des personnels sous-officiers de corps en attente de formation spécifique ; formation des équipages (aéronefs & navires en cours remise en état) ;
- Résultat annuel attendu N°10 : disposer au sein des unités engagées de 100% de personnel de Commandement s'exprimant en anglais (écrit et parlé) ;

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel N°1 : le taux de mobilité des unités opérationnelles engagées a atteint 40% en 2015
- Résultat annuel N°2 : seuls 2 % des unités engagées ont été capables d'utiliser efficacement les moyens d'orientation et de repérage
- Résultat annuel N°3 : 10 % des unités engagées disposent des équipements de bivouac opérationnels
- Résultat annuel N°4 : 8 zones de survenance d'activités répréhensibles aux frontières ont été identifiées en 2015
- Résultat annuel N°5 : aucun incident de tir enregistré en 2015 sur 32 exercices de tir effectués
- Résultat annuel N°6 : 45,23 % des soldats affectés dans une unité opérationnelle ont réalisé au moins un exercice de tir
- Résultat annuel N°7 : 10% de soldats affectés dans les unités opérationnelles ont réussi au moins un exercice de tir par trimestre
- Résultat annuel N°8 : aucune manœuvre interarmées n'a été réalisée en 2015
- Résultat annuel N°9 : aucune formation en 2015 de personnels sous-officiers de corps en attente de formation spécifique

- Résultat annuel N°10 : aucun personnel du Commandement des unités engagées n'a été formé à l'anglais écrit et parlé

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP	2014 Prévision Actualisée (1)	2015 Prévision PAP	2015 Réalisé	2015 Ecart	2016 Cible	Cible Echéance pluriannuelle
% moyen de mobilité par unité organique identifiée de chaque Corps (31 Véhicules pour un bataillon)	%	NC	NC	NC	100	40	60	//	//
% moyen d'orientation et de repérage par unité organique identifiée de chaque Corps	%	NC	NC	NC	80	2	- 78	//	//
% moyen de soutien en bivouac et campement par unité organique identifiée de chaque Corps	%	NC	NC	NC	80	10	- 70	//	//
% des tirs sans incidents effectués avec armes individuelles.	%	NC	NC	NC	98	100	+ 2	//	//
% de soldat ayant effectué au moins un tir.	%	NC	NC	NC	80	50	30	//	//
Taux de succès au tir par soldat des unités opérationnelles	%	NC	NC	NC	80	10	70	//	//
Taux de succès des opérations interarmées	%	NC	NC	NC	80	0	80	//	//
Parvenir à former au moins 60% des personnels en attente de formation après leur recrutement	%	NC	NC	NC	60	0	60	//	//
Assurer un minimum d'heures de vol hebdomadaire aux équipages de l'Armée de l'Air	Heure De Vol	NC	NC	NC	3	0	3	5	//
Assurer un minimum d'heures de vol hebdomadaire aux équipages de l'ALA	Heure De Vol	NC	NC	NC	7	1	- 6	10	//
Assurer un minimum de jours de navigation mensuel	Jour De navigation	NC	NC	NC		0		//	//
Taux des personnels d'encadrement ayant réussi avec succès le test d'anglais	%	NC	NC	NC	90	0	90	//	//
Etre en mesurer de connecter nos équipements de communication aux systèmes alliés et parvenir à un taux de 100% d'interopérabilité	%	NC	NC	NC	100	0	100	//	//

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

- Résultat annuel N°1 : le taux de mobilité des unités opérationnelles engagées a atteint 40% en 2015. Sur un total de 36 missions réalisées dans l'année, 21 missions ont été réalisées essentiellement par des moyens empruntés à la Direction Générale de la Maintenance Automobile et de la Formation (DGMAF) et 15 par les moyens roulants propres aux différentes forces. Cette situation est préjudiciable pour l'avenir si les différentes forces opérationnelles ne disposent pas de moyens roulants affectés en quantité suffisante à raison de 12 véhicules par compagnie soit 204 véhicules pour 17 compagnies.

- Résultat annuel N°2 : Seuls 2 % des unités engagées ont été capables d'utiliser efficacement les moyens d'orientation et de repérage. Cela s'explique par l'insuffisance et la vétusté des matériels d'orientation et de repérage mis à leur disposition.

- Résultat annuel N°3 : L'ensemble des unités engagées devaient disposer des équipements de bivouac opérationnels. Seuls 10 % (186 militaires sur 1860) ont bénéficié des équipements de bivouac opérationnels. Le programme « Equipement des Forces » dépositaire de ce résultat n'a pu mettre à disposition de l'ensemble des unités pour des raisons budgétaires les équipements attendus.

- Résultat annuel N°4 : 8 zones de survenance des activités répréhensibles aux frontières ont été identifiées. Les natures des activités sont essentiellement le braconnage, la pêche illicite, l'orpaillage illégal, l'immigration clandestine. Aucune statistique n'a été transmise à ce jour sur les actes répréhensibles.

- Résultat annuel N°5 : En 2015, il était prévu de réduire les incidents de tir sous le seuil de 2%. Aucun incident de tir n'a été enregistré car l'instruction sur le tir a été bien menée et les consignes de sécurité ont été scrupuleusement respectées lors des exercices de tir. Au total 32 exercices de tir ont été réalisés pour un montant de 74 204 742 FCFA.

- Résultat annuel N°6 : En 2015, 6500 soldats affectés dans les unités opérationnelles devaient réaliser au moins1 exercice de tir chacun par trimestre. Seuls 2940 soit 45,23 % des soldats ont réalisé au moins un exercice de tir par trimestre. Ceci s'explique par l'insuffisance de munitions, le manque de champ de tir dans certaines unités, la difficulté à assurer leur transport et leur alimentation. Pour les activités liées au tir 74 204 742 FCFA ont été nécessaires pour réaliser les 32 exercices de tir.

- Résultat annuel N°7 : En 2015, il était prévu que 80% des soldats des unités opérationnelles aient réussi au moins 1 exercice de tir par trimestre. Seuls 650 soldats soit 10% des soldats affectés dans les unités opérationnelles ont réussi au moins un exercice de tir par trimestre. La raison essentielle est le non-respect des procédures liées à la réussite du tir par les soldats concernés. Ceci s'explique aussi par le très faible nombre d'exercices réalisés : 32 réalisés sur 72 exercices prévus.

- Résultat annuel N°8 : Il était question pour ce résultat d'améliorer la capacité opérationnelle des forces par la maitrise du champ de bataille spécifique en organisant 4 manœuvres interarmées. Aucune de ces manœuvres n'a été effectivement réalisée par manque de financement alloué en 2015 pour ladite activité.

- Résultat annuel N°9 : En 2015, il était prévu de procéder à la formation des personnels sous-officiers des corps en attente de formation spécifique ; formation des équipages. Sur l'ensemble de l'année civile aucune formation n'a pu être réalisée. Pour le cas des forces aériennes, le partenaire chargé de la formation conditionnait son intervention au paiement des arriérés dus suite au perfectionnement des premiers nouveaux techniciens. Concernant la Marine Nationale, il sied de noter l'assujettissement de la formation des personnels au nombre de places offertes par les pays partenaires en nombre inférieur au besoin.

- Résultat annuel N°10 : En 2015, il était question de disposer au sein des unités engagées de 100% du personnel de commandement s'exprimant en anglais (écrit et parlé). Aucun personnel de commandement n'a pu bénéficier de ce recyclage. Les délais impartis pour la mise à niveau de ces personnels avant leur projection sur le théâtre d'opérations sont relativement courts. A cela il faut ajouter l'absence d'un chronogramme de formation.

OBJECTIF STRATEGIQUE N° 2 : Assurer l'équipement individuel de chaque soldat en fonction des normes établies pour chaque spécificité.

Rappel des résultats attendus

- Résultat annuel attendu N°1 : augmenter de 5000 à 14000 les militaires équipés d'une arme opérationnelle avec des munitions

- Résultat annuel attendu N°2 : parvenir à ce que 8000 soldats disposent d'ici la fin de l'année d'un paquetage complet en privilégiant les militaires sur le théâtre d'opération

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel N°1 : aucune augmentation des militaires équipés d'une arme opérationnelle avec des munitions

- Résultat annuel N°2 : 250 militaires projetés sur BANGUI ont bénéficié d'un paquetage réduit

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	2015 Réalisé	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision)	2016 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Nombre de soldats équipés (armes et munitions)	nombre	NC	0	14000	0	14000	//	23000 (2018)
Nombre de soldats ayant reçu un paquetage complet	nombre	NC	0	8000	250	7750	800	23000 (2018)

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

- **Résultat annuel N°1 :** aucune augmentation des militaires équipés d'une arme opérationnelle avec des munitions

Cet objectif n'a pas été atteint du fait que l'achat de l'armement et des munitions a été rétrocédé à un autre organisme. Pour cause de secret défense, le nom de cette entité ne peut être mentionné. Il n'y a donc eu aucun achat d'armes effectué par le programme Equipement des Forces en 2015.

En effet, la loi des Finances Initiale 2015 prévoyait 2 950 000 000 FCFA en titre 5 pour l'Achat d'armes et de l'Habillement. La loi des Finances rectificative 2015 a vu cette allocation passer à 1 500 000 000 FCFA soit une diminution de 1 450 000 000 CFA représentant 49,15%.

Instruction a donc été donnée par la haute hiérarchie militaire de rétrocéder le projet d'achat d'armes à une autre entité. Aussi, la totalité de la dotation restante (1.500.000.000 FCFA) a été consacrée à l'habillement.

- **Résultat annuel N°2 :** 250 militaires projetés sur BANGUI ont bénéficié d'un paquetage réduit

Concernant le volet habillement, l'objectif initial prévoyait que 8000 militaires soient dotés d'un paquetage complet.

Compte tenu du coût d'un paquetage complet à savoir 1 000 000 FCFA, il nous aurait fallu 8 000 000 000 FCFA pour atteindre cet objectif.

Avec une dotation finale de 1 500 000 000 FCFA, 1 500 militaires auraient pu bénéficier d'un paquetage complet soit 18% de la cible initiale de 2015.

La mission de BANGUI relevant d'un caractère prioritaire, conjuguée à l'absence de prise en charge par les Forces Françaises au Gabon (FFG) de l'habillement des militaires gabonais projetés en RCA, il a fallu anticiper sur l'habillement des troupes.

Pour cette mission à BANGUI, il a été finalement opté pour l'acquisition de paquetages réduits dont le coût unitaire est de 352 000 FCFA, soit une dépense de 352 000 FCFA x 250 militaires = **88 000 000 FCFA.**

Le reste de l'enveloppe soit **1 412 000 000 FCFA** a été consacré à l'habillement de la parade militaire de la Fête Nationale du 17 Août.

OBJECTIF STRATEGIQUE N° 3 : Parvenir à une optimisation de l'équipement des forces sur la base des stratégies d'action face aux menaces prises en compte et à la doctrine d'emploi des forces

Rappel des résultats annuel attendus

- Résultat annuel attendu N°1 : doter la marine nationale de deux patrouilleurs adaptés à la surveillance côtière ;
- Résultat annuel attendu N°2 : doter l'armée de l'air de deux aéronefs dont un VIP pour le Ministère de la défense et d'un avion de surveillance côtière et d'un moteur de type CASA avec hélice
- Résultat annuel attendu N°3 : doter le CSP d'un camion pompe-mousse pour intervenir sur des incendies non maitrisables à ce jour
- Résultat annuel attendu N°4 : doter les forces d'une usine de préfabrication de maison
- Résultat annuel attendu N°5 : doter les forces de 15 boulangeries mobiles
- Résultat annuel attendu N°6 : doter les forces de 12 groupes électrogènes

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel N°1 : aucun patrouilleur acquis par la marine nationale

- Résultat annuel N°2 : aucune dotation aérienne acquise par l'armée de
- Résultat annuel N°3 : aucun camion acquis par CSP
- Résultat annuel N°4 : aucune usine de préfabrication acquise
- Résultat annuel N°5 : aucune boulangerie mobile acquise
- Résultat annuel N°6 : aucun groupe électrogène acquis

Indicateurs

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	2015 Réalisé	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision)	2016 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
taux d'avancement du projet de la Marine Nationale	%	NC	NC	100	0	- 100	0	0
Taux d'avancement du projet aéronautique	%	NC	NC	70	0	- 70	0	0
Taux d'avancement du projet CSP	%	NC	NC	100	0	- 100	0	0
Taux d'avancement du projet usine de préfabrication	%	NC	NC	100	0	- 100	0	0
Taux d'avancement du projet boulangerie	%	NC	NC	100	0	- 100	0	0
Taux d'avancement du projet groupe électrogène	%	NC	NC	100	0	- 100	100	100 en 2017
Taux d'avancement du projet avion VIP CESNA	%	NC	NC	100	0	- 100	0	0

Explication du niveau d'atteinte des résultats

Résultat annuel N°1 : objectif non atteint pour cause de réduction drastique des budgets consacrés à l'équipement des forces

Résultat annuel N°2 : objectif non atteint, les deux avions prévus n'ont pas été retenus encore moins budgétisés

Résultat annuel N°3 : objectif non atteint car à ce jour la convention n'est pas encore approuvée par la DGBFIP

Résultat annuel N°4 : objectif non atteint car le projet n'a pas été retenu dans la LFR

Résultat annuel N°5 : objectif non atteint car le projet n'a pas été retenu dans la LFR

Résultat annuel N°6 : objectif non atteint, convention en cours de signature pour transmission à la DGBFIP

OBJECTIF STRATEGIQUE N° 4 : Assurer un accompagnement social pour tout militaire où qu'il soit.

Rappel des Résultats attendus

- Résultat annuel attendu N° 1 : parvenir à ce que chaque corps dispose de 2 assistants sociaux opérationnels en plus
- Résultat annuel attendu N° 2 : parvenir à réaliser 5000 visites dans l'année par les travailleurs sociaux
- Résultat annuel attendu N° 3 : avoir remis aux décideurs le dossier technico-financier de la création et la mise en place de la mutuelle

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel N° 1 : aucun assistant social n'a été recruté
- Résultat annuel N° 2 : 3200 visites ont été réalisées
- Résultat annuel N° 3 : aucune procédure n'a été engagée

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	Réalisé2015	Ecart	2016 Cible PAP	Cible Echéance pluriannuelle
Nombre d'assistants sociaux recrutés	Nombre	NC	0	2	0	2	//	4 (2018)
Nombre de visites réalisées par les travailleurs sociaux	Nombre	NC	0	5000	1800	3200	//	12000
Taux d'avancement du dossier de création de la mutuelle	Nombre	0 %	0 %	0 %	0	0	//	//(2018)

Explication du niveau d'atteinte des résultats

Résultat annuel N° 1 : aucun assistant social n'a été recruté

Les démarches entreprises auprès de l'Institut National de Formation en action sociale et sanitaire n'ont pas abouti malgré les nombreuses correspondances.

Résultat annuel N° 2 : 1800 visites ont été réalisées

Le résultat à atteindre était de réaliser 5000 visites dans l'année. Mais le non-paiement des dossiers engagés n'a pas permis aux assistantes sociales de remplir pleinement leur mission. Toutefois, le chiffre de 1800 visites, soit 36% du résultat attendu, permet tout de même de révéler la volonté de ces personnels de progresser vers l'atteinte de leur objectif.

Résultat annuel N° 3 : aucune procédure n'a été engagée

Du fait de la non maitrise du dossier et de sa complexité, aucune démarche n'a été entreprise.

Pour cet objectif, un montant de 38 518 772 FCFA a été engagé grâce aux règles de la fongibilité mais aucun paiement n'est intervenu au 31.12.2015.

OBJECTIF STRATEGIQUE N° 5 : Faire de la restauration un facteur de satisfaction pour le militaire

Rappel des Résultats attendus

- Résultat annuel attendu : parvenir à nourrir 5251 militaires à 3000 FCFA par jour au cours des 365 jours de l'année 2015.

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel : aucun repas complet n'a été servi en 2015

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	Réalisé2015	Ecart	2016 Cible PAP	Cible Echéance pluriannuelle
Nombre de repas complet servi (DO+GARDE)	Nombre	NC	0	Aucune	0	0	6 000	6 000 (2018)

Explication du niveau d'atteinte des résultats

Résultat annuel : aucun repas complet n'a été servi

Avec les moyens obtenus en 2015, soit 262 407 701 FCFA (15% du montant demandé), le programme a fonctionné avec le strict minimum. Ont donc été servies des quantités très en deçà du seuil requis pour un militaire assurant son service. La conséquence majeure de cette situation a donc été le nombre considérable d'abandons de poste pour personnel non nourri. Nous ne pouvons donner pour cette année que le montant des dettes que nous avons accumulées chez les fournisseurs pour nourrir les militaires. A ce jour, ce montant s'élève à 1 800 000 000 FCFA

Pour cet objectif, le budget prévu en LFR était de zéro (0) franc. Grâce à des virements entre programmes, nous avons pu engager 262 407 701 FCFA, mais à ce jour les paiements ne s'élèvent qu'à 68 527 092 FCFA soit seulement 26 % du montant engagé.

OBJECTIF STRATEGIQUE N° 6 : Parvenir à rétablir la fourniture d'eau et d'électricité dans certaines casernes et disposer des études pour en faire de même dans d'autres.

Rappel des Résultats attendus

- Résultat annuel attendu N°1 : rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cite KILIBA
- Résultat annuel attendu N°2 : rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité du PK 9
- Résultat annuel attendu N°3 : rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 01
- Résultat annuel attendu N°4 : rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 02
- Résultat annuel attendu N°5 : rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité GENA OWENDO

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel N°1 : aucune avancée dans le projet de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cite KILIBA
- Résultat annuel N°2 : aucune avancée dans le projet de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité du PK 9
- Résultat annuel N°3 : aucune avancée dans le projet de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 01
- Résultat annuel N°4 : aucune avancée dans le projet de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 02
- Résultat annuel N°5 : aucune avancée dans le projet rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité GENA OWENDO

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	Réalisé 2015	Ecart	2016 Cible PAP	Cible Echéance pluriannuelle
Taux de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cite KILIBA	%	NC	0	100%	0	0	0	NC
Taux de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité du PK 9	%	NC	0	100%	0	0	0	NC
Taux de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA	%	NC	0	100%	0	0	0	NC
Taux de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 02	%	NC	0	100%	0	0	0	NC
Taux de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité GENA OWENDO	%	NC	0	100%	0	0	0	NC (2018)

Explication du niveau d'atteinte des résultats

Pour l'ensemble des projets cités-ci-dessus, aucune avancée n'a pu être constatée au 31.12.2015. Les montants engagés n'ont pas été payés.

Résultat annuel N° 1 : aucune avancée dans le projet de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cite KILIBA

Résultat annuel N°2 : aucune avancée dans le projet de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité du PK 9

Résultat annuel N°3 : aucune avancée dans le projet de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 01

Résultat annuel N°4 : aucune avancée dans le projet de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 02

Résultat annuel N°5 : aucune avancée dans le projet rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité GENA OWENDO

L'ensemble des résultats de cet objectif dépend entièrement du budget d'investissement. Les engagements faits pour ces projets n'ont pas abouti. Aucune explication sur le niveau d'atteinte des résultats n'est donc possible.

Pour cet objectif, le montant prévu était de 65 100 000 FCFA du fait des différents ajustements. Seuls 27 667 500 FCFA soit 42.50 % du montant ont été engagés mais aucun paiement effectué au 31.12.2015.

OBJECTIF STRATEGIQUE N°7 : Réussir la mise en œuvre du plan de développement des ressources humaines au niveau du ministère en tenant compte des spécificités des métiers des armes

Rappel des résultats attendus

- Résultat annuel attendu N°1 : disposer de la fiche de description de poste actuelle de chaque agent
- Résultat annuel attendu N°2 : élaborer un référentiel en organisation
- Résultat annuel attendu N°3 : élaborer une carte des métiers de la Défense Nationale

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel N°1 : aucune fiche de description de poste n'a été établie
- Résultat annuel N°2 : aucun référentiel n'a été élaboré
- Résultat annuel N°3 : aucune carte des métiers de la Défense Nationale n'a été élaborée

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	2015 Réalisé	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision)	2016 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux de couverture des postes ayant fait l'objet d'une description de poste	%	NC	Aucune	90	0	90	90	100 (2018)
Taux d'avancement de la démarche d'élaboration du référentiel en organisation.	%	NC	Aucune	80	0	80	80	100 (2018)
Taux d'avancement de la démarche d'élaboration de la carte des métiers	%	NC	Aucune	80	0	80	80	100 (2018)

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultat annuel N°1 : Disposer de la fiche de description de poste actuelle de chaque agent

Aucun poste n'a pu faire l'objet d'une description pour cause de non recensement des postes existants. Ce recensement n'a pas été fait car après plusieurs réunions mensuelles de coordination avec les DPC des corps et la constitution des équipes de travail dans chaque DPC, il ressort deux problèmes majeurs :

- l'absence du matériel informatique pour faciliter le travail dans certains corps (maîtrise des effectifs) ;
- l'absence d'agents ayant la maîtrise de l'outil informatique.

Ces problèmes sont très prononcés à l'Armée de Terre.

Résultat annuel N°2 : Elaborer un référentiel en organisation

Le référentiel en organisation n'a pas été élaboré par manque de maîtrise des effectifs réels par les corps.

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR PROGRAMME ET ACTION

Numéro et intitulé du programme et de l'action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		AE ouvertes en LFR pour 2015 (a)	AE engagés en 2015 (b)	Ecart (b) - (a)	CP ouverts en LFR pour 2015 (c)	CP consommés en 2015 (d)	Ecart (d) - (c)
7.311	**Préparation et emploi des forces**	**4 049 287 528**	**4 848 344 463**	**799 056 935**	**4 049 287 528**	**4 848 344 463**	**799 056 935**
7.311.1	Coordination générale et formation inter-armées	602 736 416	573 819 595	-28 916 821	602 736 416	573 819 595	-28 916 821
7.311.2	Préparation des forces terrestres	1 950 638 808	2 843 661 968	893 023 160	1 950 638 808	2 843 661 968	893 023 160
7.311.3	Préparation des forces navales	390 090 944	370 586 397	-19 504 547	390 090 944	370 586 397	-19 504 547
7.311.4	Préparation des forces aériennes	494 488 944	477 471 909	-17 017 035	494 488 944	477 471 909	-17 017 035
7.311.5	Renseignement militaire	215 241 472	206 518 198	-8 723 274	215 241 472	206 518 198	-8 723 274
7.311.6	Génie militaire	198 045 472	188 143 198	-9 902 274	198 045 472	188 143 198	-9 902 274
7.311.7	Sécurité civile (corps des sapeurs-pompiers)	198 045 472	188 143 198	-9 902 274	198 045 472	188 143 198	-9 902 274
7.318	**Equipement des forces**	**19 177 580 576**	**26 382 068 546**	**7 204 487 970**	**19 177 580 576**	**26 382 068 546**	**7 204 487 970**
7.318.1	Equipement des forces terrestres	10 288 520 000	19 194 972 720	8 906 452 720	10 288 520 000	19 194 972 720	8 906 452 720
7.318.2	Equipement des forces aériennes	4 808 092 576	4 906 176 226	98 083 650	4 808 092 576	4 906 176 226	98 083 650
7.318.3	Equipement sapeurs-pompiers	1 105 872 000	630 578 400	-475 293 600	1 105 872 000	630 578 400	-475 293 600
7.318.4	Equipement de la gendarmerie nationale	1 405 872 000	758 078 400	-647 793 600	1 405 872 000	758 078 400	-647 793 600
7.318.5	Equipement de la marine nationale	1 569 224 000	892 262 800	-676 961 200	1 569 224 000	892 262 800	-676 961 200
7.325	**Garde Républicaine**	**6 634 278 376**	**13 910 121 910**	**7 275 843 534**	**6 634 278 376**	**13 910 121 910**	**7 275 843 534**
7.325.1	Préparation et emploi des forces de la garde républicaine	980 138 680	930 675 212	-49 463 468	980 138 680	930 675 212	-49 463 468
7.325.2	Equipement de la garde républicaine	2 985 000 000	9 624 240 587	6 639 240 587	2 985 000 000	9 624 240 587	6 639 240 587
7.325.3	Vie du soldat de la garde républicaine	2 669 139 696	3 355 206 111	686 066 415	2 669 139 696	3 355 206 111	686 066 415
7.332	**Vie du soldat**	**3 845 308 200**	**4 071 218 826**	**225 910 626**	**3 845 308 200**	**4 071 218 826**	**225 910 626**
7.332.1	Activités socio-culturelles et sportives du soldat	350 280 000	1 153 735 000	803 455 000	350 280 000	1 153 735 000	803 455 000
7.332.2	Santé militaire	3 429 928 200	2 889 816 326	-540 111 874	3 429 928 200	2 889 816 326	-540 111 874
7.332.3	Logement	65 100 000	27 667 500	-37 432 500	65 100 000	27 667 500	-37 432 500
7.332.4	Condition du militaire en retraite et anciens combattants	-	-	-	-	-	-
7.339	**Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale**	**67 061 612 475**	**10 939 456 171**	**-56 122 156 304**	**67 061 612 475**	**10 939 456 171**	**-56 122 156 304**
7.339.1	Pilotage de la stratégie ministérielle	64 969 846 796	416 288 956	-64 553 557 840	64 969 846 796	416 288 956	-64 553 557 840
7.339.2	Coordination administrative	2 091 765 679	10 523 167 215	8 431 401 536	2 091 765 679	10 523 167 215	8 431 401 536
Total pour la mission		**100 768 067 155**	**60 151 209 916**	**-40 616 857 239**	**100 768 067 155**	**60 151 209 916**	**-40 616 857 239**

<u>Explication des principaux écarts</u> :

Crédits ouverts en AE et CP = 100 768 067 155 FCFA
Réserve obligatoire = 30 230 420 147 FCFA
Montant après réserve = 70 847 277 386
Crédits Exécutés = 60 151 209 916 FCFA, soit 60% de l'autorisation parlementaire
Ecart= -40 616 857 239

Commentaire : l'écart de 40 616 857 239 FCFA constaté est essentiellement lié à :

- la réserve obligatoire de 30 230 420 147 FCFA qui n'a pas été levée en cours d'exercice ;
- la non mise à disposition de 10 386 437 093 FCFA au bénéfice de la mission.

Ce niveau d'exécution se répartit par programme et par action comme suit :

Programme : Préparation et Emploi des Forces

Action1 : Coordination générale

Crédits ouverts AE et CP pour 2015 = 602 736 416 FCFA
Crédits Exécutés en 2015 = 573 819 595 FCFA
Ecart = -28 916 821 FCFA
Taux d'exécution : 95 % de l'autorisation parlementaire

Commentaire : le différentiel observé de 28 916 821 FCFA correspond aux crédits n'ayant pas été mis à la disposition du programme dans l'action 1.

Action 2 : Forces terrestres

Crédits ouverts AE et CP en LF pour 2015 = 1 950 638 808 FCFA
Crédits Exécutés en 2015 = 2 843 661 968 FCFA
Écart= 893 023 160 FCFA
Taux d'exécution : 146 % de l'autorisation parlementaire

Commentaire : le dépassement de 893 023 160 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice de l'action 2.

Action 3 : Forces aériennes

Crédits ouverts AE et CP pour 2015 = 494 488 944 FCFA
Crédits Exécuté en 2015 = 477 471 909 FCFA
Écart = -17 017 035 FCFA
Taux d'exécution : 97% de l'autorisation parlementaire

Commentaire : l'écart de 17 017 035 FCFA constaté est essentiellement lié aux crédits n'ayant pas été mis à la disposition du programme dans l'action 3.

Action 4 : Forces navales

Crédits ouverts AE et CP pour 2015 = 390 090 944 FCFA
Crédits Exécuté en 2015 = 370 586 397 FCFA
Écart = -19 504 547 FCFA
Taux d'exécution : 95 % de l'autorisation parlementaire

Commentaire : l'écart de 19 504 547 FCFA constaté est essentiellement aux crédits n'ayant pas été mis à la disposition du programme dans l'action 4.

Action 5 : Renseignement militaire

Crédits ouverts AE et CP pour 2015 = 215 241 472 FCFA
Crédits Exécutés en 2015 = 206 518 198 FCFA
Écart = -8 723 274 FCFA
Taux d'exécution : 96 % de l'autorisation parlementaire

Commentaire : l'écart de 8 723 274 FCFA constaté est essentiellement lié aux crédits n'ayant pas été mis à la disposition du programme dans l'action 5.

Action 6 : Génie militaire

Crédits ouverts AE et CP pour 2015 = 198 045 472 FCFA
Crédits Exécutés en 2015 = 188 143 198 FCFA
Écart = -9 902 274 FCFA
Taux d'exécution : 95 % de l'autorisation parlementaire

Commentaire : l'écart de 9 902 274 FCFA constaté correspond aux crédits n'ayant pas été mis à la disposition du programme dans l'action 6.

Action 7 : Sécurité civile

Crédits ouverts AE et CP pour 2015 = 198 045 472 FCFA
Crédits Exécutés en 2015 = 188 143 198 FCFA

Écart = -9 902 274 FCFA
Taux d'exécution : 95 % de l'autorisation parlementaire :

Commentaire : l'écart de 9 902 274 FCFA constaté correspond aux crédits n'ayant pas été mis à la disposition du programme dans l'action 7.

Programme : Equipement des Forces

Action 1 : Equipement des Forces Terrestre

Crédits ouverts AE et CP pour 2015 = 10 288 520 000 FCFA
Crédits Exécutés en 2015 = 19 194 972 720 FCFA
Écart = 8 906 452 720 FCFA
Taux d'exécution : 187 % de l'autorisation parlementaire

Commentaire : le dépassement de 8 906 452 720 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice de l'action 1.

Action 2 : Equipement des Forces Aérienne

Crédits ouverts AE et CP pour 2015 = 4 808 092 576 FCFA
Crédits Exécutés en 2015 = 4 906 176 226 FCFA
Écart = 98 083 650 FCFA
Taux d'exécution : 102 % de l'autorisation parlementaire :

Commentaire : le dépassement de 98 083 650 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice de l'action 2.

Action 3 : Equipement des Forces Navales

Crédits ouverts AE et CP pour 2015 = 1 569 224 000 FCFA
Crédits Exécutés en 2015 = 892 262 800 FCFA
Écart = -676 961 200 FCFA
Taux d'exécution : 57% de l'autorisation parlementaire :

Commentaire : l'écart de 676 961 200 FCFA constaté est essentiellement lié aux crédits n'ayant pas été mis à la disposition du programme dans l'action 3.

Action 4 : Equipement des spécifique des pompiers

Crédits ouverts AE et CP pour 2015 = 1 105 872 000 FCFA
Crédits Exécutés en 2015 = 630 578 400 FCFA
Écart = - 475 293 600 FCFA
Taux d'exécution : 57 % de l'autorisation parlementaire :

Commentaire : l'écart de 475 293 600 FCFA constaté est essentiellement lié aux crédits n'ayant pas été mis à la disposition du programme dans l'action 4.

Action 5 : Equipement de la Gendarmerie Nationale

Crédits ouverts AE et CP pour 2015 = 1 405 872 000 FCFA
Crédits Exécutés en 2015 = 758 078 400 FCFA
Écart = -647 793 600 FCFA
Taux d'exécution : 54 % de l'autorisation parlementaire :

Commentaire : l'écart de 475 293 600 FCFA constaté est essentiellement lié aux crédits n'ayant pas été mis à la disposition du programme dans l'action 5.

Programme : GARDE REPUBLICAINE

Action 1 : Préparations et emplois des Forces de la Garde Républicaine

Crédits ouverts AE et CP pour 2015 = 1 405 872 000 FCFA
Crédits Exécutés en 2015 = 758 078 400 FCFA
Écart = - 49 463 468 FCFA
Taux d'exécution : 95 % de l'autorisation parlementaire :

Commentaire : l'écart de 49 463 468 FCFA constaté est essentiellement lié aux crédits n'ayant pas été mis à la disposition du programme dans l'action 1.

Action 2 : Equipement de la Garde Républicaine

Crédits ouverts AE et CP pour 2015 = 2 985 000 000 FCFA
Crédits Exécutés en 2015 = 9 624 240 587 FCFA
Écart = 6 639 240 587 FCFA
Taux d'exécution : 322 % de l'autorisation parlementaire :

Commentaire : le dépassement de 6 639 240 587 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice de l'action 2.

Action 3 : vie du soldat de la Garde Républicaine

Crédits ouverts AE et CP pour 2015 = 2 669 139 696 FCFA
Crédits Exécutés en 2015 = 3 355 206 111 FCFA
Écart = 686 066 415 FCFA
Taux d'exécution : 126% de l'autorisation parlementaire

Commentaire : le dépassement de 686 066 415 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice de l'action 3.

Programme : Vie du soldat

Action 1 : Activités socioculturelles et sportives

Crédits ouverts AE et CP pour 2015 = 350 280 000 FCFA
Crédits Exécutés en 2015 = 1 153 735 000 FCFA
Écart = 803 455 000 FCFA
Taux d'exécution : 329 % de l'autorisation parlementaire

Commentaire : le dépassement de 803 455 000 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice de l'action 1.

Action 2 : Santé militaire

Crédits ouverts AE et CP pour 2015 = 3 429 928 200 FCFA
Crédits Exécutés en 2015 = 2 889 816 326 FCFA
Écart = - 540 111 874 FCFA
Taux d'exécution : 84% de l'autorisation parlementaire

Commentaires : l'écart de 540 111 874 FCFA constaté est essentiellement lié aux crédits n'ayant pas été mis à la disposition du programme dans l'action 2.

Action 3 : Logement

Crédits ouverts AE et CP pour 2015 = 65 100 000 FCFA
Crédits Exécutés en 2015 = 27 667 500 FCFA
Écart = - 37 432 500 FCFA
Taux d'exécution : 43% de l'autorisation parlementaire

Commentaire : l'écart de 37 432 500 FCFA constaté est essentiellement lié aux crédits n'ayant pas été mis à la disposition du programme dans l'action 3.

Programme : Pilotage et soutien

Action 1 : Pilotage de la stratégie ministérielle

Crédits ouverts AE et CP pour 2015 = 64 969 846 796 FCFA
Crédits Exécutés en 2015 = 416 288 956 FCFA
Écart = - 64 553 557 840 FCFA
Taux d'exécution : 1% de l'autorisation parlementaire

Commentaire : le taux d'exécution est relativement bas car le montant ouvert en LFR est essentiellement constitué de la solde permanente des militaires dont l'exécution est retracée dans la mission « Gestion des finances publiques ». Le montant exécuté correspond aux crédits dévolus aux dépenses du cabinet ministériel.

Action 2 : Coordination administrative

Crédits ouverts AE et CP pour 2015 = 2 091 765 679 FCFA
Crédits Exécutés en 2015 = 10 523 167 215 FCFA
Écart = 8 431 401 536 FCFA
Taux d'exécution : 503% de l'autorisation parlementaire

Commentaire : le dépassement de 8 431 401 536 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice de l'action 2.

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR PROGRAMME ET TITRE

Numéro et intitulé du programme et de l'action		*Autorisations d'engagement*			*Crédits de paiement*		
		AE ouvertes en LFR pour 2015 (a)	**AE engagés en 2015 (b)**	**Ecart (b) - (a)**	**CP ouverts en LFR pour 2015 (c)**	**CP consommés en 2015 (d)**	**Ecart (d) - (c)**
7.311	**Préparation et emploi des forces**	**4 049 287 528**	**4 848 344 463**	**799 056 935**	**4 049 287 528**	**4 848 344 463**	**799 056 935**
	Titre 2. Dépenses de personnel	190 378 000	191 433 512	1 055 512	190 378 000	191 433 512	1 055 512
	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 858 909 528	4 656 910 951	798 001 423	3 858 909 528	4 656 910 951	798 001 423
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-	-	-
	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
7.318	**Equipement des forces**	**19 177 580 576**	**26 382 068 546**	**7 204 487 970**	**19 177 580 576**	**26 382 068 546**	**7 204 487 970**
	Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-
	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 086 980 576	1 853 700 512	-233 280 064	2 086 980 576	1 853 700 512	-233 280 064
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-	-	-
	Titre 5. Dépenses d'investissement	17 090 600 000	24 528 368 034	7 437 768 034	17 090 600 000	24 528 368 034	7 437 768 034
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
7.325	**Garde Républicaine**	**6 634 278 376**	**13 910 121 910**	**7 275 843 534**	**6 634 278 376**	**13 910 121 910**	**7 275 843 534**
	Titre 2. Dépenses de personnel	11 448 000	12 024 000	576 000	11 448 000	12 024 000	576 000
	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 308 699 696	3 128 264 711	1 819 565 015	1 308 699 696	3 128 264 711	1 819 565 015
	Titre 4. Dépenses de transfert	9 130 680	8 217 612	-913 068	9 130 680	8 217 612	-913 068
	Titre 5. Dépenses d'investissement	5 305 000 000	10 761 615 587	5 456 615 587	5 305 000 000	10 761 615 587	5 456 615 587
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
7.332	**Vie du soldat**	**3 845 308 200**	**4 071 218 826**	**225 910 626**	**3 845 308 200**	**4 071 218 826**	**225 910 626**
	Titre 2. Dépenses de personnel	101 088 000	97 300 000	-3 788 000	101 088 000	97 300 000	-3 788 000
	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 616 790 100	3 408 154 236	791 364 136	2 616 790 100	3 408 154 236	791 364 136
	Titre 4. Dépenses de transfert	182 330 100	164 097 090	-18 233 010	182 330 100	164 097 090	-18 233 010
	Titre 5. Dépenses d'investissement	945 100 000	401 667 500	-543 432 500	945 100 000	401 667 500	-543 432 500
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
7.339	**Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale**	**67 061 612 475**	**10 939 456 171**	**- 56 122 156 304**	**67 061 612 475**	**10 939 456 171**	**- 56 122 156 304**
	Titre 2. Dépenses de personnel	64 749 560 000	204 571 250	- 64 544 988 750	64 749 560 000	204 571 250	- 64 544 988 750
	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 105 456 796	7 005 581 757	4 900 124 961	2 105 456 796	7 005 581 757	4 900 124 961
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	16 500 000	16 500 000	-	16 500 000	16 500 000
	Titre 5. Dépenses d'investissement	206 595 679	3 712 803 164	3 506 207 485	206 595 679	3 712 803 164	3 506 207 485
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
Total pour la mission		**100 768 067 155**	**60 151 209 916**	**- 40 616 857 239**	**100 768 067 155**	**60 151 209 916**	**- 40 616 857 239**
	Titre 2. Dépenses de personnel	**65 052 474 000**	**505 328 762**	**- 64 547 145 238**	**65 052 474 000**	**505 328 762**	**- 64 547 145 238**
	Titre 3. Dépenses de biens et services	**11 976 836 696**	**20 052 612 167**	**8 075 775 471**	**11 976 836 696**	**20 052 612 167**	**8 075 775 471**
	Titre 4. Dépenses de transfert	**191 460 780**	**188 814 702**	**-2 646 078**	**191 460 780**	**188 814 702**	**-2 646 078**
	Titre 5. Dépenses d'investissement	**23 547 295 679**	**39 404 454 285**	**15 857 158 606**	**23 547 295 679**	**39 404 454 285**	**15 857 158 606**
	Titre 6. Autres dépenses	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

Explication des principaux écarts :

Crédits ouverts en AE et CP = 100 768 067 155 FCFA
Réserve obligatoire = 30 230 420 147 FCFA
Montant après réserve = 70 847 277 386
Crédits Exécutés = 60 151 209 916 FCFA, soit 60% de l'autorisation parlementaire
Ecart= -40 616 857 239

Commentaire : l'écart de 40 616 857 239 FCFA constaté est essentiellement lié à :

- la réserve obligatoire de 30 230 420 147 FCFA qui n'a pas été levée en cours d'exercice ;
- la non mise à disposition de 10 386 437 093 FCFA au bénéfice de la mission.

Ce niveau d'exécution se répartit par titre comme suit :

Titre 2. Dépenses de personnel

Crédits ouverts en AE et CP= 65 052 474 000 FCFA
Crédits exécutés = 505 328 762 FCFA, soit 1 % de l'autorisation parlementaire
Ecart = - 64 547 145 238
Réserve = 0 FCFA

Aucune réserve n'est constatée au niveau du titre 2. L'écart observé est constitué essentiellement de la solde permanente des militaires dont l'exécution est retracée dans la mission « Gestion des finances publiques ».

Titre 3. Dépenses de biens et services

Crédits ouverts en AE et CP= 11 976 836 696 FCFA
Crédits exécutés = 20 052 612 167 FCFA
Ecart = 8 075 775 471 FCFA
Réserve = 598 841 835 FCFA
Taux d'exécution = 167 %

Commentaire : le dépassement de 8 075 775 471 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice du titre 3.

Titre 4. Dépenses de transfert

Crédits ouverts en AE et CP = 191 460 780 FCFA
Crédits exécutés = 188 814 702 FCFA
Ecart = - 2 646 078 FCFA
Réserve = 19 146 078 FCFA
Taux d'exécution = 98 %

Commentaire : l'écart de 2 646 078 FCFA constaté est essentiellement lié aux crédits n'ayant pas été mis à la disposition du programme :

Titre 5. Dépenses d'investissement

Crédits ouverts en AE et CP = 23 547 295 679 FCFA
Crédits exécutés = 39 404 454 285 FCFA
Ecart = 15 857 158 606
Réserve = 3 532 094 352 FCFA
Taux d'exécution = 174 %

Commentaire : le dépassement de 15 857 158 606 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice du titre 5.

Ces écarts se déclinent respectivement par programme comme suit :

Programme : Préparation et Emploi des Forces

Titre 2 : Dépense de personnel

Crédits ouverts en AE et CP = 190 378 000 FCFA
Crédits exécutés = 191 433 512 FCFA
Ecart = 1 055 512 FCFA
Réserve = 0 FCFA
Taux d'exécution = 101 %

Commentaire : l'écart observé de 1 055 512 FCFA est la conséquence de la prise en compte, en cours d'exercice, d'une MONP au niveau de l'action « renseignement militaire ».

Titre 3 : Dépenses de biens et services

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 3 858 909 528 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 4 656 910 951 FCFA
Écart = 798 001 423 FCFA
Taux d'exécution = 121 %

Commentaire : le dépassement de 798 001 423 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice du titre 3.

Programme : Equipement des Forces

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 2 086 980 576 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 1 853 700 512 FCFA, soit 88 % de l'autorisation parlementaire
Écart = - 233 280 064 FCFA
Réserve = 104 349 029 FCFA

Commentaire : l'écart de 233 280 064 FCFA constaté est essentiellement lié aux crédits n'ayant pas été mis à la disposition du programme.

Titre 5 : Dépenses d'investissement

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 2 086 980 576 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 1 853 700 512 FCFA, soit 89% de l'autorisation parlementaire
Écart = 7 437 768 034 FCFA
Réserve = 2 563 590 000 FCFA

Commentaire : l'écart de 7 437 768 034 FCFA constaté est essentiellement lié aux crédits n'ayant pas été mis à la disposition du programme.

Programme : Garde Républicaine

Titre 2 : Dépense de personnel

Crédits ouverts en AE et CP = 11 448 000 FCFA
Crédits exécutés = 12 024 000 FCFA, soit 105 % de l'autorisation parlementaire
Ecart = 576 000 FCFA
Réserve = 0 FCFA

Commentaire : l'écart observé de 576 000 FCFA est la conséquence de la prise en compte en cours d'exercice d'une MONP pour le compte du programme.

Titre 3 : Dépenses de biens et services

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 1 308 699 696 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 3 128 264 711 FCFA, soit 239 % de l'autorisation parlementaire
Écart = 1 819 565 015 FCFA
Réserve = 65 434 985 FCFA

Commentaire : le dépassement de 1 819 565 015 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice du titre 3.

Titre 4 : Dépenses de transfert

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 9 130 680 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 8 217 612 FCFA, soit 90 % de l'autorisation parlementaire
Écart = - 913 068 FCFA
Réserve = 913 068 FCFA

Commentaire : l'écart de 913 068 FCFA constaté est essentiellement lié à la ponction de la réserve obligatoire.

Titre 5 : Dépenses d'investissement

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 5 305 000 000 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 12 551 661 347 FCFA, soit 203 % de l'autorisation parlementaire

Écart = 5 456 615 587 FCFA
Réserve = 795 750 000 FCFA

Commentaire : le dépassement de 5 456 615 587 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice du titre 5.

Programme : Vie du soldat

Titre 2 : Dépense de personnel

Crédits ouverts en AE et CP = 101 088 000 FCFA
Crédits exécutés = 97 300 000 FCFA, soit 96 % de l'autorisation parlementaire
Ecart = - 3 788 000 FCFA
Réserve = 0 FCFA

Commentaire : l'écart est dû à la surévaluation de la dotation budgétaire allouée à ce titre. Aucune réserve n'est applicable pour cette nature de dépense.

Titre 3 : Dépenses de biens et services

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 2 616 790 100 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 3 408 154 236 FCFA, soit 130 % de l'autorisation parlementaire
Écart = 791 364 136 FCFA
Réserve = 392 518 515 FCFA

Commentaire : le dépassement de 791 364 136 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice du titre 3.

Titre 4 : Dépenses de transfert

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 182 330 100 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 164 097 090 FCFA, soit 90 % de l'autorisation parlementaire
Écart = - 18 233 010 FCFA
Réserve = 18 233 010 FCFA

Commentaire : l'écart de 18 233 010 FCFA constaté est essentiellement lié à la ponction de la réserve obligatoire.

Titre 5 : Dépenses d'investissement

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 945 100 000 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 401 667 500 FCFA, soit 43% de l'autorisation parlementaire
Écart = - 543 432 500 FCFA
Réserve = 141 765 000 FCFA

Commentaires : l'écart de 543 432 500 FCFA constaté est essentiellement lié à :
- la réserve obligatoire de 141 765 000 FCFA qui n'a pas été levée en cours d'exercice ;
- la non mise à disposition de 401 667 500 FCFA au bénéfice du titre 5.

Programme : Pilotage et soutien

Titre 2 : Dépense de personnel

Crédits ouverts en AE et CP = 64 749 560 000 FCFA
Crédits exécutés = 204 571 250 FCFA, soit 0,3 % de l'autorisation parlementaire
Ecart = - 64 544 988 750 FCFA
Réserve = 0 FCFA

Commentaire : l'écart 64 544 988 750 FCFA correspond à l'exécution de la solde permanente des militaires dont l'exécution est retracée dans la mission « Gestion des finances publiques ». Aucune réserve n'est applicable pour cette nature de dépense.

Titre 3 : Dépenses de biens et services

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 2 105 456 796 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 7 005 581 757 FCFA, soit 333% de l'autorisation parlementaire
Écart = 4 900 124 961 FCFA
Réserve = 105 272 840 FCFA

Commentaire : le dépassement de 4 900 124 961 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice du titre 3.

Titre 4 : Dépenses de transfert

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 0 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 16 500 000 FCFA, soit 333% de l'autorisation parlementaire
Écart = 16 500 000 FCFA
Réserve = 0

Commentaire : l'écart de 16 500 000 FCFA constaté est essentiellement lié à une opération de fongibilité à l'intérieur du programme en cours d'exercice.

Titre 5 : Dépenses d'investissement

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 206 595 679 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 3 712 803 164 FCFA, soit 1 797% de l'autorisation parlementaire
Écart = 3 506 207 485 FCFA
Réserve = 30 989 352 FCFA

Commentaire : le dépassement de 3 506 207 485 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice du titre 5.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA MISSION

Missions		Crédits votés dans la LFR 2015 (a)	Mouvements : débit (b)	Mouvements : crédit (c)	Exécutions 2015 (d)
7	**Défense**	**100 768 067 155**	**- 68 743 169 889**	**28 126 312 650**	**60 151 209 916**
7.311	Préparation et emploi des forces	4 049 287 528	-100 823 737	899 880 672	4 848 344 463
7.318	Equipement des forces	19 177 580 576	- 2 059 899 720	9 264 387 690	26 382 068 546
7.325	Garde Républicaine	6 634 278 376	- 1 240 088 468	8 515 932 002	13 910 121 910
7.332	Vie du soldat	3 845 308 200	- 777 096 374	1 003 007 000	4 071 218 826
7.339	Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	67 061 612 475	- 64 565 261 590	8 443 105 286	10 939 456 171

Explication des principaux mouvements :

La mission « Défense » a bénéficié d'une dotation de **100 768 067 155 FCFA** qui a été exécutée à hauteur de **60 151 209 916 FCFA**, soit un écart de **40 616 857 239 FCFA**, pour un taux d'exécution de 60%.

En cours d'exercice budgétaire, la mission a enregistré des mouvements de crédits. Ainsi, la mission a vu ses crédits disponibles d'un montant de **68 743 169 889 FCFA** être transférés à la mission « provisions » et, dans le même temps, elle a bénéficié des crédits supplémentaires d'un montant de **28 126 312 650 FCFA.**

D'une manière générale, les mouvements de crédits au sein des programmes de la mission, se présentent comme suit :

Le programme « *Préparation et emploi des forces*» a vu ses crédits disponibles de **100 823 737 FCFA** être transférés vers la mission « provisions ». De même, le programme a reçu, en provenance d'autres programmes, des crédits supplémentaires d'un montant de **899 880 672 FCFA**.

S'agissant du programme « *Equipement des forces* », il a reçu, en provenance d'autres programmes, des crédits supplémentaires d'un montant de **9 264 387 690 FCFA**, contre **2 059 899 720 FCFA** de crédits disponibles transférés vers la mission « provisions ».

Le programme « *Garde Républicaine* » a quant à lui bénéficié des crédits supplémentaires de **8 515 932 002 FCFA** contre **1 240 088 468 FCFA** de crédits disponibles transférés au profit de la mission « provisions ».

Le programme « *Vie du soldat* » a reçu, en provenance d'autres programmes, **1 003 007 000 FCFA** de crédits supplémentaires pour **777 096 374 FCFA** de crédits disponibles transférés vers la mission « provisions ».

Enfin, le programme « *Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale* » a reçu, en provenance d'autres programmes, **8 443 105 286 FCFA** de crédits supplémentaires pour **64 565 261 590 FCFA** de crédits disponibles transférés vers la mission « provisions ».

PREPARATION ET EMPLOI DES FORCES

BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME

PRESENTATION DU PROGRAMME

Sous la responsabilité du **Général d'Armée Auguste Roger BIBAYE ITANDAS**, Chef d'Etat-major Général des Forces Armées, le Programme Préparation et Emploi des Forces est l'un des cinq programmes stratégiques retenu pour la mise en œuvre de la Politique de Défense.

Ce Programme a la particularité de constituer la finalité opérationnelle du Ministère de la Défense Nationale. En effet, la recherche d'une cohérence efficace dans le maintien en condition (préparation) et la mise en œuvre (emploi) des Forces sont le noyau et la raison d'être de la Mission Défense.

Ainsi, pour une riposte appropriée aux vulnérabilités principalement asymétriques auxquelles notre pays est exposé, notre outil de défense doit adapter sa préparation et son emploi en conséquence. Cette adaptation est la réponse aux quatre enjeux stratégiques du Programme, fondés généralement sur la thèse d'une Armée Opérationnelle et Républicaine :

- **Affirmer notre capacité de dissuasion**

- **Affirmer l'autonomie stratégique du Gabon et donner une posture de leader dans la sous-région en matière de Défense**

Ces capacités sont assurées, renforcées et maintenues d'une part par une parfaite adéquation entre l'intensité technologique et humaine à haute valeur ajouté qui doivent être le crédo de nos Forces et la faiblesse démographique qui caractérise notre pays. D'autre part, la stabilité sécuritaire structurelle de notre pays doit favoriser la posture de leader dans la sous-région que notre pays doit poursuivre.

- **Disposer d'une Armée opérationnelle**

Passe par une organisation efficiente des Forces et inter-forces tout en assurant leur maintien et le renforcement de leurs capacités opérationnelles.

- **Disposer d'une Armée républicaine**

Engage l'enrôlement géographique de toutes les composantes ethniques de notre pays ce qui en fera une Entité anthropologiquement stable et aux vertus républicaines affirmée. En terme simple, l'ambition du Chef Suprême des Armées est de faire se reconnaître toutes les populations de notre pays dans son armée.

Les objectifs pluriannuels qui doivent déboucher sur la réalisation des enjeux mis en évidence plus haut sont au nombre de huit (08) et rappelés dans le Projet Annuel de Performance.

Cependant, la réalité budgétaire et les orientations stratégiques obligent à recentrer en deux axes, les objectifs annuels de 2015.

Le premier axe concerne la mission régalienne de protection des frontières à travers les **opérations KOUBIA et MINKEBE pour les frontières terrestres la mise en œuvre d'un plan coordonne et renforce de surveillance côtière inter forces pour 2015 pour la frontière maritime.**

Le deuxième axe consiste à **renforcer les capacités de nos forces à participer efficacement aux opérations militaires internationales.**

PERIMETRE DU PROGRAMME

Le Programme s'exécute à travers l'ensemble des composantes des Forces directement opérationnelles (on y trouve aussi bien les unités combattantes que celles de soutien au combattant). Elles sont réparties sur l'ensemble des cinq composantes des Forces Armées, du Génie Militaire et de la Gendarmerie (principalement la Gendarmerie mobile). On y trouve également les Centres d'Instruction et les Ecoles de Formation (pour la préparation des forces).

PRESENTATION DES ACTIONS

Le programme Préparation et Emploi des Forces présente une cartographie de 45 Unités Opérationnelles regroupées en 07 (sept) actions telles qu'elles sont indiquées ci-dessous :

ACTION N° 1 : Coordination générale et formations interarmées

Mis en œuvre par l'Etat-major Général des Forces Armées à travers :

- la Direction Générale des Opérations
- la Direction Générale de la Logistique
- la Direction Générale des Organisations et du Personnel
- la Direction Générale des Transmissions et de l'Informatique
- la Direction Générale des Ecoles

ACTION N° 2 : Préparation des forces terrestres

Mis en œuvre par les Organisations suivantes :

- Etat-major de l'Armée de Terre (Direction des Opérations ; Directions Logistiques - Administration et Finance ; Personnel)
- Commandement en Chef de la Gendarmerie Nationale (Etats-majors Gendarmerie Mobile et Départementale ; Direction Recrutement et Stage ; Direction Générale des Ecoles)
- Etat-major de la Direction Générale du Service de Santé Militaire

ACTION N° 3 : Préparation des forces navales

Mis en œuvre par l'Etat-major de la Marine Nationale (Direction des Opérations ; Directions Logistique/Technique - Administration et Finance ; Personnel)

ACTION N° 4 : Préparation des forces aériennes

Mis en œuvre par les Organisations suivantes :

- Etat-major de l'Armée de l'Air (Direction des Opérations ; Directions Logistiques/Technique - Administration et Finance ; Personnel)
- Etat-major de l'Aviation Légère des Armées (Direction des Opérations ; Directions Logistique/Technique - Administration et Finance ; Personnel)

ACTION N° 5 : Renseignement militaire

Mise en œuvre par la Direction Générale de la Contre Ingérence et de la Sécurité Militaire (DGCISM)

ACTION N° 6 : Génie militaire

Mise en œuvre par la Direction Générale du Génie Militaire (DGGM)

ACTION N° 7 : Sécurité civile

Mise en œuvre par le Corps des Sapeurs-Pompiers (CSP)

PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

L'état des lieux et l'analyse stratégique ont permis de dégager les idées force suivantes sur le champ du programme :

(1) Les menaces prioritaires sont : la piraterie, le terrorisme, l'immigration clandestine, le braconnage, la prolifération des ALPC.

- La mer avec un très long littoral apparaît comme la zone de vulnérabilité majeure.
- Il existe par ailleurs une longue frontière avec le Congo mais elle est à certains égards rendue inextricable par la forêt équatoriale

(2) Il existe aujourd'hui un flou certain sur les stratégies d'action face à chaque menace et dans chaque système de force, un flou de la doctrine d'emploi des forces. Il manque un travail inter forces sur les stratégies d'action face aux menaces et sur une doctrine commune d'emploi.

(3) Le dispositif de renseignement actuel est uniquement centré sur la contre ingérence.

(4) La force armée gabonaise n'est pas encore capable de jouer le rôle de leader auquel elle aspire dans la sous-région du fait de notre stabilité politique même si l'installation de la FOMAC à Libreville conforte la position du Gabon dans le système de défense de la sous-région. Le Gabon à une réelle capacité à projeter des forces hors des frontières mais en restant cependant dépendant de la logistique alliée.

(5) Il règne un assez grand flou sur les normes en matière d'équipement de chaque force, de chaque compagnie, de chaque soldat.

(6) Le taux de disponibilité de beaucoup d'équipements et de matériels est encore médiocre.

(7) On constate un fort vieillissement des effectifs militaires ; à partir de 2015, des vagues importantes de départ à la retraite vont intervenir. Ceci a été anticipé et a conduit à une forte augmentation des effectifs au cours des 3 dernières années mais ce personnel militaire doit être formé, spécialisé, motivé, aguerri.

Or, on note un manque d'exercices, d'entraînements au sein de chaque force. On note également l'absence d'exercice et d'entraînement inter forces, l'absence d'installations techniques propres aux forces pour l'entraînement des compagnies combattantes opérationnelles. Ces compagnies spécialisées sont en train de perdre leur capacité opérationnelle en raison de la vétusté et de l'hétérogénéité de leurs armements.

(8) Les compagnies de soutien logistique sont, elles, inexistantes en dehors de la santé militaire.

Tout cela fait que les délais d'opérationnalisation des unités sont longs en cas d'enclenchement d'une intervention.

ENJEUX

- Affirmer notre capacité de dissuasion
- Affirmer l'autonomie stratégique du Gabon et donner au pays une posture de leader dans la sous-région en matière de défense
- Disposer d'une armée opérationnelle
- Disposer d'une armée républicaine

OBJECTIF : Renforcer la surveillance et les capacités d'intervention pour la protection optimale de la façade maritime.

Objectif régalien, il a connu un développement définitionnel comme indiqué ci-dessous caractérisé par la prise en compte de l'ensemble des risques de menaces qui pèsent sur nos intérêts nationaux. Il s'agit désormais de renforcer la surveillance et les capacités d'intervention pour la protection optimale des frontières terrestres, aériennes et maritimes sur le plan local. Sur le plan sous régional, il s'agira de développer les installations d'entrainement, les exercices d'instruction et entrainement en vue de faire progresser les performances des troupes.

En 2014 et en 2015, seul cet objectif a donné lieu à la définition de résultats annuels à atteindre.

OBJECTIF STRATEGIQUE : Renforcer la surveillance et les capacités d'intervention pour la protection optimale de la façade maritime

L'objectif a été reformulé comme suit « **Renforcer la surveillance et les capacités d'intervention pour la protection optimale des frontières terrestres, aériennes et maritimes** ». Sur le plan sous régional, il s'agira de développer les installations d'entrainement, les exercices d'instruction et entrainement en vue de faire progresser les performances des troupes.

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- Résultat annuel attendu N°1 : Atteindre un taux de mobilité des unités opérationnelles engagées de 80%
- Résultat annuel attendu N°2 : Parvenir à ce que 80% des unités engagées soient capables d'utiliser efficacement les moyens d'orientation et de repérage
- Résultat annuel attendu N°3 : Avoir des unités engagées disposant des équipements de bivouac opérationnel
- Résultat annuel attendu N°4 : Atteindre un taux de succès de 50% des opérations (Disposer pour cela en fin 2015 d'un bilan et d'une évaluation des interventions réalisées globalement et par corps avec classement succès/échec
- Résultat annuel attendu N°5 : Réduire les incidents de tir sous le seuil de 2% ;
- Résultat annuel attendu N° 6 : Parvenir à faire réaliser au moins un exercice de tir à chaque soldat affecté dans une unité opérationnelle
- Résultat annuel attendu N°7 : Parvenir à ce que 80% de soldats affectés dans les unités opérationnelles aient réussi au moins un exercice de tir par trimestre
- Résultat annuel attendu N° 8 : Améliorer la capacité opérationnelle de forces par la maitrise du champ de bataille spécifique (04 par an)
- Résultat annuel attendu N° 9 : Procéder à la formation des personnels sous-officiers de corps en attente de formation spécifique ; formation des équipages (aéronefs & navires en cours remise en état)
- Résultat annuel attendu N°10 : Disposer au sein des unités engagées de 100% de personnel de commandement s'exprimant en anglais (écrit et parlé)

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel N°1 : le taux de mobilité des unités opérationnelles engagées a atteint 40% en 2015.
- Résultat annuel N°2 : seuls 2 % des unités engagées ont été capables d'utiliser efficacement les moyens d'orientation et de repérage
- Résultat annuel N°3 : 10 % des unités engagées disposent des équipements de bivouac opérationnel
- Résultat annuel N°4 : 8 zones de survenance d'activités répréhensibles aux frontières ont été identifiées en 2015
- Résultat annuel N°5 : Aucun incident de tir enregistré en 2015 sur 32 exercices de tir effectués
- Résultat annuel N°6 : 45,23 % des soldats affectés dans une unité opérationnelle ont réalisé au moins un exercice de tir
- Résultat annuel N°7 : 10% de soldats affectés dans les unités opérationnelles ont réussi au moins un exercice de tir par trimestre
- Résultat annuel N°8 : Aucune manœuvre interarmées n'a été réalisée en 2015

- Résultat annuel N°9 : Aucune formation des personnels sous-officiers de corps en attente de formation spécifique

- Résultat annuel N°10 : Aucun personnel du Commandement des unités engagées n'a été formé à l'anglais (écrit et parlé)

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP	2014 Prévision Actualisée (1)	2015 Prévision PAP	2015 Réalisé	2015 Ecart	2016 Cible	Cible Echéance pluriannuelle
% moyen de mobilité par unité organique identifiée de chaque Corps (31 Véhicules pour un bataillon)	%	NC	NC	NC	100	40	60	//	//
% moyen d'orientation et de repérage par unité organique identifiée de chaque Corps	%	NC	NC	NC	80	2	-78	//	//
% moyen de soutien en bivouac et campement par unité organique identifiée de chaque Corps	%	NC	NC	NC	80	10	-70	//	//
% des tirs sans incidents effectués avec armes individuelles.	%	NC	NC	NC	98	100	+2	//	//
% de soldat ayant effectué au moins un tir.	%	NC	NC	NC	80	50	30	//	//
Taux de succès au tir par soldat des unités opérationnelles	%	NC	NC	NC	80	10	70	//	//
Taux de succès des opérations interarmées	%	NC	NC	NC	80	0	80	//	//
Parvenir à former au moins 60% des personnels en attente de formation après leur recrutement	%	NC	NC	NC	60	0	60	//	//
Assurer un minimum d'heures de vol hebdomadaire aux équipages de l'Armée de l'Air	Heure de vol	NC	NC	NC	3	0	3	5	//
Assurer un minimum d'heures de vol hebdomadaire aux équipages de l'ALA	Heure de vol	NC	NC	NC	7	1	- 6	10	//
Assurer un minimum de jours de navigation mensuel	Jour de naviga-tion	NC	NC	NC		0		//	//
Taux des personnels d'encadrement ayant réussi avec succès le test d'anglais	%	NC	NC	NC	90	0	90	//	//
Etre en mesurer de connecter nos équipements de communication aux systèmes alliés et parvenir à un taux de 100% d'interopérabilité	%	NC	NC	NC	100	0	100	//	//

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

- Résultat annuel N°1 : le taux de mobilité des unités opérationnelles engagées a atteint 40% en 2015. Sur un total de 36 missions réalisées dans l'année, 21 missions ont été réalisées essentiellement par des moyens empruntés à la Direction Générale de la Maintenance Automobile et de la Formation (DGMAF) et 15 par les moyens roulants propres aux différentes forces. Cette situation est préjudiciable pour l'avenir si les différentes forces opérationnelles ne disposent pas de moyens roulants affectés en quantité suffisante à raison de 12 véhicules par compagnie soit 204 véhicules pour 17 compagnies.

- Résultat annuel N°2 : Seuls 2 % des unités engagées ont été capables d'utiliser efficacement les moyens d'orientation et de repérage. Cela s'explique par l'insuffisance et la vétusté des matériels d'orientation et de repérage mis à leur disposition.

- Résultat annuel N°3 : L'ensemble des unités engagées devaient disposer des équipements de bivouac opérationnels. Seuls 10 % (186 militaires sur 1860) ont bénéficié des équipements de bivouac opérationnels. Le programme « Equipement des Forces » dépositaire de ce résultat n'a pu mettre à disposition de l'ensemble des unités pour des raisons budgétaires les équipements attendus.

- Résultat annuel N°4 : 8 zones de survenance des activités répréhensibles aux frontières ont été identifiées. Les natures des activités sont essentiellement le braconnage, la pêche illicite, l'orpaillage illégal, l'immigration clandestine. Aucune statistique n'a été transmise à ce jour sur les actes répréhensibles.

- Résultat annuel N°5 : En 2015 il était prévu de réduire les incidents de tir sous le seuil de 2%. Aucun incident de tir n'a été enregistré car l'instruction sur le tir a été bien menée et les consignes de sécurité ont été scrupuleusement respectées lors des exercices de tir. Au total 32 exercices de tir ont été réalisés, pour un montant de 74 204 742 FCFA.

- Résultat annuel N°6 : En 2015, 6500 soldats affectés dans les unités opérationnelles devaient réaliser au moins 1 exercice de tir chacun par trimestre. Seuls 2940 soit 45,23 % des soldats ont réalisé au moins un exercice de tir. Ceci s'explique par, l'insuffisance de munitions, le manque de champ de tir dans certaines unités, la difficulté à assurer leur transport et leur alimentation. Pour les activités liées au tir, 74 204 742 FCFA ont été nécessaires pour réaliser les 32 exercices de tir.

- Résultat annuel N°7 : En 2015, il était prévu que 80% des soldats des unités opérationnelles aient réussi au moins 1 exercice de tir par trimestre. Seuls 650 soldats soit 10 % des soldats affectés dans les unités opérationnelles ont réussi au moins un exercice de tir par trimestre. La raison essentielle est le non-respect des procédures liées à la réussite du tir par les soldats concernés. Ceci s'explique aussi par le très faible nombre d'exercices réalisés (32 réalisés sur 72 exercices prévus).

- Résultat annuel N°8 : Il était question pour ce résultat d'améliorer la capacité opérationnelle des forces par la maitrise du champ de bataille spécifique en organisant 4 manœuvres interarmées. Aucune de ces manœuvres n'a été effectivement réalisée par manque de financement alloué en 2015 pour ladite activité.

- Résultat annuel N°9 : En 2015 il était prévu de procéder à la formation des personnels sous-officiers des corps en attente de formation spécifique, formation des équipages. Sur l'ensemble de l'année civile, aucune formation n'a pu être réalisée. Pour le cas des forces aériennes, le partenaire chargé de la formation conditionnait son intervention au paiement des arriérés dus suite au perfectionnement des premiers nouveaux techniciens. Concernant la Marine Nationale, il sied de noter l'assujettissement de la formation des personnels au nombre de places offertes par les pays partenaires en nombre inférieur au besoin.

- Résultat annuel N°10 : En 2015 il était question de disposer au sein des unités engagées de 100% du personnel de commandement s'exprimant en anglais (écrit et parlé). Aucun personnel de commandement n'a pu bénéficier de ce recyclage. Les délais impartis pour la mise à niveau de ces personnels avant leur projection sur le théâtre d'opérations sont relativement courts. A cela il faut ajouter, l'absence d'un chronogramme de formation.

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE

Actions et titres		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		AE ouvertes en LFR pour 2015 (a)	AE engagés en 2015 (b)	Ecart (b) - (a)	CP ouverts en LFR pour 2015 (c)	CP consommés en 2015 (d)	Ecart (d) - (c)
7.311.1	**Coordination générale et formation interarmées**	**602 736 416**	**573 819 595**	**-28 916 821**	**602 736 416**	**573 819 595**	**-28 916 821**
	Titre 2. Dépenses de personnel	22 600 000	22 690 000	**90 000**	22 600 000	22 690 000	**90 000**
	Titre 3. Dépenses de biens et services	580 136 416	551 129 595	**-29 006 821**	580 136 416	551 129 595	**-29 006 821**
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	**-**	-	-	**-**
7.311.2	**Préparation des forces terrestres**	**1 950 638 808**	**2 843 661 968**	**893 023 160**	**1 950 638 808**	**2 843 661 968**	**893 023 160**
	Titre 2. Dépenses de personnel	50 184 000	47 283 000	**-2 901 000**	50 184 000	47 283 000	**-2 901 000**
	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 900 454 808	2 796 378 968	**895 924 160**	1 900 454 808	2 796 378 968	**895 924 160**
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	**-**	-	-	**-**
7.311.3	**Préparation des forces navales**	**390 090 944**	**370 586 397**	**-19 504 547**	**390 090 944**	**370 586 397**	**-19 504 547**
	Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 3. Dépenses de biens et services	390 090 944	370 586 397	**-19 504 547**	390 090 944	370 586 397	**-19 504 547**
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	**-**	-	-	**-**
7.311.4	**Préparation des forces aériennes**	**494 488 944**	**477 471 909**	**-17 017 035**	**494 488 944**	**477 471 909**	**-17 017 035**
	Titre 2. Dépenses de personnel	100 398 000	103 085 512	**2 687 512**	100 398 000	103 085 512	**2 687 512**
	Titre 3. Dépenses de biens et services	394 090 944	374 386 397	**-19 704 547**	394 090 944	374 386 397	**-19 704 547**
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	**-**	-	-	**-**
7.311.5	**Renseignement militaire**	**215 241 472**	**206 518 198**	**-8 723 274**	**215 241 472**	**206 518 198**	**-8 723 274**
	Titre 2. Dépenses de personnel	17 196 000	18 375 000	**1 179 000**	17 196 000	18 375 000	**1 179 000**
	Titre 3. Dépenses de biens et services	198 045 472	188 143 198	**-9 902 274**	198 045 472	188 143 198	**-9 902 274**
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	**-**	-	-	**-**
7.311.6	**Génie militaire**	**198 045 472**	**188 143 198**	**-9 902 274**	**198 045 472**	**188 143 198**	**-9 902 274**
	Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 3. Dépenses de biens et services	198 045 472	188 143 198	**-9 902 274**	198 045 472	188 143 198	**-9 902 274**
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	**-**	-	-	**-**
7.311.7	**Sécurité civile (corps des sapeurs-pompiers)**	**198 045 472**	**188 143 198**	**-9 902 274**	**198 045 472**	**188 143 198**	**-9 902 274**
	Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 3. Dépenses de biens et services	198 045 472	188 143 198	**-9 902 274**	198 045 472	188 143 198	**-9 902 274**
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	**-**	-	-	**-**
7.311	**Préparation et emploi des forces**	**4 049 287 528**	**4 848 344 463**	**799 056 935**	**4 049 287 528**	**4 848 344 463**	**799 056 935**
	Titre 2. Dépenses de personnel	**190 378 000**	**191 433 512**	**1 055 512**	**190 378 000**	**191 433 512**	**1 055 512**
	Titre 3. Dépenses de biens et services	**3 858 909 528**	**4 656 910 951**	**798 001 423**	**3 858 909 528**	**4 656 910 951**	**798 001 423**
	Titre 4. Dépenses de transfert	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
	Titre 5. Dépenses d'investissement	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
	Titre 6. Autres dépenses	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

Explication des principaux écarts :

PROGRAMME : Préparation et Emploi des Forces

Titre 2 : Dépense de personnel

Crédits ouverts en AE et CP = 190 378 000 FCFA
Crédits exécutés = 191 433 512 FCFA
Ecart = 1 055 512 FCFA
Réserve = 0 FCFA
Taux d'exécution = 101 %

Commentaire : l'écart observé de 1 055 512 FCFA est la conséquence de la prise en compte, en cours d'exercice, d'une MONP au niveau de l'action « renseignement militaire ».

Titre 3 : Dépenses de biens et services

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 3 858 909 528 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 4 656 910 951 FCFA
Écart = 798 001 423 FCFA
Taux d'exécution = 121 %

Commentaire : le dépassement de 798 001 423 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice du titre 3.

Action 1 : Coordination générale

Titre 2 **:**
Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 22 600 000 FCFA
Crédits exécutés en 2015 =22 600 000 FCFA
Ecart = 0

Commentaire **:** l'ensemble de la dotation au titre de la MONP a été entièrement liquidé au bénéfice de cette catégorie de personnel pour le compte de cette action en 2015.

Titre 3 :
Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 580 136 416 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 551 129 595 FCFA
Réserve = 29 006 821 FCFA
Écart = -29 006 821 FCFA
Exécution : 95%

Commentaire : l'écart de 29 006 821 FCFA constaté est essentiellement lié à la ponction de la réserve obligatoire.

Action 2 : Forces terrestres

Titre 2 **:**
Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 50 184 000 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 47 283 000 FCFA
Écart = -2 901 000 FCFA
Réserve : 0 FCFA
Exécution : 94%

Commentaire : L'écart de 2 901 000 FCFA est dû à une surévaluation de la dotation allouée au titre 2.

Titre 3 :
Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 1 900 454 808 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 2 796 378 968 FCFA
Écart = 895 924 160 FCFA
Réserve : 95 022 740 FCFA
Exécution : 147%

Commentaire : le dépassement de 895 924 160 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice de l'action 1.

Action 3 : Forces aériennes

Titre 2 :
Crédits ouverts en AE et CP pour 2015= 100 398 000 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 103 085 512 FCFA
Écart = 2 687 512 FCFA
Réserve : 0 FCFA
Exécution : 103%

Commentaire : le dépassement de 2 687 512 FCFA est lié au réajustement de la masse salariale à la suite de la mise en œuvre du nouveau système de rémunération (NSR).

Titre 3 :
Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 394 090 944 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 374 386 397 FCFA
Écart = -19 704 547 FCFA
Réserve : 19 704 547 FCFA
Exécution : 95%

Commentaire : l'écart de 19 704 547 FCFA constaté correspond à la réserve obligatoire.

Action 4 : Forces navales

Titre 3
Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 390 090 944 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 370 586 397 FCFA
Écart = -19 504 547 FCFA
Réserve : 19 504 547 FCFA
Exécution : 95%

Commentaire : l'écart de 19 504 547 FCFA constaté correspond à la réserve obligatoire.

Action 5 : Renseignement militaire

Titre 2 :
Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 100 398 000 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 103 085 512 FCFA
Écart = 1 179 000 FCFA
Réserve : 0 FCFA
Exécution : 107 %

Commentaire : l'ensemble de la dotation au titre de la MONP a été entièrement liquidé au bénéfice de cette catégorie de personnel pour le compte de cette action en 2015, et l'action a bénéficié d'un virement de 1 179 000 FCFA.

Titre 3 :
Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 198 045 472 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 188 143 198 FCFA
Écart = -9 902 274 FCFA
Réserve : 9 902 274 FCFA
Exécution : 95%

Commentaire : l'écart de 9 902 274 FCFA constaté correspond à la réserve obligatoire.

Action 6 Génie militaire

Titre 3 :
Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 198 045 472 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 188 143 198 FCFA
Écart = -9 902 274 FCFA
Réserve : 9 902 274 FCFA
Exécution : 95%

Commentaire : l'écart de 9 902 274 FCFA constaté correspond à la réserve obligatoire.

Action 7 : Sécurité Civile (Corps des Sapeurs-Pompiers)

Titre 3 :
Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 198 045 472 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 188 143 198 FCFA

Écart = -9 902 274 FCFA
Réserve : 9 902 274 FCFA
Exécution : 95%

Commentaires : l'écart de 9 902 274 FCFA constaté correspond à la réserve obligatoire.

Conclusion générale

Le responsable du programme constate :

- l'incertitude tout au long de l'année sur le montant des crédits qui vont être effectivement mis à disposition du programme en raison de l'écart entre le montant que la DGBFIP délègue au Trésor et le montant que le trésor met effectivement à la disposition de la TSPRA ;
- Le manque de dialogue de gestion entre les programmes de la Mission dans la préparation du PAP et en cours d'année pour optimiser l'utilisation des crédits des différents programmes ;
- Une consommation des crédits qui n'a pas rigoureusement tenu compte de la répartition des crédits entre BOP et entre UO fixée dans la PBI et les DPG, ce qui pénalise certains BOP et certaines UO au détriment d'autres ;
- Le manque de dialogue et de transmission des données au sein du programme ;
- Certains règlements apparaissent comme effectifs à la TSPRA sans pour autant avoir été virés dans les comptes des fournisseurs ;
- Aucun règlement effectif au 31.12.2015 pour plusieurs UO.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Numéro et intitulé du programme et de l'action		Crédits votés dans la LFR 2015 (a)	Mouvements : débit (b)	Mouvements : crédit (c)	Exécutions 2015 (d)
7.311	**Préparation et emploi des forces**	**4 049 287 528**	**-100 823 737**	**899 880 672**	**4 848 344 463**
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	190 378 000	-2 901 000	3 956 512	191 433 512
	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 858 909 528	-97 922 737	895 924 160	4 656 910 951
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-
	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-

Explication des mouvements de crédits :

Le programme a reçu 899 880 672 FCFA de crédits supplémentaires en titre 2 et en titre 3.

Par ailleurs, les crédits disponibles en fin d'exercice d'un montant de 100 823 737 FCFA ont été redéployés dans la mission « provisions » dans le cadre des opérations de clôture. Toutefois, en cours d'année le programme a viré un montant de 1 351 600 612 FCFA (non retracé dans ce tableau) vers d'autres programmes de la mission. Il s'agit de :

- 1 029 852 304 FCFA virés vers le programme Vie du soldat pour compléter le financement des loyers militaires ;
- 148 875 609 virés vers le programme Vie du soldat pour compléter le financement de l'alimentation des personnels militaires ;
- 172 872 699 viré vers le programme Pilotage et soutien pour le paiement des dépenses liées à l'opération « NGUENE ».

Le montant viré au programme Vie du soldat représente presque le tiers des crédits alloués au programme « Préparation et emploi des Forces ». La modification budgétaire qu'a subie ce programme a considérablement limité la réalisation des activités opérationnelles prévues. A titre d'exemple, dans l'action 1 Coordination générale, l'UO ENSOA avait programmé deux sessions de formation d'élèves sous-officiers pour un coût évalué à 60 000 000 F CFA chacune ; par manque des crédits disponibles, une seule session a pu être réalisée avec un engagement effectif de 29 204 110 FCFA.

Il était également prévu de réaliser :

- 2 manœuvres interarmées : 160 000 000 FCFA ;
- 12 exercices de tir par composante : 166 960 670 FCFA ;
- 72 jours de l'action de l'état en mer : 246 285 836 FCFA ;
- Le recyclage des personnels navigants et embarqués : 382 080 000 FCFA ;
- Le fonctionnement et l'entrainement des personnels à MOKEKO : 46 000 000 FCFA ;
- La formation des personnels sous-officiers (MN et AA) : 86 605 517 FCFA ;
- La recherche du renseignement : 30 265 296 FCFA ;
- 5 exercices de franchissement : 30 000 000 FCFA ;
- 5 exercices d'intervention incendie : 15 530 592 FCFA ;
- 5 exercices d'intervention subaquatique : 15 000 000 FCFA.

Annulations

Aucune annulation n'est intervenue au niveau du programme.

Reports

Aucun report de crédit d'investissement n'a été effectué en 2015.

EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT ET DES OPERATEURS

EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT

Explication des évolutions :

Les personnels du programme sont pris en compte dans le programme « pilotage et soutien »

EVOLUTION DES EMPLOIS DES OPERATEURS

Explication des évolutions :

Le programme n'est concerné par aucun opérateur

ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS

TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL

	Crédits de titre 2 prévus dans la LF		Crédits de titre 2 consommés		Ecarts	
	AE (a)	CP (b)	AE (c)	CP (d)	AE (c-a)	CP (d-b)
Masse salariale des emplois de l'administration	190 378 000	190 378 000	191 433 512	191 433 512	1 055 512	1 055 512
Masse salariale des emplois des opérateurs, rémunérés par le programme, inclus dans le plafond d'emplois du ministère	0	0	0	0	0	0
Total des crédits de titre 2 consommés	**190 378 000**	**190 378 000**	**191 433 512**	**191 433 512**	**1 055 512**	**1 055 512**

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 2 :

Le surplus de **1 055 512** FCFA en masse salariale MONP de l'UO Renseignement militaire, équivaut à huit (8) mois de salaire d'un (1) ouvrier civil recruté en cours d'année.

TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES

	Crédits de titre 3 prévus dans la LF		Crédits de titre 3 consommés		Ecarts	
	AE (a)	CP (b)	AE (c)	CP (d)	AE (c-a)	CP (d-b)
ACTION 1 : Coordination Générale	**580 136 416**	**580 136 416**	**551 129 595**	**551 129 595**	**- 29 006 821**	**- 29 006 821**
Activité1 : Entrainements au CAOME/FOGA	40 609 549	40 609 549	38 579 072	38 579 072	- 2 030 477	- 2 030 477
Activité 2 : Reconnaissances des zones d'exercices	29 006 821	29 006 821	27 556 480	27 556 480	- 1 450 341	- 1 450 341
Activité 3 : Formations et entrainements aux nouvelles techniques de transmission	29 006 821	29 006 821	27 556 480	27 556 480	- 1 450 341	- 1 450 341
Activité 4 : Coordination des opérations de Sécurisation sur le site de MOKEKOU	139 232 740	139 232 740	137 782 398	137 782 398	- 1 450 342	- 1 450 342
Activité 5 : Inspections du site de MOKEKOU et contrôle des activités des corps.	34 808 184	34 808 184	27 556 480	27 556 480	- 7 251 704	- 7 251 704
Activité 6 : Formation et Entraînement d'une promotion d'élèves Sous-Officiers d'Active à l'ENSOA de Mouila	63 815 006	63 815 006	60 624 255	60 624 255	- 3 190 751	- 3 190 751
Activité 7 : Inspections des activités de montée en puissance en vue de l'ouverture de l'ENFOMA.	63 815 006	63 815 006	60 624 255	60 624 255	- 3 190 751	- 3 190 751
Activité 8 : Conception et Production des documents administratifs et supports didactiques des Ecoles	29 006 821	29 006 821	27 556 480	27 556 480	- 1 450 341	- 1 450 341
Activité 9 : Inspections du BATRES	145 034 104	145 034 104	137 782 399	137 782 399	- 7 251 705	- 7 251 705
Opération individualisée : Coordination de la Journée de la Défense Nationale	5 801 364	5 801 364	5 511 296	5 511 296	- 290 068	- 290 068

Action 2 Forces terrestres	**1 900 454 808**	**1 900 454 808**	**2 796 378 968**	**2 796 378 968**	**895 924 160**	**895 924 160**
Activité 1 : Relève Mokekou	110 500 000	110 500 000	50 000 000	50 000 000	- 60 500 000	- 60 500 000
Activité 2: Exercice de tirs	110 500 000	110 500 000	50 000 000	50 000 000	- 60 500 000	- 60 500 000
Activité 3: Inspections régions militaires	196 000 000	196 000 000	629 000 000	629 000 000	433 000 000	433 000 000
Activité 4: Transport des personnels	400 000 000	400 000 000	752 426 207	752 426 207	352 426 207	352 426 207
Activité 5: Nomadisation aux frontières	200 000 000	200 000 000	788 235 130	788 235 130	588 235 130	588 235 130
Activité 6: Formation des personnels non officiers	170 442 808	170 442 808	117 819 600	117 819 600	- 52 623 208	- 52 623 208
Activité 7: Transport des personnels affectés	173 000 000	173 000 000	85 000 000	85 000 000	- 88 000 000	- 88 000 000
Activité 8: Reconnaissances des zones d'exercice	150 000 000	150 000 000	76 000 000	76 000 000	- 74 000 000	- 74 000 000
Opération individualisées (JDN+IND) :	75 000 000	75 000 000	37 000 000	37 000 000	- 38 000 000	- 38 000 000
Gendarmerie mobile	315 012 000	315 012 000	210 898 031	210 898 031	- 104 113 969	- 104 113 969
ACTION 3: Forces Aériennes	**394 090 944**	**394 090 944**	**374 386 397**	**374 386 397**	**- 19 704 547**	**- 19 704 547**
Activité 1 : Sortie de combat	18 522 274	18 522 274	22 251 061	22 251 061	3 728 787	3 728 787
Activité 2 : Formation des personnels navigants	41 834 239	41 834 239	38 112 119	38 112 119	- 3 722 120	- 3 722 120
Activité 3 : Transport des personnels affectés et retraités:	23 905 934	23 905 934	21 777 672	21 777 672	- 2 128 262	- 2 128 262
Opération individualisées (JDN+IND)	17 929 450	17 929 450	16 333 254	16 333 254	- 1 596 196	- 1 596 196
Activité 1 : Cours FRAC	31 794 893	31 794 893	38 964 304	38 964 304	7 169 411	7 169 411
Activité 2 : Recyclage des équipages PUMA	22 112 989	22 112 989	20 144 347	20 144 347	- 1 968 642	- 1 968 642
Activité 3 : Entrainements continus des pilotes	65 741 319	65 741 319	59 888 599	59 888 599	- 5 852 720	- 5 852 720
Activité 4 : Relève Mokekou	13 578 570	13 578 570	12 369 717	12 369 717	- 1 208 853	- 1 208 853
Activité 5 : Exercices de tirs	11 642 190	11 642 190	10 605 726	10 605 726	- 1 036 464	- 1 036 464
Activité 6 : EVASAN	35 858 901	35 858 901	32 666 508	32 666 508	- 3 192 393	- 3 192 393
Activité 7 : Recyclage technicien à l'étranger:	15 957 211	15 957 211	14 536 596	14 536 596	- 1 420 615	- 1 420 615
Activité 8 : Opération de maintenance (Entretien régulier et réparation des aéronefs)	30 344 042	30 344 042	27 642 617	27 642 617	- 2 701 425	- 2 701 425
Activité 9 : Transport des personnels	64 868 932	64 868 932	59 093 877	59 093 877	- 5 775 055	- 5 775 055
ACTION 4: Force Navales	**390 090 944**	**390 090 944**	**370 586 397**	**370 586 397**	**- 19 504 547**	**- 19 504 547**
Activité 1 : Exercices de tirs	8 732 546	8 732 546	8 295 919	8 295 919	- 436 627	- 436 627
Activité 2 : Formation personnels GROFUSMA	31 187 654	31 187 654	29 628 271	29 628 271	- 1 559 383	- 1 559 383
Activité 3 : Relève MOKEKOU :	23 203 615	23 203 615	22 043 434	22 043 434	- 1 160 181	- 1 160 181
Activité 4 : Transport des personnels affectés	14 842 279	14 842 279	14 100 165	14 100 165	- 742 114	- 742 114
Activité 5 : Missions d'assistance maritime	79 689 447	79 689 447	75 704 975	75 704 975	- 3 984 472	- 3 984 472
Activité 6 : Missions de surveillance de la façade maritime	181 236 014	181 236 014	172 174 213	172 174 213	- 9 061 801	- 9 061 801
Activité 7 : Missions conjointes de surveillance maritime avec l'ANPN et les pêches :	6 237 530	6 237 530	5 925 654	5 925 654	- 311 876	- 311 876
Activité 8 : Formation personnels navigant	17 516 723	17 516 723	16 640 887	16 640 887	- 875 836	- 875 836
Activité 9 : Transport des personnels	27445136	27445136	26 072 879	26 072 879	- 1 372 257	- 1 372 257

ACTION 5 : Renseignement Militaire	**198 045 472**	**198 045 472**	**188 143 198**	**188 143 198**	**- 9 902 274**	**- 9 902 274**
Activité 1 : Recherche du renseignement	168 338 651	168 338 651	158 436 377	158 436 377	- 9 902 274	- 9 902 274
Activité 2 : Mise en forme du renseignement	29 706 821	29 706 821	29 706 821	29 706 821	-	-
ACTION 6 : Génie Militaire	**198 045 472**	**198 045 472**	**188 143 198**	**188 143 198**	**- 9 902 274**	**- 9 902 274**
Activité 1 : Exercices de franchissement	19 804 546	19 804 546	18 814 320	18 814 320	- 990 226	- 990 226
Activité 2 : Entrainements à la manipulation d'explosifs	31 687 276	31 687 276	30 102 911	30 102 911	- 1 584 365	- 1 584 365
Activité 3 : Reconnaissance des zones d'exercices	23 765 457	23 765 457	22 577 184	22 577 184	- 1 188 273	- 1 188 273
Activité 4 : Transport des personnels	37 628 640	37 628 640	35 747 208	35 747 208	- 1 881 432	- 1 881 432
Activité 5 : Entrainements aux travaux topographiques	71 296 370	71 296 370	67 731 551	67 731 551	- 3 564 819	- 3 564 819
Activités individualisées	13 863 183	13 863 183	13 170 024	13 170 024	- 693 159	- 693 159
ACTION 7 : Sécurité Civile	**198 045 472**	**198 045 472**	**188 143 198**	**188 143 198**	**- 9 902 274**	**- 9 902 274**
Activité 1 : Interventions incendies	93 081 372	93 081 372	92 000 000	92 000 000	- 1 081 372	- 1 081 372
Activité 2 : Transport des personnels	21 785 002	21 785 002	20 000 000	20 000 000	- 1 785 002	- 1 785 002
Activité 3 : Relève Mokekou	7 921 819	7 921 819	6 471 646	6 471 646	- 1 450 173	- 1 450 173
Activité 4 : Exercices d'évacuations divers	13 863 183	13 863 183	12 000 000	12 000 000	- 1 863 183	- 1 863 183
Activité 5 : Interventions subaquatiques	25 745 911	25 745 911	24 500 000	24 500 000	- 1 245 911	- 1 245 911
Activité 6 : Transport des affectés, retraités et stagiaires	19 804 547	19 804 547	18 000 000	18 000 000	- 1 804 547	- 1 804 547
Activité 7 : Entrainement des personnels aux techniques d'intervention	15 843 638	15 843 638	15 171 552	15 171 552	- 672 086	- 672 086
		-		-	-	-
Total des crédits de titre 3 consommés	**3 858 909 528**	**3 858 909 528**	**4 656 910 951**	**4 656 910 951**	**798 001 423**	**798 001 423**

<u>Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 3 en faisant ressortir les activités et les opérations individualisées</u> :

Action 1 Coordination Générale

En titre 3, l'Action coordination générale a été dotée initialement de 580 136 416 FCFA en Loi de Finances Rectificative. Elle affiche un volume d'exécution de 551 129 595 FCFA, soit 95 % des crédits ouverts. L'ensemble des activités recensées dans le Projet Annuel de Performance n'a pas pu être réalisé faute de crédits suffisants. Cependant, la priorité a été mise sur la formation avec des actions piliers du Programme, dont :

- les stages d'aguerrissement en forêt (CAOME) qui nous a permis de former 720 militaires pour un montant de 38 579 072 FCFA ;
- la formation de 60 élèves sous-officiers d'active (ENSOA) pour un montant de 60 624 255 FCFA ;
- les formations et les entrainements aux nouvelles techniques de transmission pour un montant de 27 556 480 FCFA ;
- la conception et production des documents administratifs et supports didactiques des Ecoles pour un montant de 137 782 399 FCFA.

D'autres activités ont pu être réalisées telles que :

- 4 reconnaissances de zones d'exercices pour un montant de 27 556 480 FCFA ;
- 4 inspections des activités de montée en puissance en vue de l'ouverture de l'ENFOMA à Mandilou pour un montant de 60 624 255 FCFA ;
- 12 coordinations de relèves des opérations de Sécurisation sur le site de MOKEKO pour un montant de 137 782 398 FCFA ;

- 4 Inspections du site de MOKEKO et contrôle des activités et des travaux du site pour un montant de 27 556 480 FCFA ;

- 3 inspections et visite du BATRES à BANGUI pour un montant de 5 511 296 FCFA.

Action 2 Forces terrestres

En titre 3, l'action Forces terrestres été dotée de 1 900 454 808 FCFA en Loi de Finances Rectificative. Elle affiche un taux d'exécution de 147%, soit 2 796 378 968 FCFA. La priorité a été mise sur la formation et l'opérationnalité avec des actions piliers du programme, dont :

- les exercices de tirs qui nous ont permis d'entrainer plus de 2000 militaires et gendarmes pour un montant de 50 000 000 FCFA ;

- la formation de plus de 1000 personnels non officiers militaires et gendarmes pour un montant de 117 819 600 FCFA ;

- 4 relèves sur MOKEKO pour un montant de 50 000 000 FCFA ;

- 24 relèves à l'Ile MBANIE pour un montant de 52 724 508 FCFA.

D'autres activités telles que :

- les inspections des régions militaires ont été effectuées pour un montant de 629 000 000 FCFA ;

- 12 sorties de nomadisation aux frontières (7 zones identifiées) pour un montant de 788 235 130 FCFA.

Action 3 Forces aériennes

En titre 3, l'Action Forces Aériennes a été dotée de 394 090 944 FCFA en Loi de Finances Rectificative. Elle affiche un taux d'exécution de 95%, soit 374 386 397 FCFA. La priorité a été donnée notamment à la formation et l'opérationnalisation avec des actions piliers suivantes du Programme :

- les exercices de tirs qui nous ont permis d'entrainer 460 militaires pour un montant de 10 605 726 FCFA ;

- le recyclage des équipages PUMA qui nous a permis de remettre en vol 05 personnels navigants pour un montant de 20 144 347 FCFA ;

- le recyclage des 03 techniciens à l'étranger pour un montant de 14 536 596 FCFA ;

- l'entrainement des personnels navigants pour un montant de 59 888 599 FCFA ;

- 4 relèves assurées sur le site de MOKEKO (02 par Armée de l'Air et 02 par l'ALA) pour un montant de 10 605 726 FCFA

L'entrainement continu des équipages et la formation représentent 159 620 641 FCFA.

Action 4 : Forces navales

En titre 3, l'action Force Navale a été dotée de 394 090 944 FCFA en Loi de Finances Rectificative. Elle affiche un taux d'exécution de 95%, soit 370 586 397 FCFA.

La priorité a été donnée à la surveillance de la façade maritime avec la réalisation des missions telles que :

- missions de surveillance de la façade maritime (48 jours de mer) pour un montant de 172 174 213 FCFA ;

- missions conjointes de surveillance maritime avec l'ANPN et les Pêches (01 jour de mer) pour un montant de 5 925 654 FCFA ;

- missions d'assistance maritime (21 jours de mer) pour un montant de 75 704 975 FCFA.

Action 5 : Renseignement militaire

En titre 3, l'action Renseignement militaire a été dotée de 198 045 472 FCFA en Loi des Finance Rectificative. Elle affiche un taux d'exécution de 95 %, soit 188 143 198 FCFA. La priorité a été donnée à la recherche et la collecte du renseignement.

Action 6 : Génie militaire

En titre 3, l'action Génie militaire a été dotée de 198 045 472 FCFA en Loi des Finance Rectificative. Elle affiche un taux d'engagement et d'ordonnancement de 95%, soit 188 143 198 FCFA.

La priorité a été mise sur la formation des personnels, avec notamment :

- les exercices de franchissement pour un montant de 18 814 320 FCFA ;
- l'entrainement aux travaux topographiques pour un montant de 30 102 911 FCFA ;
- l'entrainement à la manipulation des explosifs pour un montant de 22 577 184 FCFA ;
- la reconnaissance des zones d'exercices pour un montant de 67 731 551 FCFA.

Action 7 : Sécurité Civile

L'action Sécurité civile en titre 3 s'est vue ouvrir 198 045 472 CFA d'AE et CP pour une consommation de 188 143 198 FCFA, soit un taux d'exécution de 95%.

En 2015, les sapeurs-pompiers ont réalisé 2551 interventions dont 514 feux de maison et 144 feux de voiture. En matière de protection de personne, ils ont réalisé 547 secours routiers, 986 secours à victime et 83 cas de noyade.

Par ailleurs, 74 interventions diverses ont été traitées.

Certaines activités de formation prévues en début d'exercice budgétaire n'ont pas pu être effectuées. Aussi, une partie des interventions courantes a dû être supprimée. Ces interventions devaient couvrir les nouvelles zones d'action des pompiers telles que la Zone Nord d'Akanda en pleine expansion et la zone Economique Spéciale de Nkok.

Au cours des interventions effectuées, les sapeurs-pompiers ont enregistré au total 95 victimes décédées, 178 blessés graves et 970 blessés légers.

TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS

Le programme n'a eu aucune dépense de transferts.

TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Il n'y a eu aucun crédit d'investissement alloué au Programme en 2015.

PROGRAMME
EQUIPEMENT DES FORCES

BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME

PRESENTATION DU PROGRAMME

PERIMETRE DU PROGRAMME

Le responsable du programme (RPROG) Equipement des Forces (EF) est le Directeur de Cabinet Militaire du Ministre de la Défense Nationale, le **Vice-amiral d'Escadre Gabriel MALLY HODJOUA**.

L'objectif de ce programme est de fournir aux Forces de Défense, les équipements et matériels adaptés, mais aussi d'assurer leur entretien, leur réparation et leur maintenance, pour un fonctionnement plus efficient.

Le champ du programme Equipement des Forces regroupe :

- Les équipements des forces de défense à l'exception de ceux de la Garde républicaine et de certains équipements spécifiques de la Santé Militaire, du Génie militaire, et de la Gendarmerie Nationale.

- Les infrastructures techniques abritant les équipements, notamment les hangars, les ateliers, les soutes, les quais, les pistes, les champs de tir, les camps d'entrainement…

Ce programme ne regroupe pas :

- Les éléments liés à la vie du soldat ;
- L'équipement de la garde républicaine ;
- L'équipement spécifique de la santé militaire.
- L'équipement spécifique de la Gendarmerie Nationale

Le programme Equipement des Forces qui regroupe en grande partie, des investissements du Ministère de la Défense Nationale qui se caractérisent par une durée de vie particulièrement longue des matériels, doit nécessairement être en étroite collaboration avec les programmes « Préparation et Emploi des Forces » et « Vie du Soldat ».

PRESENTATION DES ACTIONS

ACTION N° 1 : Equipement des forces terrestres

L'équipement des forces terrestres recouvre le choix, l'acquisition, la mise en fonctionnement, l'entretien, la maintenance, la mise à la réforme la modernisation, la gestion :

- des équipements et des matériels terrestres.
- des infrastructures, des bâtiments.

Cette action est mise en œuvre par les Directions de la Logistique ou équivalent des Corps, Les Directions des Services Administratifs et Financiers des corps et la Direction Générale de la Maintenance automobile et de la Formation (DGMAF).

ACTION N° 2 : Equipement des forces aériennes

L'équipement des forces aériennes recouvre le choix, l'acquisition, la mise en fonctionnement, l'entretien, la maintenance, la mise à la réforme la modernisation, la gestion :

- des équipements et des matériels aériens ;
- des infrastructures, des bâtiments

Cette action est mise en œuvre par les directions chargées, des Services Techniques, des Opérations, des Transmissions, des Infrastructures et Programmation, des Services Administratifs et Financiers, de l'Informatique et par les moyens techniques des bases de l'armée de l'Air et de l'ALA.

ACTION N°3 : Equipement Navale

L'équipement de la Navale recouvre le choix, l'acquisition, la mise en fonctionnement, l'entretien, la maintenance, la

mise à la réforme la modernisation, la gestion :

- des équipements et des matériels navals ;
- des infrastructures, des bâtiments

Cette action est mise en œuvre par les directions chargées, des Opérations, des Services Administratifs et Financiers, de la logistique et Matériel, des services informatiques, de la programmation et de l'infrastructure, de la Marine Nationale, et par la Direction générale des services techniques de la gendarmerie et la direction des opérations et les compagnies d'incendie et secours du CSP et le Commandement de la Brigade parachutiste.

ACTION 4 : Equipement spécifique des Sapeurs-Pompiers

L'équipement des Sapeurs-Pompiers recouvre le choix, l'acquisition, la mise en fonctionnement, l'entretien, la maintenance, la mise à la réforme la modernisation, la gestion :

- des équipements spécifiques des Sapeurs-Pompiers et des matériels.

Cette action est mise en œuvre par les Directions chargées des Services Administratifs et Financiers, de la logistique et du matériel, des transmissions, de l'informatique, de la logistique et du matériel du CSP.

ACTION 5 : Equipement de la Gendarmerie Nationale

L'équipement des forces terrestres recouvre le choix, l'acquisition, la mise en fonctionnement, l'entretien, la maintenance, la mise à la réforme la modernisation, la gestion :

- des équipements spécifiques et des matériels
- des infrastructures, des bâtiments.

Cette action est mise en œuvre par les Directions Générale des Services Administratifs et Financiers et la Direction Générale des Matériels et des services techniques de la Gendarmerie Nationale.

PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

ANALYSE STRATEGIQUE DU CONTEXTE ET DU CHAMP DU PROGRAMME

L'Etat des lieux et l'analyse stratégique ont permis de dégager les idées fortes suivantes :

- Il existe aujourd'hui beaucoup de flou sur les normes en matière d'équipement de chaque force, de chaque compagnie, de chaque soldat. Il en va de même pour ce qui concerne les stratégies d'action face à chaque menace et dans chaque système de force. Cela rend très difficile l'élaboration d'une stratégie d'équipement rationnelle des forces.
- Le bilan des équipements et des matériels des forces permet de constater l'obsolescence et la désuétude de nombreux équipements et matériels et un fort sous équipement des soldats en équipement individuel.
- On relève également une forte indisponibilité des équipements des forces. De très nombreux équipements et matériels sont hors service. Il n y a pas de politique claire d'acquisition des équipements et des matériels.
- La création de la Direction Général de la Maintenance Automobile et de Formation (DGMAF) participe à améliorer la structure de la fonction « entretien-réparation-maintenance », reste encore le problème de approchement des lieux de localisation des unités combattantes.
- Le constat est fait qu'il n y a pas de norme ni d'objectifs précis sur le taux de disponibilité de chaque type d'équipement.
- Le patrimoine immobilier est vétuste et insuffisant.

ENJEUX

- Parvenir à une vision partagée des choix d'équipement sous contrainte budgétaire ;
- Doter les forces de défense des équipements et matériels adaptés aux différentes menaces prises en compte ;
- Faire progresser de façon significative, le taux d'opérationnalité des équipements et des matériels ;
- Assurer l'interopérabilité des équipements entre différentes forces.

OBJECTIF N°1 : Assurer l'équipement individuel de chaque soldat en fonction des normes établies pour chaque spécificité

OBJECTIF N°2: Augmenter les capacités d'accueil des casernes

OBJECTIF N°3 : Rapprocher la fonction ''entretien-réparation-maintenance'' des lieux de localisation des unités combattantes

OBJECTIF N°4 : Parvenir à une optimisation de l'équipement des forces

OBJECTIF N°5 : Développer progressivement l'inter opérationnalité des équipements des différentes forces

OBJECTIF N°6 : Gagner progressivement en autonomie dans la maintenance des équipements et des matériels au-delà de la période contractuelle

OBJECTIF N°7: Mettre en place une gouvernance efficace du programme

AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE

OBJECTIF N°1 : Assurer l'équipement individuel de chaque soldat en fonction des normes établies pour chaque spécificité.

Niveau de réalisation des résultats annuels

- Résultat annuel attendu n°1 : Augmenter de 5000 à 14000 les militaires équipés d'une arme opérationnelle avec des munitions
- Résultat annuel attendu n°2 : Parvenir à ce que 8000 soldats disposent d'ici la fin de l'année d'un paquetage complet en privilégiant les militaires sur le théâtre d'opération.

Résultats annuels effectivement atteints

- **Résultat annuel N°1 :** aucune augmentation des militaires équipés d'une arme opérationnelle avec des munitions
- **Résultat annuel N°2 :** 250 militaires projetés sur BANGUI ont bénéficié d'un paquetage réduit.

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	2015 Réalisé	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision)	2016 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Nombre de soldats équipés (armes et munitions)	nombre	NC	0	14000	0	14000	//	23000 (2018)
Nombre de soldats ayant reçu un paquetage complet	nombre	NC	0	8000	250	7750	800	23000 (2018)

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

- **Résultat annuel N°1 :** aucune augmentation des militaires équipés d'une arme opérationnelle avec des munitions

Cet objectif n'a pas été atteint du fait que l'achat de l'armement et des munitions a été rétrocédé à un autre organisme. Pour cause de secret défense le nom de cette entité ne peut être mentionné. Il n'y a donc eu aucun achat d'armes effectué par le programme Equipement des Forces en 2015.

En effet, la loi des Finances Initiale 2015 prévoyait 2 950 000 000 FCFA en titre 5 pour l'Achat d'armes et de l'Habillement. La loi des Finances rectificative 2015 a vu cette allocation passer à 1 500 000 000 FCFA soit une diminution de 49,15 % (1 450 000 000 FCFA).

Instruction a donc été donnée par la haute hiérarchie militaire de rétrocéder le projet d'Achat d'armes à une autre entité. Aussi, la totalité de la dotation restante (1 500 000 000 FCFA) a été consacrée à l'habillement.

- **Résultat annuel N°2 : 250 militaires projetés sur BANGUI ont bénéficié d'un paquetage réduit.**

Concernant le volet habillement, l'objectif initial prévoyait que 8000 militaires soient dotés d'un paquetage complet.

Compte tenu du coût d'un paquetage complet à savoir 1 000 000 FCFA, il nous aurait fallu 8 000 000 000 FCFA pour atteindre cet objectif.

Avec une dotation finale de 1 500 000 000 FCFA, 1 500 militaires auraient pu bénéficier d'un paquetage complet soit 18% de la cible initiale de 2015.

La mission de BANGUI relevant d'un caractère prioritaire, conjuguée à l'absence de prise en charge par les Forces Françaises au Gabon (FFG) de l'habillement des militaires gabonais projetés en RCA, il a fallu anticiper sur l'habillement des troupes.

Pour cette mission à BANGUI, nous avons finalement opté pour l'acquisition de paquetages réduits dont le coût unitaire est de 352 000 FCFA, soit une dépense de 352 000 FCFA x 250 = **88 000 000 FCFA.**

Le reste de l'enveloppe soit **1 412 000 000 FCFA** a été consacré à l'habillement de la parade militaire de la Fête Nationale du 17 Août. Le marché y afférent n'a pas été approuvé. Or les prestations ont effectivement eu lieu.

OBJECTIF N°2 : Augmenter les capacités des casernements des militaires

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats annuel attendus

Construire les casernes suivantes :

1. Caserne de Mandilou
2. Caserne de Port-Gentil
3. Caserne RCAS (cout global voir encours défense)

Résultat annuel effectivement atteint

Résultat annuel n° 1 : Aucun avancement n'a pu être effectué au niveau de la construction de la caserne de Mandilou

Résultat annuel n° 2 : Aucun avancement n'a pu être effectué au niveau de la construction de la caserne de Port-Gentil

Résultat annuel n° 3 : Aucun avancement n'a pu être effectué au niveau de la construction de la caserne RCAS

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	2015 Réalisé	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision)	2016 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux d'avancement de construction des travaux caserne Mandilou	%	NC	aucune	50	0	-50	NC	100 en 2018
Taux d'avancement de construction des travaux caserne de Port-Gentil	%	NC	Aucune	50	0	-50	50	100 en 2018
Taux d'avancement de construction des travaux caserne RCAS	%	NC	Aucune	50	0	-50	50	100 en 2018

Explication du niveau d'atteinte des résultats

Résultat annuel n° 1 : Caserne de Mandilou

Ce projet a fait l'objet d'un préfinancement et est donc bien avancé. Le coût global de ce projet n'est pas connu par le Programme. Toutefois, les plus hautes autorités ont instruit le responsable de programme d'assurer la finalisation du projet. Cette finalisation comporte entre autres l'adduction en eau, l'électrification et la construction de bâtiments annexes (bâtiments devant abriter une compagnie de soutien et un ensemble de logements destinés aux cadres de l'école).

La dotation de l'Unité Opérationnelle en charge de l'investissement de la caserne de Mandilou était de 2 637 125 000 FCFA, de cette dotation, seuls 2 472 992 029 FCFA ont été engagés, ordonnancés et visés. A ce jour un reliquat de 164 132 971 FCFA est encore disponible à la TSPRA en attente de conventions en cours de signature.

Compte tenu de la faiblesse de cette allocation budgétaire, un arbitrage a été fait par le RPROG priorisant les projets dont les conventions étaient déjà prêtes à savoir : Caserne Port-Gentil 1 500 000 000 FCFA, Caserne Franceville 259 086 382 FCFA, Caserne Gendarmerie 433 905 647 FCFA DGMAF 210 000 000 FCFA Caserne Okano 70 000 000 FCFA. Il importe toutefois de noter qu'aucune dépense n'a été payée.

Résultat annuel n°2 : Caserne Port-Gentil

La caserne de Port-Gentil relevant d'un coût global de 7 500 000 000 FCFA, seuls 1 500 000 000 FCFA ont été engagés, ordonnancés et visés soit 20% du coût global. Un début de travaux a été rendu possible grâce au préfinancement par l'entreprise adjudicataire. Il importe en effet de noter qu'aucune dépense n'a été payée.

Résultat annuel n°3 : Caserne RCAS

Le projet de caserne du RCAS a été évalué à un coût global de 9 862 145 000 FCFA. La société adjudicatrice du marché a déjà perçu 3 320 000 000 FCFA provenant du budget 2010 mais rien n'a été réalisé sur le terrain à ce jour. D'où la décision du responsable du programme de n'effectuer aucun engagement au profit de ce fournisseur avant justification de l'utilisation des 3 320 000 000 FCFA déjà perçus.

OBJECTIF N°3 : Rapprocher la fonction ''entretien-réparation-maintenance'' des lieux de localisation des unités combattantes.

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats annuel attendus

- Résultat annuel attendu n° 1 : Disposer d'un atelier à Oyem
- Résultat annuel attendu n° 2 : Initier le processus d'élargissement de l'ECCRA et l'ACRA à la gamme civile

Résultats annuels effectivement atteints.

- Résultat annuel n° 1 : le projet d'atelier à Oyem n'a pas démarré
- Résultat annuel n° 2 : l'élargissement de l'ECCRA et l'ACRA à la gamme civile est en cours de réalisation

Indicateurs

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	2015 Réalisé	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision)	2016 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux d'avancement du projet d'installation(ou implantation) de l'atelier ACRA à Oyem	%	NC	Aucune	100	0	100	50	100 en 2018
Taux d'avancement de la mise en œuvre du processus d'élargissement de l'ECCRA et l'ACRA à la gamme civile	%	NC	Aucune	50	50	0	50	100 en 2017

Explication du niveau d'atteinte des résultats

Résultat annuel n° 1 : Le projet d'installation d'un atelier à Oyem n'a pas reçu de financement, les études et missions de prospections n'ont pu être réalisées. Ce projet a été reconduit pour l'année budgétaire 2016 et l'objectif revu.

Résultat annuel n°2 : Les formations des personnels ont pu se faire avec l'assistance des unités ayant fournis les personnels et l'assistance technique d'Equator partenaire du ministère de la Défense dans les différents domaines d'instruction liés à la maintenance automobile, aussi bien sur la gamme tactique que sur la gamme civile. Seul le processus de vérification des acquis n'a pu être effectuée sur la gamme civile au regard du manque d'atelier (Oyem) ou d'ateliers équipés (Port-Gentil, Mouila et Franceville) dû essentiellement au manque de financement.

OBJECTIF N°4 : Parvenir à une optimisation de l'équipement des forces sur la base des stratégies d'action face aux menaces prises en compte et à la doctrine d'emploi des forces

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats annuel attendus

- Résultat annuel attendu N°1 : doter la marine nationale de deux patrouilleurs adaptés à la surveillance côtière.
- Résultat annuel attendu N° 2 : doter l'armée de l'air de deux aéronefs dont un VIP pour le Ministère de la défense et d'un avion de surveillance côtière et d'un moteur de type CASA avec hélice
- Résultat annuel attendu N° 3 : doter le CSP d'un camion pompe-mousse pour intervenir sur des incendies non maitrisables à ce jour
- Résultat annuel attendu N° 4 : doter les forces d'une usine de préfabrication de maison
- Résultat annuel attendu N° 5 : doter les forces de 15 boulangeries mobiles
- Résultat annuel attendu N° 6 : doter les forces de 12 groupes électrogènes

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat numéro 1 : aucun patrouilleur acquis par la marine nationale
- Résultat numéro 2 : aucune dotation aérienne acquise par l'armée de
- Résultat numéro 3 : aucun camion acquis par CSP
- Résultat numéro 4 : aucune usine de préfabrication acquise
- Résultat numéro 5 : aucune boulangerie mobile acquise
- Résultat numéro 6 : aucun groupe électrogène acquis

Indicateurs

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	2015 Réalisé	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision)	2016 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
taux d'avancement du projet de la Marine Nationale	%	NC	NC	100	0	100	0	0
Taux d'avancement du projet aéronautique	%	NC	NC	70	0	70	0	0
Taux d'avancement du projet CSP	%	NC	NC	100	0	100	0	0
Taux d'avancement du projet usine de préfabrication	%	NC	NC	100	0	100	0	0
Taux d'avancement du projet boulangerie	%	NC	NC	100	0	100	0	0
Taux d'avancement du projet groupe électrogène	%	NC	NC	100	0	100	100	100 en 2017
Taux d'avancement du projet avion VIP CESNA	%	NC	NC	100	0	100	0	0

Explication du niveau d'atteinte des résultats

Résultat numéro1 : objectif non atteint pour cause de réduction drastique des budgets consacrés à l'équipement des forces

Résultat numéro 2 : objectif non atteint, les deux avions n'ont pas été retenus encore moins budgétisés

Résultat numéro 3 : objectif non atteint car à ce jour la convention n'est pas encore approuvée par la DGBFIP

Résultat numéro 4 : objectif non atteint car le projet n'a pas été retenu dans la LFR

Résultat numéro 5 : objectif non atteint car le projet n'a pas été retenu dans la LFR

Résultat numéro 6 : objectif non atteint, convention en cours de signature pour transmission à la DGBFIP

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE

		Autorisations d'engagement			*Crédits de paiement*		
Actions et titres		**AE ouvertes en LFR pour 2015 (a)**	**AE engagés en 2015 (b)**	**Ecart (b) - (a)**	**CP ouverts en LFR pour 2015 (c)**	**CP consommés en 2015 (d)**	**Ecart (d) - (c)**
7.318.1	***Equipement des forces terrestres***	***10 288 520 000***	***19 194 972 720***	***8 906 452 720***	***10 288 520 000***	***19 194 972 720***	***8 906 452 720***
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-
	Titre 3. Dépenses de biens et services	393 520 000	472 139 656	***78 619 656***	393 520 000	472 139 656	***78 619 656***
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-	-	-
	Titre 5. Dépenses d'investissement	9 895 000 000	18 722 833 064	***8 827 833 064***	9 895 000 000	18 722 833 064	***8 827 833 064***
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
7.318.2	***Equipement des forces aériennes***	***4 808 092 576***	***4 906 176 226***	***98 083 650***	***4 808 092 576***	***4 906 176 226***	***98 083 650***
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-
	Titre 3. Dépenses de biens et services	652 492 576	392 641 256	***-259 851 320***	652 492 576	392 641 256	***-259 851 320***
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-	-	-
	Titre 5. Dépenses d'investissement	4 155 600 000	4 513 534 970	***357 934 970***	4 155 600 000	4 513 534 970	***357 934 970***
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
7.318.3	***Equipement sapeurs-pompiers***	***1 105 872 000***	***630 578 400***	***-475 293 600***	***1 105 872 000***	***630 578 400***	***-475 293 600***
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-
	Titre 3. Dépenses de biens et services	305 872 000	290 578 400	***-15 293 600***	305 872 000	290 578 400	***-15 293 600***
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-	-	-
	Titre 5. Dépenses d'investissement	800 000 000	340 000 000	***-460 000 000***	800 000 000	340 000 000	***-460 000 000***
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
7.318.4	***Equipement de la gendarmerie nationale***	***1 405 872 000***	***758 078 400***	***-647 793 600***	***1 405 872 000***	***758 078 400***	***-647 793 600***
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-
	Titre 3. Dépenses de biens et services	305 872 000	290 578 400	***-15 293 600***	305 872 000	290 578 400	***-15 293 600***
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-	-	-
	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 100 000 000	467 500 000	***-632 500 000***	1 100 000 000	467 500 000	***-632 500 000***
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
7.318.5	***Equipement de la marine nationale***	***1 569 224 000***	***892 262 800***	***-676 961 200***	***1 569 224 000***	***892 262 800***	***-676 961 200***
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-
	Titre 3. Dépenses de biens et services	429 224 000	407 762 800	***-21 461 200***	429 224 000	407 762 800	***-21 461 200***
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-	-	-
	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 140 000 000	484 500 000	***-655 500 000***	1 140 000 000	484 500 000	***-655 500 000***
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
7.318	**Equipement des forces**	**19 177 580 576**	**26 382 068 546**	**7 204 487 970**	**19 177 580 576**	**26 382 068 546**	**7 204 487 970**
	Titre 1. Charges financières de la dette	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
	Titre 2. Dépenses de personnel	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
	Titre 3. Dépenses de biens et services	**2 086 980 576**	**1 853 700 512**	**-233 280 064**	**2 086 980 576**	**1 853 700 512**	**-233 280 064**
	Titre 4. Dépenses de transfert	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
	Titre 5. Dépenses d'investissement	**17 090 600 000**	**24 528 368 034**	**7 437 768 034**	**17 090 600 000**	**24 528 368 034**	**7 437 768 034**
	Titre 6. Autres dépenses	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

Explication des principaux écarts :

PROGRAMME : Equipement des Forces

Titre 3: Dépenses de biens et services
Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 2 086 980 576 FCFA
Crédits exécutés = 1 853 700 512 FCFA

Ecart = - 233 280 064 FCFA
Réserve = 104 349 029 FCFA
Taux d'exécution = 89 %

Commentaire : l'écart de 233 280 064 FCFA constaté est essentiellement lié à :
- à la réserve obligatoire de 104 349 029 147 FCFA qui n'a pas été levée en cours d'exercice ;
- à la non mise à disposition de 128 931 035 FCFA au bénéfice de la mission.

Titre 5: Dépenses d'investissement
Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 17 090 600 000 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 24 528 368 034 FCFA
Écart = 7 437 768 034 FCFA
Réserve = 2 563 590 000 FCFA
Taux d'exécution = 144 %

Commentaire : le dépassement de 7 437 768 034 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice du titre 5.

Action n°1 : Equipement des forces Terrestres

Titre 3: Dépenses de biens et services
Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 393 520 000 FCFA
Crédits exécutés = 472 139 656 FCFA
Ecart = 78 619 656 FCFA
Réserve = 19 676 000 FCFA
Taux d'exécution = 120 %

Commentaire : le dépassement de 7 437 768 034 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice de l'action.

Titre 5: Dépenses de biens et services
Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 9 895 000 000 FCFA
Crédits exécutés = 18 722 833 064 FCFA
Ecart = 8 827 833 064 FCFA
Réserve = 1 484 250 000 FCFA
Taux d'exécution = 189 %

Commentaire : le dépassement de 8 827 833 064 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice de l'action.

Action n°2 : Equipement des forces Aériennes

Titre 3: Dépenses de biens et services
Crédits ouverts en AE et CP en LFR pour 2015 = 652 492 576 FCFA
Crédits exécutés = 392 641 256 FCFA
Ecart = - 259 851 320 FCFA
Réserve = 32 624 629 FCFA
Taux d'exécution = 60 %

Commentaire : l'écart de 259 851 320 FCFA constaté est essentiellement lié à :
- à la réserve obligatoire de 32 624 629 FCFA qui n'a pas été levée en cours d'exercice ;
- à la non mise à disposition de 227 226 691 FCFA au bénéfice de la mission.

Titre 5: Dépenses de biens et services
Crédits ouverts en AE et CP en LFR pour 2015 = 4 155 600 000 FCFA
Crédits exécutés = 4 513 534 970 FCFA
Ecart = 357 934 970 FCFA
Réserve = 623 340 000 FCFA
Taux d'exécution = 109 %

Commentaire : le dépassement de 357 934 970 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice de l'action.

Action n°3 : Equipement sapeur-pompier

Titre 3: Dépenses de biens et services
Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 305 872 000 FCFA
Crédits exécutés = 290 578 400 FCFA
Ecart = - 15 293 600 FCFA

Réserve = -15 293 600 FCFA
Taux d'exécution = 95%

Commentaire : l'écart de 15 293 600 FCFA constaté correspond à la réserve obligatoire.

Titre 5: Dépenses de biens et services
Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 800 000 000 FCFA
Crédits exécutés = 340 000 000 FCFA
Ecart = - 460 000 000 FCFA
Réserve = 120 000 000 FCFA
Taux d'exécution = 43 %

Commentaire : l'écart de 460 000 000 FCFA constaté est essentiellement lié à :
- à la réserve obligatoire de 120 000 000 FCFA qui n'a pas été levée en cours d'exercice ;
- à la non mise à disposition de 340 000 000 FCFA au bénéfice de la mission.

Action n°4 : Equipement Gendarmerie Nationale

Titre 3: Dépenses de biens et services
Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 305 872 000 FCFA
Crédits exécutés = 290 578 400 FCFA
Ecart = -15 293 600 FCFA
Réserve = - 15 293 600 FCFA
Taux d'exécution = 95%

Commentaire : l'écart de 15 293 600 FCFA constaté correspond à la réserve obligatoire.

Titre 5: Dépenses de biens et services
Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 1 100 000 000 FCFA
Crédits exécutés = 467 500 000 FCFA
Ecart = - 632 500 000 FCFA
Réserve = 165 000 000 FCFA
Taux d'exécution = 43%

Commentaire : l'écart de 632 500 000 FCFA constaté est essentiellement lié à :
- à la réserve obligatoire de 165 000 000 FCFA qui n'a pas été levée en cours d'exercice ;
- à la non mise à disposition de 467 500 000 FCFA au bénéfice de la mission.

Action n°5 : Equipement Marine Nationale

Titre 3: Dépenses de biens et services
Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 429 224 000 FCFA
Crédits exécutés = 407 762 800 FCFA
Ecart = - 21 461 200 FCFA
Réserve = 21 461 200 FCFA
Taux d'exécution = 95 %

Commentaire : l'écart de 21 461 200 FCFA constaté correspond à la réserve obligatoire.

Titre 5: Dépenses de biens et services
Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 1 140 000 000 FCFA
Crédits exécutés = 484 500 000 FCFA
Ecart = - 655 500 000 FCFA
Réserve = 171 000 000 FCFA
Taux d'exécution = 43 %

Commentaire : l'écart de 655 500 000 FCFA constaté est essentiellement lié à :
- à la réserve obligatoire de 171 000 000 FCFA qui n'a pas été levée en cours d'exercice ;
- à la non mise à disposition de 484 500 000 FCFA au bénéfice de la mission.

Conclusion :

Sur 19 177 580 576 F CFA du budget ouvert en LFR 2015 pour le programme Equipement des forces, nous avons exécuté 26 382 068 546 F CFA soit 138 %.

Nous enregistrons donc un dépassement de 7 204 487 970 FCFA. Ce dépassement est la résultante des mouvements de crédits au bénéfice du programme.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Numéro et intitulé du programme et de l'action		Crédits votés dans la LFR 2015 (a)	Mouvements : débit (b)	Mouvements : crédit (c)	Exécutions 2015 (d)
7.318	**Equipement des forces**	**19 177 580 576**	**- 2 059 899 720**	**9 264 387 690**	**26 382 068 546**
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	-
	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 086 980 576	- 311 899 720	78 619 656	1 853 700 512
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-
	Titre 5. Dépenses d'investissement	17 090 600 000	- 1 748 000 000	9 185 768 034	24 528 368 034
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-

Explication des mouvements de crédits :

Le programme a reçu 9 264 387 690 FCFA de crédits supplémentaires en titre 3 (78 619 656 FCFA) et en titre 5 (9 185 768 034 FCFA).

Par ailleurs, les crédits disponibles en fin d'exercice d'un montant de 2 059 899 720 FCFA ont été redéployés dans la mission « provisions » dans le cadre des opérations de clôture. Toutefois, en cours d'année le programme a viré un montant de 938 845 911 FCFA (non retracé dans ce tableau) vers d'autres programmes de la mission. Il s'agit de :

- un virement effectué au profit du programme Vie du soldat pour pallier les manquements en locations - résidences et en alimentation pour un montant de 711 619 220 FCFA. Ce virement a eu un impact considérable sur le programme au point de renoncer à certains projets ou activités tels que :
  - la reconnaissance des sites et visite ou certains chantiers d'infrastructure qui avaient déjà démarrés ;
  - la signature des conventions à l'extérieur pour l'habillement des militaires au détriment de Marck qui devient très couteux pour des équipements dont la qualité n'est avérée.
- deux autres virements effectués pour le paiement des dépenses liées à l'opération « NGUENE » d'un montant total de 227 226 691 FCFA.

Annulations

Aucune annulation de crédits n'a été effectuée.

Reports

Aucun report de crédits n'a été effectué.

ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS

TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL

Le programme « Equipement des forces » n'a pas bénéficié du titre 2 pour le compte de l'exercice budgétaire 2015.

TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES

	Crédits de titre 3 prévus dans la LF		Crédits de titre 3 consommés		Ecarts	
	AE (a)	CP (b)	AE (c)	CP (d)	AE (c-a)	CP (d-b)
N°1:Equipement des Forces Terrestres	**393 520 000**	**393 520 000**	**472 139 656**	**472 139 656**	**78 619 656**	**78 619 656**
Gestion des équipements du génie	115 000 000	115 000 000	16 448 864	16 448 864	- 98 551 136	- 98 551 136
Gestion des équipements roulants	278 520 000	278 520 000	455 690 792	455 690 792	177 170 792	177 170 792
N°2:Equipement des Forces Aériennes	**652 492 576**	**652 492 576**	**392 641 256**	**392 641 256**	**- 259 851 320**	**- 259 851 320**
Gestion des matériels aéronautiques	326 246 288	326 246 288	66 000 252	66 000 252	- 260 246 036	- 260 246 036
Gestion des équipements aéronautiques	326 246 288	326 246 288	326 641 004	326 641 004	394 716	394 716
N°3:Equipement Spécifique des Pompiers	**305 872 000**	**305 872 000**	**290 578 400**	**290 578 400**	**- 15 293 600**	**- 15 293 600**
Gestion des matériels d'incendies	305 872 000	305 872 000	290 578 400	290 578 400	- 15 293 600	- 15 293 600
N°4:Equipement de la Gendarmerie Nationale	**305 872 000**	**305 872 000**	**290 578 400**	**290 578 400**	**- 15 293 600**	**- 15 293 600**
Gestion équipement Gendarmerie	305 872 000	305 872 000	290 578 400	290 578 400	- 15 293 600	- 15 293 600
N°5:Equipement de Marine Nationale	**429 224 000**	**429 224 000**	**407 762 800**	**407 762 800**	**- 21 461 200**	**- 21 461 200**
Gestion de matériel naval	429 224 000	429 224 000	407 762 800	407 762 800	- 21 461 200	- 21 461 200
Total des crédits de titre 3 consommés	**2 086 980 576**	**2 086 980 576**	**1 853 700 512**	**1 853 700 512**	**- 233 280 064**	**- 233 280 064**

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 3 en faisant ressortir les activités :

Les dépenses de biens et services correspondent à l'acquisition de fournitures de marchandises, d'approvisionnement, ou de services consommés directement au titre de ses activités ordinaires. Sur un montant de 2 086 984 576 FCFA prévu en Loi de Finances rectificative, seulement 1 853 700 512 FCFA ont été exécutés, soit 89%. Cette consommation s'est effectuée de la manière suivante :

- ✓ **Action 1 : Equipement des Forces Terrestres**

Avec une consommation au-delà du montant prévu dans la LFR, il a été réalisé deux activités dans l'action 1, à savoir : la gestion des équipements du génie et la gestion des équipements roulants.

La première activité a été exécutée à hauteur de 16 448 864 FCFA notamment pour les imprimés spéciaux (1 999 864 FCFA), les fournitures de bureau diverses (3 000 000 FCFA), les fournitures d'entretien bâtiments et équipement divers (6 449 00 FCFA).

Dans la gestion des équipements roulants le montant exécuté était de 455 690 792 FCFA. Ce budget a été utilisé pour le fonctionnement courant : entretien réparation autres véhicules, fournitures entretien autres véhicules et pour le carburant véhicules divers.

✓ **Action 2 : Equipement des Forces Aériennes**

La LFR 2015 a prévu pour cette action un montant de 652 492 576 FCFA. Seulement 60% de ce montant a pu être exécuté, soit 392 641 256 FCFA. Cette somme a permis de réaliser deux activités majeures : la gestion des matériels aéronautiques à hauteur de 66 000 252 FCFA et la gestion des équipements aéronautiques pour 326 641 004 FCFA.

- **Gestion des matériels aéronautiques** : le montant de 66 000 252 FCFA mis à disposition a été utilisé pour l'achat : des fournitures d'entretien véhicules de fonction, des fournitures d'entretien autres véhicules, des fournitures d'entretien - avions et équipements aéronautiques, du carburant - véhicules divers, es frais de transit et dédouanement, de l'entretien et réparations- véhicules divers.

- **Gestion des équipements aéronautiques** : le montant de 326 641 004 FCFA mis à disposition a été utilisé pour le fonctionnement courant en vue de la couverture des besoins suivants : imprimés spéciaux, fournitures d'entretien - autres véhicules, fourniture d'entretien bâtiments et équipements divers, carburant - véhicules divers, frais de transit et dédouanement.

✓ **Action 3 : Equipement spécifiques des Sapeurs-pompiers**

Une seule activité a été réalisée dans l'Action 3, à savoir *Gestion des matériels d'incendie,* pour un montant prévu en LFR 2015 de 305 872 000 FCFA. Ce montant a été exécuté à hauteur de 290 578 400 FCFA, soit 95%.

L'utilisation de ce budget a servi au fonctionnement courant pour la couverture des besoins suivants : fournitures informatiques, fournitures de bureaux diverses, fournitures d'entretien véhicules de fonction, fournitures d'entretien autres véhicules et fourniture d'entretien bâtiments et équipements divers.

✓ **Action 4 : Equipement de la Gendarmerie Nationale**

Là à savoir *Gestion des équipements GENA* constitue la seule activité réalisée dans l'Action 4, pour un montant de 290 578 400 FCFA sur un montant prévu en LFR 2015 de 305 872 000 FCFA, soit un taux d'exécution de 95%.

Ce budget a été utilisé pour l'achat de : fournitures informatiques, papeterie et imprimés spéciaux, fournitures de bureau, diverses fournitures d'entretien véhicules de fonction, fournitures d'entretien - autres véhicules, fournitures d'entretien avions et équipements équipement, fournitures d'entretien navires et équipements naval, fournitures d'entretien bâtiments et équipement divers.

✓ **Action 5 : Equipement de la Marine Nationale**

Une seule activité a été réalisée dans l'action 5 pour un montant prévu en LFR 2015 de 429 224 000 FCFA. Ce montant a été exécuté à hauteur de 407 762 800 FCFA, pour la gestion du matériel naval, soit 95%.

Ce budget a été consommé pour l'achat de : fournitures informatiques, imprimés spéciaux et fournitures de bureaux diverses, fournitures d'entretien - autres véhicules, carburant - véhicules divers, carburant - navires, frais de transit et dédouanement, entretien et réparations navires et équipement naval, entretien et réparations d'équipements divers, entretien et réparations de la climatisation des bureaux et des bâtiments administratifs, entretien et réparations de la climatisation des bâtiments institutionnels.

TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT

	Crédits de titre 5 prévus dans la LF		Crédits de titre 5 consommés		Ecarts	
	AE (a)	CP (b)	AE (c)	CP (d)	AE (c-a)	CP (d-b)
Equipement Forces Terrestres	**9 895 000 000**	**9 895 000 000**	**18 722 833 064**	**18 722 833 064**	**8 827 833 064**	**8 827 833 064**
Achat équipement	2 640 000 000	2 640 000 000	955 375 000	955 375 000	- 1 684 625 000	- 1 684 625 000
Construction caserne	7 255 000 000	7 255 000 000	17 767 458 064	17 767 458 064	10 512 458 064	10 512 458 064
Equipement Forces Aériennes	**4 155 600 000**	**4 155 600 000**	**4 513 534 970**	**4 513 534 970**	**357 934 970**	**357 934 970**
Achat matériel aéronautique	1 680 600 000	1 680 600 000	656 255 000	656 255 000	- 1 024 345 000	- 1 024 345 000
Gros entretiens avions et hélico	1 700 000 000	1 700 000 000	3 357 279 970	3 357 279 970	1 657 279 970	1 657 279 970
Achat matériel spécifique	775 000 000	775 000 000	500 000 000	500 000 000	- 275 000 000	- 275 000 000
Equipement Sapeurs-Pompiers	**800 000 000**	**800 000 000**	**340 000 000**	**340 000 000**	**- 460 000 000**	**- 460 000 000**
Achat matériel sapeur-pompier	400 000 000	400 000 000	272 500 000	272 500 000	- 127 500 000	- 127 500 000
Achat équipement spécifique	400 000 000	400 000 000	67 500 000	67 500 000	- 332 500 000	- 332 500 000
Equipement gendarmerie nationale	**1 100 000 000**	**1 100 000 000**	**467 500 000**	**467 500 000**	**- 632 500 000**	**- 632 500 000**
Achat équipement divers	1 100 000 000	1 100 000 000	467 500 000	467 500 000	- 632 500 000	- 632 500 000
Equipement Marine nationale	**1 140 000 000**	**1 140 000 000**	**484 500 000**	**484 500 000**	**- 655 500 000**	**- 655 500 000**
Achat matériel spécifique	340 000 000	340 000 000	40 000 000	40 000 000	- 300 000 000	- 300 000 000
Carénage bateau	800 000 000	800 000 000	300 000 000	300 000 000	- 500 000 000	- 500 000 000
Autres projets			144 500 000	144 500 000	144 500 000	144 500 000
Total des crédits de titre 5 consommés	**17 090 600 000**	**17 090 600 000**	**24 528 368 034**	**24 528 368 034**	**7 437 768 034**	**7 437 768 034**

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 5 en faisant sortir les différents projets de développement et d'équipement :

Ouvert à hauteur de 17 090 600 000 CFA d'AE et CP en Loi de Finances Rectificative, l'investissement au sein du Programme Equipements des Forces a bénéficié de 7 437 768 034 FCFA de crédits supplémentaires dus à des virements à son bénéfice, portant l'exécution à 24 528 368 034 FCFA.

Il convient toutefois de faire remarquer certaines difficultés auxquelles nous avons été confrontés en cours d'exercice.

La mise en place tardive du budget a fortement conditionné la finalisation des projets d'investissement. La grande partie des entreprises bénéficiaires des marchés sont des entreprises étrangères ou dont les signataires sont extérieurs au Gabon. Or, le circuit de signature de conventions s'avère long et nécessite des envois de manuscrits dans divers pays étrangers engendrant des délais longs. Les crédits ayant été mis à disposition au mois de novembre, le programme n'a eu que quelques semaines avant la fin de l'exercice budgétaire pour finaliser les documents.

Il est à noter que seules les conventions antérieures à l'exercice budgétaire 2015 ont pu être mises en œuvre. Celles-ci étant déjà finalisées du fait de leur ancienneté :

- SIM TP pour la construction de la caserne de Port Gentil,
- SIM TP pour l'achement de la cuisine de la caserne de Franceville,
- CETAF pour l'étude géotechnique du site de la future caserne de l'OKANO

En ce qui concerne les marchés nécessitant les appels d'offre le processus réclame encore plus de délais.

Un blocage de signature a aussi été constaté constituant un frein à la finalisation des conventions. Il est à signaler qu'au niveau de l'approbateur en dernier ressort des conventions, il a fallu apporter de multiples corrections avant l'obtention de la signature du DGBFIP.

Analyse du titre 5 par action

Action N°1 Forces Terrestres

Avec 18 722 833 064 FCFA exécutés en 2015, l'action *Forces terrestres* regroupe notamment des projets de construction de caserne militaire en cours :
- SIM TP pour la construction de la caserne de Port Gentil,
- SIM TP pour l'achat de la cuisine de la caserne de Franceville,
- CETAF pour l'étude géotechnique du site de la future caserne de l'OKANO

Quant aux nouveaux projets, aucune convention y relative n'a abouti. Il s'agit de l'achat des véhicules, des de groupes électrogènes et de l'habillement des militaires.

Action 2 Forces aériennes

L'action *Forces aériennes* a été exécutée 4 513 534 970 FCFA. Les projets privilégiés ont été les anciens marchés d'investissement dont les conventions étaient prêtes, à savoir : achat équipements aéronautiques, gros entretien d'hélicoptères, gros entretien d'avions de défense et achat de matériels spécifiques de défense.

Action 3 Sapeurs-pompiers

L'action Forces *Sapeurs-pompiers* votée à hauteur de 800 000 000 en AE et CP regroupe deux projets d'équipement, à savoir l'acquisition d'un camion mousse et l'achat d'équipements spécifiques pour un montant de 400 000 000 FCFA chacun.

La mise à disposition des crédits n'a pas été faite totalement. Le marché concernant l'équipement spécifique n'a obtenu qu'une enveloppe de 67 500 000 FCFA de fonds disponibles à la TSPA contre 400 000 000 FCFA initialement prévus. Le reste, soit 272 500 000 FCFA, a été libéré au profit du camion pompe mousse.

Les entreprises bénéficiaires des marchés sont GIMAEX pour le Camion mousse et Sides pour les équipements spécifiques. Les marchés n'ont pas pu être validés au 31.12.2015, la DGBFIP n'ayant pas donné son accord sur les conventions.

Action 4 Gendarmerie Nationale

Le titre 5 de l'action *Gendarmerie Nationale,* doté dans la LFR 2015 de 1 100 000 000 FCFA, affiche un taux d'exécution de 43% correspondant à 467 500 000 FCFA. Cette exécution a permis de progresser sur la réalisation d'un projet prioritaire consacré à la construction de la caserne GENA de GROS BOUQUET.

Action 5 Forces de la Marine Nationale

L'action a reçu une mise à disposition de 484 500 000 FCFA sur un montant 1 140 000 000 FCFA prévu dans la LFR 2015. Cette mise à disposition a permis de progresser sur la réalisation de deux projets prioritaires : le projet de carénage Bateaux pour un montant de 300 000 000 FCFA et le projet de construction du centre d'instruction naval de Port-Gentil pour un montant de 40 000 000 FCFA et 144 500 000 FCFA au compte des autres projets non-inscrits mais ayant bénéficié de financements.

Pour ces deux projets retenus, les conventions sont en cours de finalisation et en attente de signature à la DGBFIP.

Ce programme ne couvre pas :

- Le règlement des consommations en eau, électricité, téléphone, internet,
- L'entretien et les réparations automobiles réalisés par l'ACRA,
- Les commandes centralisées de véhicules et d'habillement,
- Le coût des formations à l'étranger.
- Le paiement des salaires des agents de la GR (titre 2).

Ces budgets sont destinés à assurer les missions quotidiennes de protection du Président de la République, de sa famille et de ses hôtes avec un effectif qualifié et adapté doté d'un environnement en adéquation avec les exigences particulières de la mission.

ACTION N° 1 : Préparation et emploi des forces de la Garde républicaine

La finalité de l'action est de maintenir et de développer l'aptitude de la GR à assurer les missions qui lui sont confiées :

- Assurer de façon permanente la sécurité et la protection du PR à l'intérieur et à l'extérieur du territoire ainsi que sa famille sur les itinéraires et ses déplacements privés ;
- Assurer la protection des hautes personnalités de l'Etat, des personnalités étrangères en visite au Gabon, des responsables politiques ainsi que des biens et des édifices publics ;
- Rendre les honneurs aux chefs d'Etat au cours de leur visite officielle ;
- Participer aux missions d'aide et d'assistance aux populations en cas de sinistre ou calamités publiques, Intervenir sur réquisition du maintien de l'ordre et de la paix civile,
- Participer aux missions de défense et de l'intégrité du territoire national.

Cette action est mise en œuvre par la direction des opérations et de l'instruction qui coordonne l'action des groupements et des unités opérationnelles.

ACTION N° 2 : Equipement des forces de la garde républicaine

Cette action vise à mettre à disposition de la GR les moyens matériels nécessaires à la réalisation de ses missions. Elle est mise en œuvre par la direction de la logistique et de l'infrastructure.

ACTION N° 3 : Vie du soldat de la Garde républicaine

Cette action met en œuvre l'ensemble des politiques mobilière, immobilière, sociale et de santé de la GR. Elle est pilotée par la direction des services administratifs et financiers, par la direction de la logistique et de l'infrastructure ainsi que par la direction du service de santé.

PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

La réalisation de l'état des lieux et du diagnostic initial ont permis de mettre en évidence les éléments clés qui suivent :

- chaque année, la GR est de plus en plus sollicité ; elle doit assurer la protection d'un Président de la République, plus mobile et plus sollicité par rapport au contexte international (augmentation des déplacements et des réceptions).
- la GR engage quotidiennement1133 personnes pour les missions de sécurité et 150 pour des missions normales. Elle assure une quinzaine de missions par an qui mobilisent chacune 150 personnes pendant 3 jours. Elle effectue annuellement de nombreuses missions à l'étranger ;
- la constitution des détachements en province doit être mise en œuvre sans délais ;
- la GR a connu récemment un renforcement important de ses effectifs et de ses capacités d'intervention ;
- cependant la GR n'est pas encore parvenue à être entièrement une force répondant à tous les critères de « l'Armée en OR » ;
- la GR présente toutefois une bonne disponibilité, une bonne réactivité et un bon niveau de préparation ;
- la GR souffre néanmoins de plusieurs difficultés : insuffisance d'infrastructures pour les exercices et les entrainements ; besoin d'un nombre croissant de spécialistes ; coût élevé de la formation présentant encore quelques faiblesses ; matériels hétérogènes et parfois non adaptés aux missions de la GR ; nécessité de revoir l'organisation de l'entretien, de la maintenance, de la réparation, de l'adaptation de ses matériels et engins ; amélioration nécessaire des conditions de travail des soldats;
- il est indispensable d'établir une dynamique de mutualisation avec les autres Forces.

ENJEUX

- Renforcer la protection du Président de la République en tous lieux et en toutes circonstances
- Etre capable d'assurer la sécurité d'un nombre croissant d'évènements officiels et de personnalités
- Anticiper et prévenir de nouvelles menaces ou des menaces accrues
- Gagner en opérationnalité dans l'exercice de toutes les missions

OBJECTIF N°1 : Développer la maîtrise d'un éventail accru de menaces auxquelles le Président de la République, les personnalités et les évènements officiels peuvent être exposés.

OBJECTIF N°2 : Renforcer la surveillance des sites dans lesquels séjourne le Président de la République au Gabon.

OBJECTIF N°3 : Homogénéiser les équipements de la GR et renforcer leur taux de disponibilité.

OBJECTIF N°4 : Assurer à tous les membres de la GR un haut niveau de professionnalisme et l'acquisition d'une spécialisation dans un contexte sécuritaire exigeant et prioritaire.

OBJECTIF N°5 : Renforcer les exercices d'entraînement.

OBJECTIF N°6 : Adapter les structures et les effectifs à l'évolution des missions de la GR

OBJECTIF N°7 : Assurer aux personnels de la GR des conditions de vie et de travail en adéquation avec les exigences attachées à l'exercice de leurs missions

AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE

OBJECTIF N°1 : Développer la maîtrise d'un éventail accru de menaces auxquelles le Président de la République, les personnalités et les évènements officiels peuvent être exposés

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- Résultat annuel N°1 : maintenir à 0 les incidents
- Résultat annuel N°2 : ramener le nombre d'Intrusions et vols à 1
- Résultat annuel N°3 : maintenir à 0 les Incidents à l'étranger
- Résultat annuel N°4 : maintenir à 0 les Incidents génériques

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel N°1 : 0 incident
- Résultat annuel N°2 : aucune Intrusion et aucun vol constaté
- Résultat annuel N°3 : aucun Incident à l'étranger
- Résultat annuel N°4 : aucun Incident générique

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	2015 Réalisé	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision)	2016 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
INCIDENTS SECURITAIRES*	NB	NC	0	0	0	0	0	0
INTRUSIONS ET VOLS	NB	NC	1	1	0	1	1	0 (2018)
INCIDENTS A L'ETRANGER	NB	NC	0	0	0	0	0	0
INCIDENTS GENERIQUES	NB	NC	0	0	0	0	0	0

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

- **Résultat annuel N°1 : 0 incident sécuritaire**

  Objectif atteint pour 2015. En effet, Il n'a été constaté aucun incident sécuritaire à l'encontre du Chef de l'Etat, de sa famille et de toutes les hautes personnalités gabonaises et étrangères en visite. Ce niveau de performance a été atteint grâce aux facteurs suivants :

  - formation spécifique du personnel ;
  - procédures mises en place (prévention contre tous types incidents) ;
  - matériels (transports, armements) ;
  - sécurisation de tous les sites ;
  - sécurisation des itinéraires.

- **Résultat annuel N°2 : 0 intrusion et vol**

  Objectif atteint pour 2015. En effet, Il n'a été constaté aucun vol et intrusion dans les lieux où séjourne le Chef de l'Etat. Ce niveau de performance a été atteint grâce aux facteurs suivants :

  - formation spécifique du personnel ;
  - procédures mises en place (prévention contre tous types incidents) ;

- matériel ;
- sécurisation de tous les sites

- **Résultat annuel N°3 : 0 incident à l'étranger**

Objectif atteint pour 2015. En effet, il n'a été constaté aucun incident à l'étranger à l'encontre du Chef de l'Etat, de sa famille et de toutes les hautes personnalités gabonaises. Ce niveau de performance a été atteint grâce aux facteurs suivants :

- formation spécifique du personnel ;
- procédures mises en place (prévention contre tous types incidents) ;
- matériel ;
- sécurisation des sites ;
- sécurisation des itinéraires.

- **Résultat annuel N°4 : 0 incident générique**

Objectif atteint pour 2015. En effet, Il n'a été constaté aucun incident sécuritaire à l'encontre du Chef de l'Etat, de sa famille et de toutes les hautes personnalités gabonaise et étrangères en visite. Ce niveau de performance a été atteint grâce aux facteurs suivants :

- formation spécifique du personnel ;
- procédures mises en place (prévention contre tous types incidents) ;
- matériel ;
- sécurisation de tous les sites accueillant le PR ;
- sécurisation des itinéraires.

- **Montant des dépenses consacrées à cet objectif**

Les objectifs ont été atteints non sans difficultés.

En effet, le budget (LFR) n'a pas été suffisant. Il a permis de payer 15% du budget, soit un montant de 168 078 467 FCFA.

Pour faire face au différentiel, soit 85% de l'allocation budgétaire prévue, des solutions extrêmes ont été mises en place : diminution des lignes budgétaires autres que celles prévues pour la mission majeure (l'alimentation, entretien de certains matériels aéronefs, certains matériels roulants, le soutien santé). Plusieurs créances chez les partenaires ont été contractées et plusieurs demandes d'allocations exceptionnelles auprès de la plus haute autorité ont été formulées.

OBJECTIF N°2 : Renforcer la surveillance des sites dans lesquels séjourne le Président de la République au Gabon.

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- Résultat annuel n°1 : Conditionner à 100% l'aspect sécuritaire du site Oyem
- Résultat annuel n°2 : Conditionner à 100% l'aspect sécuritaire du site Mouila

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel n°1 : le conditionnement du site Oyem n'a pas commencé
- Résultat annuel n°2 : le conditionnement du site de Mouilla n'a pas commencé

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	2015 Réalisé	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision)	2016 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Etat d'avancement de la situation sécuritaire du site Oyem	%	0	0	100	0	-100	100	100(2018)
Etat d'avancement de la situation sécuritaire du site Mouila	%	0	10	100	0	-100	100	100(2018)

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

- **Résultat annuel N°1 : 0% réalisé**

  Objectif non atteint pour 2015. En effet, le programme Garde Républicaine avait pour cible de réaliser 100% des travaux de sécurisation du site d'Oyem. Or, pour des raisons budgétaires très défavorables, il n'a pas été possible de démarrer ce chantier.

- **Résultat annuel N°2 : 0% réalisé**

  Objectif non atteint pour 2015. En effet, le programme Garde Républicaine avait pour cible de réaliser 100% des travaux de sécurisation du site de Mouila. Or, pour des raisons budgétaires très défavorables, il n'a pas été possible de reprendre ce chantier.

- **Conclusion**

  Malgré une volonté politique forte de déployer la GR en province, les projets ont été suspendus en raison d'un climat budgétaire très défavorable.

OBJECTIF N°3 : Homogénéiser les équipements de la GR et renforcer leur taux de disponibilité

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- Résultat annuel n°1 : uniformiser les équipements de type armement à 50%
- Résultat annuel n°2 : doter le parc escorte PR de 2 véhicules identiques
- Résultat annuel n°3 : doter le parc protection PR de 3 véhicules identiques

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel n°1 : l'uniformisation des équipements type armement n'a pas débuté
- Résultat annuel n°2 : le parc escorte PR n'a pas été doté de 2 véhicules identiques
- Résultat annuel n°3 : le parc protection PR n'a pas été doté de 3 véhicules identiques

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	2015 Réalisé	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision)	2016 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
1-Taux d'équipement des militaires de la GR avec un nouvel armement	%	NC	40	50	0	-50	/	/
2-Niveau d'homogénéité du parc d'escortes présidentielles	Nombre de types	NC	2	2	0	-2	/	/
3-Niveau d'homogénéité du parc de protection présidentielle	Nombre de types	NC	3	3	0	3	/	/

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

- **Résultat annuel N°1 : 0% réalisé**

Objectif non atteint pour 2015. En effet, le programme Garde Républicaine avait pour cible d'uniformiser à 50 % les équipements de type armement et cela par renouvellement. Or, pour des raisons budgétaires très défavorables, il n'a pas été possible d'atteindre cet objectif.

- **Résultat annuel N°2 : aucun véhicule acquis**

Objectif non atteint pour 2015. Dans le cadre du plan de renouvellement du parc des véhicules d'escortes du PR, le programme Garde Républicaine avait pour cible l'acquisition de 2 véhicules. La cible n'a pu être atteinte pour manque de budget.

- **Résultat annuel N°3 : 0% réalisé**

Objectif non atteint pour 2015. Dans le cadre du plan de renouvellement du parc des véhicules de protection du PR, le programme Garde Républicaine avait pour cible l'acquisition de 3 véhicules. La cible n'a pu être atteinte pour manque de budget.

- **Conclusion**

Malgré un plan de renouvellement des équipements, les projets ont été suspendus en raison d'un climat budgétaire très défavorable.

OBJECTIF N°4 : Assurer à tous les membres de la GR un haut niveau de professionnalisme et l'acquisition d'une spécialisation dans un contexte sécuritaire exigeant et prioritaire.

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

Résultat annuel n°1 : parvenir à ce que 80% de la garde bénéficie d'une formation

Résultat annuel n°2 : maintenir le nombre de personnel en stage spécialiste à 550

Résultat annuel n°3 : délivrer 1000 passeports de formation

Résultats annuels effectivement atteints

Résultat annuel n°1 : 100% des recrues ont reçu une formation de base et une qualification en rapport avec leurs emplois permettant d'atteindre un taux de 100 % d'adéquation qualification / emploi

Résultat annuel n°2 : 350 personnels ont reçu une formation de spécialisation

Résultat annuel n°3 : 1000 personnels ayant reçu une formation ont été sanctionnés par un diplôme, une attestation et une mise à jour de leurs dossiers instructions.

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	2015 Réalisé	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision)	2016 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
1-Taux d'adéquation Qualification / Emploi	**%**	**NC**	**70**	**80**	**80**	**0**	**NC**	**NC**
2-Nombre de spécialistes formés dans l'année	**Nombre**	**NC**	**550**	**550**	**350**	**-200**	**550**	**500 (2017)**
3-Nombre de gardes ayant un passeport formation / parcours professionnel	**Nombre**	**NC**	**850**	**1000**	**1000**	**0**	**/**	**/**

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

- **Résultat annuel N°1 : 100% de gardes ont bénéficié d'une formation (atteint)**

Objectif atteint pour 2015. Dans le cadre de sa politique de formation, le programme Garde Républicaine visait 80% des Gardes formés dans une spécialité en rapport avec leurs emplois, soit 3368 personnels.

- **Résultat annuel N° 2 : 350 personnels ont été maintenus aux stages de spécialistes**

  Objectif non atteint pour 2015. En effet, le programme Garde Républicaine avait pour cible de former 550 spécialistes (conducteur de blindé, spécialiste en transmission, conducteur d'autorité, protection rapproché, maitrise du tir, maitrise de la gestion des foules…). Or, le climat budgétaire défavorable n'a pas permis d'atteindre la cible. La Garde a dû revoir à la baisse ses ambitions à 350 spécialistes formés dans l'année.

- **Résultat annuel N°3 : 1000 passeports de formations/parcours professionnels ont été délivrés**

  Objectif atteint pour 2015. En effet, le programme Garde Républicaine avait pour cible de délivrer 1000 passeports de formation. Mille(1000) gardes se sont vus délivrés un passeport professionnel. La cible a été atteinte. Ce qui permet d'avoir au total fin 2015 1850 gardes républicains détenteurs d'un passeport de formation.

- **Conclusion**

  La formation des personnels de la GR est une priorité, cette dernière étant directement liée à la mission majeure.

  Les cibles ont été atteintes grâce à la mise en place de plusieurs mesures d'économies orientées respectivement sur :

  - des emplois du temps adaptés (en dehors des heures de repas) ;
  - des formateurs permanents ;
  - des élèves prenant en charge leurs fournitures académiques (mesure anormale) ;
  - des déplacements à pied privilégiés ;
  - plusieurs créances chez les partenaires économiques.

  Les dépenses liées à cet objectif se décomposent de la manière suivante

OBJECTIF N°5 : Renforcer les exercices d'entraînement

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- Résultat annuel n°1 : augmenter les exercices mensuels à 170
- Résultat annuel n°2 : augmenter les exercices combinés à 55
- Résultat annuel n°3 : augmenter les exercices majeurs à 5
- Résultat annuel n°4 : augmenter les exercices en province à 25

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel n°1 : 177 exercices mensuels ont été réalisés dans l'année
- Résultat annuel n°2 : 167 exercices combinés ont été réalisés dans l'année
- Résultat annuel n°3 : 4 exercices majeurs ont été réalisés dans l'année
- Résultat annuel n°4 : 4 exercices en province ont été réalisés dans l'année

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	2015 Réalisé	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision)	2016 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Nombre d'exercices mensuels (missions)	Nb	120	156	170	177	+7	170	170 (2017)
Nombre d'exercices combinés (missions)	Nb	12	36	55	167	+112	55	55 (2017)
Nombre d'exercices Majeurs	Nb	2	4	5	4	-1	5	5 (2017)
Nombre d'exercices en provinces (missions)	Nb	10	16	25	4	-21	25	25 (2017)

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

- **Résultat annuel N°1 : 177 exercices mensuels réalisés**

Objectif atteint pour 2015. En effet, le programme Garde Républicaine avait pour cible de réaliser 170 exercices mensuels. Malgré un climat budgétaire défavorable, l'objectif a été atteint. Une nette progression par rapport à l'exercice 2014. Les contraintes du chef de l'Etat ont imposé une cadence plus élevée.

- **Résultat annuel N°2 : 167 exercices combinés réalisés**

Objectif atteint pour 2015. En effet, le programme Garde Républicaine avait pour cible de réaliser 167 exercices combinés. Malgré un climat budgétaire défavorable, l'objectif a été atteint. Une très nette progression a été constatée par rapport à l'exercice 2014.

- **Résultat annuel N°3 : 4 exercices majeurs réalisés**

Objectif non atteint pour 2015. En effet, le programme Garde Républicaine avait pour cible de réaliser 5 exercices majeurs. Pour des raisons budgétaires très défavorables et en raison d'un emploi du temps chargé, seuls 4 exercices majeurs ont pu être réalisés.

- **Résultat annuel N°4 : 4 exercices en province réalisés**

Objectif atteint pour 2015. En effet, le programme Garde Républicaine avait pour cible de réaliser 25 exercices en province. Pour des raisons budgétaires très défavorables et en raison d'un emploi du temps chargé, seul 4 exercices en province ont pu être réalisés.

- **Montant des dépenses consacrées à cet objectif**

Les objectifs ont été atteints non sans difficultés.

En effet, le budget (LFR) n'a pas été suffisant. Il a permis de prendre en compte seulement 15% de l'exercice soit le montant de 36 258 466 FCFA payé.

Pour pallier au différentiel de 85%, des solutions extrêmes ont été mises en place : diminution des lignes budgétaires autres que celles prévues pour la mission majeure (l'alimentation, entretien de certains matériels aéronefs, certains matériels roulants, le soutien santé), plusieurs créances chez les partenaires ont été contractées, plusieurs demandes d'allocations exceptionnelles auprès de la plus haute autorité ont été formulées.

OBJECTIF N°6 : Adapter les structures et les effectifs à l'évolution des missions de la GR

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- Résultat annuel n°1 : augmenter le taux de construction : à 65% pour le site d'Oyem
- Résultat annuel n°2 : augmenter le taux de construction : à 50% pour le site de Mouila
- Résultat annuel n°3 : atteindre 70 % de réalisation pour les travaux du site de Léconi
- Résultat annuel n°4 : atteindre 20% des travaux de recrutement au profit de Léconi
- Résultat annuel n°5 : acquérir 80% des matériels, équipements et mobiliers
- Résultat annuel n°6 : acquérir 80% des matériels spécifiques
- Résultat annuel n°7 : démarrer l'instruction à 100%

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel n°1 : le taux de construction sur le site d'Oyem n'a pas progressé en 2015
- Résultat annuel n°2 : le taux de construction sur le site de Mouila n'a pas progressé en 2015
- Résultat annuel n°3 : le taux de construction sur le site de Léconi n'a pas progressé en 2015
- Résultat annuel n°4 : le recrutement au profit de Léconi n'a pas démarré en 2015
- Résultat annuel n°5 : l'acquisition des équipements et mobiliers au profit de Léconi n'a pas démarré en 2015

- Résultat annuel n°6 : l'acquisition des matériels spécifiques au profit de Léconi n'a pas démarré en 2015
- Résultat annuel n°7 : la programmation des formations au profit de Léconi n'a pas démarré en 2015

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	2015 Réalisé	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision)	2016 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux d'avancement de construction du site d'Oyem	%	NC	35	65	0	-65	/	65(2017)
Taux d'avancement de construction du site de Mouila	%	NC	0	50	0	-50	/	50(2017)
Taux d'avancement des travaux de construction du site pour Léconi	%	10	90	70	0	-70	/	70 (2017)
Taux d'avancement des effectifs pour Léconi	%	NC	NC	20	0	-20	/	20 (2017)
Taux d'acquisition des matériels, équipements et mobiliers pour Léconi	%	NC	NC	80	0	-80	/	80 (2017)
Taux d'acquisition des matériels spécifiques pour Léconi	%	NC	NC	80	0	-80	/	80 (2017)
Définitions des programmes d'instruction pour Léconi	%	NC	NC	100	0	-100	/	100 (2017)

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

- **Résultat annuel N°1 : 0% réalisé**

  Objectif non atteint pour 2015. En effet, le programme Garde Républicaine avait pour cible de réaliser 65% des travaux du site d'Oyem. Or, pour des raisons budgétaires très défavorables, il n'a pas été possible de continuer le chantier.

- **Résultat annuel N°2 : 0% réalisé**

  Objectif non atteint pour 2015. En effet, le programme Garde Républicaine avait pour cible de réaliser 50% des travaux du site de Mouila. Or, pour des raisons budgétaires très défavorables, il n'a pas été possible de démarrer le chantier.

- **Résultat annuel N°3 : 0% réalisé**

  Objectif non atteint pour 2015. En effet, le programme Garde Républicaine avait pour cible de réaliser 70% des travaux prévus au départ sur 2015 du site de Léconi. Or, pour des raisons budgétaires très défavorables, il n'a pas été possible de continuer le chantier.

- **Résultat annuel N°4 : 0% réalisé**

  Objectif non atteint pour 2015. En effet, le programme Garde Républicaine avait pour cible de réaliser 20% des recrutements au profit de Léconi. Or, les travaux du site de Léconi n'étant pas terminés, le recrutement au profit de ce dernier a été suspendu.

- **Résultat annuel N°5 : 0% réalisé**

  Objectif non atteint pour 2015. En effet, le programme Garde Républicaine avait pour cible de procéder à l'achat de 80% des matériaux, équipements et mobiliers au profit de Léconi. Or, les travaux du site de Léconi n'étant pas terminés, l'acquisition de ce matériel a été suspendue.

- **Résultat annuel N°6 : 0% réalisé**

  Objectif non atteint pour 2015. En effet, le programme Garde Républicaine avait pour cible de procéder à l'achat de 80% des matériels spécifiques au profit de Léconi. Or les travaux du site de Léconi n'étant pas terminés, l'acquisition de ses matériels a été suspendue.

- **Résultat annuel N°7 : 0% réalisé**

  Objectif non atteint pour 2015. En effet, le programme Garde Républicaine avait pour cible d'établir 100% des programmes de formations au profit du CI de Léconi. Or les travaux du site de Léconi n'étant pas terminés, les programmes d'instruction ont été suspendus.

- **Conclusion**

  Malgré une volonté politique forte de déployer des détachements en province, les projets ont été suspendus en raison d'un climat budgétaire très défavorable.

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- Résultat annuel n°1 : 2 immeubles –3 maisons – 6 appartements
- Résultat annuel n°2 : pas de nouvelles constructions
- Résultat annuel n°3 : pas d'entretien locatif
- Résultat annuel n°4 : atteindre 80% de réalisation pour les travaux d'aménagement du site (ACAE)
- Résultat annuel n°5 : atteindre 100% des unités prévues sur le site (ACAE)

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel n°1 : 0 immeuble – 1 maison – 9 appartements
- Résultat annuel n°2 : pas de nouvelles constructions
- Résultat annuel n°3 : pas d'entretien locatif
- Résultat annuel n°4 : 80% de réalisation pour les travaux d'aménagement du site (ACAE)
- Résultat annuel n°5 : pas de déplacement de la section nautique vers le site des ACAE en 2015

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	2015 Réalisé	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision)	2016 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Rénovations / Réhabilitations	I – M - A	NC	2 I –3 M – 6A	2 I –3 M – 6A	0I-1M-9A	2I-2M-3A	/	4I-15M-15A
Nouvelles constructions	Nouvelle construction	NC	14 M – 24 A – 2 D	NC	0	0	/	0
Entretien locatif	M FCFA	NC	30	NC	0	0	/	0
Réalisation des infrastructures	%	NC	20	80	80	0	/	0
Déplacements de l'unité	%	NC	NC	100	0	100	/	0

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

- **Résultat annuel N°1 : 0 immeuble réalisé – 1 maison réalisé – 9 appartements réalisés**

Objectif non atteint pour 2015. En effet, le programme Garde Républie6p48 re-3(g)-3(ra)9(m)-6(m)6(e)-3( )-108(G)5(a)-3(r)13(

Objectif atteint pour 2015. En effet, le programme Garde Républicaine avait pour cible de réaliser 80% des travaux prévus au profit de la section Nautique. En effet, ce dernier, situé sur le site de Port Molle, subit depuis le début des grands travaux d'ensablement des inondations à répétition lors des grandes marées. En attendant de trouver un site adapté à sa mission, l'acquisition et l'installation de modules surélevés ont été préconisés. Ils ont été mis en place. Le coût des travaux a été de 47 000 000 FCFA.

- **Résultat annuel N°5 : pas de déplacement de la section nautique en 2015**

  Aucun site adapté à la mission de la section nautique n'a été trouvé. Son déplacement a été suspendu.

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE

Actions et titres		*Autorisations d'engagement*			*Crédits de paiement*		
		AE ouvertes en LFR pour 2015 (a)	**AE engagés en 2015 (b)**	**Ecart (b) - (a)**	**CP ouverts en LFR pour 2015 (c)**	**CP consommés en 2015 (d)**	**Ecart (d) - (c)**
7.325.1	***Préparation et emploi des forces de la garde républicaine***	***980 138 680***	***930 675 212***	***-49 463 468***	***980 138 680***	***930 675 212***	***-49 463 468***
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 3. Dépenses de biens et services	971 008 000	922 457 600	***-48 550 400***	971 008 000	922 457 600	***-48 550 400***
	Titre 4. Dépenses de transfert	9 130 680	8 217 612	***-913 068***	9 130 680	8 217 612	***-913 068***
	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	**-**	-	-	**-**
7.325.2	***Equipement de la garde républicaine***	***2 985 000 000***	***9 624 240 587***	***6 639 240 587***	***2 985 000 000***	***9 624 240 587***	***6 639 240 587***
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 3. Dépenses de biens et services	80 000 000	76 000 000	***-4 000 000***	80 000 000	76 000 000	***-4 000 000***
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 905 000 000	9 548 240 587	***6 643 240 587***	2 905 000 000	9 548 240 587	***6 643 240 587***
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	**-**	-	-	**-**
7.325.3	***Vie du soldat de la garde républicaine***	***2 669 139 696***	***3 355 206 111***	***686 066 415***	***2 669 139 696***	***3 355 206 111***	***686 066 415***
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 2. Dépenses de personnel	11 448 000	12 024 000	***576 000***	11 448 000	12 024 000	***576 000***
	Titre 3. Dépenses de biens et services	257 691 696	2 129 807 111	***1 872 115 415***	257 691 696	2 129 807 111	***1 872 115 415***
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 400 000 000	1 213 375 000	***-1 186 625 000***	2 400 000 000	1 213 375 000	***-1 186 625 000***
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	**-**	-	-	**-**
7.325	**Garde Républicaine**	**6 634 278 376**	**13 910 121 910**	**7 275 843 534**	**6 634 278 376**	**13 910 121 910**	**7 275 843 534**
	Titre 1. Charges financières de la dette	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
	Titre 2. Dépenses de personnel	**11 448 000**	**12 024 000**	**576 000**	**11 448 000**	**12 024 000**	**576 000**
	Titre 3. Dépenses de biens et services	**1 308 699 696**	**3 128 264 711**	**1 819 565 015**	**1 308 699 696**	**3 128 264 711**	**1 819 565 015**
	Titre 4. Dépenses de transfert	**9 130 680**	**8 217 612**	**-913 068**	**9 130 680**	**8 217 612**	**-913 068**
	Titre 5. Dépenses d'investissement	**5 305 000 000**	**10 761 615 587**	**5 456 615 587**	**5 305 000 000**	**10 761 615 587**	**5 456 615 587**
	Titre 6. Autres dépenses	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

<u>Explication des principaux écarts</u> :

<u>PROGRAMME</u> : Garde Républicaine

Titre 2 : Dépense de personnel

Crédits ouverts en AE et CP= 11 448 000 FCFA
Crédits exécutés = 12 024 000 FCFA, soit 105.03 % de l'autorisation parlementaire
Ecart = 576 000 FCFA
Réserve = 0 FCFA

Commentaire : l'écart observé de 576 000 FCFA est la conséquence de la prise en compte en cours d'exercice d'une MONP pour le compte du programme

Titre 3 : Dépenses de biens et services

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 1 308 699 696 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 3 128 264 711 FCFA, soit 239.03 % de l'autorisation parlementaire
Écart = 1 819 565 015 FCFA
Réserve = 65 434 985 FCFA

Commentaire : le dépassement de 1 819 565 015 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice du programme.

Titre 4 : Dépenses de transfert

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 9 130 680 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 8 217 612 FCFA, soit 90 % de l'autorisation parlementaire
Écart = -913 068 FCFA
Réserve = 913 068 FCFA

Commentaire : l'écart de 913 068 FCFA constaté correspond au montant de la réserve obligatoire.

Titre 5 : Dépenses d'investissement

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 5 305 000 000 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 10 761 615 587 FCFA, soit 203 % de l'autorisation parlementaire
Écart = 5 456 615 587 FCFA
Réserve = 795 750 000 FCFA

Commentaire : le dépassement de 5 456 615 587 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice du programme.

Action N°1 : Préparation et Emploi des Forces de la GR

Titre 3 : Dépenses de biens et services

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 971 008 000 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 922 457 600 FCFA
Écart = 48 550 400 FCFA
Réserve = 48 550 400 FCFA
Taux d'exécution : 95%

Commentaire : l'écart de 48 550 400 FCFA constaté correspond au montant de la réserve obligatoire.

Titre 4 : Dépenses de transferts

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 9 130 680 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 8 217 612 FCFA
Écart = -913 068 FCFA
Réserve = 913 068 FCFA
Taux d'exécution : 90%

Commentaire : l'écart de 913 068 FCFA constaté correspond au montant de la réserve obligatoire.

Action n°2 : Equipement de la garde républicaine

Titre 3 : Dépenses de biens et services

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 80 000 000 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 76 000 000 FCFA
Écart = -4 000 000 FCFA
Réserve = 4 000 000 FCFA
Taux d'exécution : 95%

Commentaire : l'écart de 4 000 000 FCFA constaté correspond au montant de la réserve obligatoire

Titre 5 : Dépenses d'investissement

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 2 905 000 000 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 9 548 240 587 FCFA
Écart = 6 643 240 587 FCFA
Réserve = 435 750 000 FCFA
Taux d'exécution : 329%

Commentaire : le dépassement de 6 643 240 587 FCFA observé est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice de l'action 2.

Action n°3 : Vie du soldat de la garde républicaine

Titre 2 : Dépenses de personnels

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 11 448 000 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 12 024 000 FCFA
Écart = 576 000 FCFA
Réserve = 0% FCFA
Taux d'exécution : 105%

Commentaire : le dépassement de 576 000 FCFA observé est essentiellement lié à une surévaluation de l'enveloppe budgétaire de la MONP.

Titre 3 : Dépenses de biens et services

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 257 691 696 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 2 129 807 111 FCFA
Écart = 1 872 115 415 FCFA
Réserve = 12 884 585 FCFA
Taux d'exécution : 826%

Commentaire : le dépassement de 1 872 115 415 FCFA observé est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice de l'action 3.

Titre 5 : Dépenses d'investissement

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 2 400 000 000 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 1 213 375 000 FCFA
Écart = -1 186 625 000 FCFA
Réserve = 360 000 000 FCFA
Taux d'exécution : 51%

Commentaire : l'écart de 1 186 625 000 FCFA constaté est essentiellement lié à :

- la réserve obligatoire de 360 000 000 FCFA non levée en cours d'exercice ;
- la non mise à disposition de 826 625 000 FCFA au bénéfice de l'action 3.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Numéro et intitulé du programme et de l'action		Crédits votés dans la LFR 2015 (a)	Mouvements : débit (b)	Mouvements : crédit (c)	Exécutions 2015 (d)
7.325	**Garde Républicaine**	**6 634 278 376**	**-1 240 088 468**	**8 515 932 002**	**13 910 121 910**
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	11 448 000	-	576 000	12 024 000
	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 308 699 696	-52 550 400	1 872 115 415	3 128 264 711
	Titre 4. Dépenses de transfert	9 130 680	-913 068	-	8 217 612
	Titre 5. Dépenses d'investissement	5 305 000 000	-1 186 625 000	6 643 240 587	10 761 615 587
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-

Explication des mouvements de crédits :

Le programme a reçu 8 515 932 002 FCFA de crédits supplémentaires en titre 2 (576 000 FCFA), en titre 3 (1 872 115 415 FCFA) et en titre 5 (6 643 240 587 FCFA).

Par ailleurs, les crédits disponibles en fin d'exercice d'un montant de 1 240 088 468 FCFA ont été redéployés dans la mission « provisions » dans le cadre des opérations de clôture.

ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS

TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL

Actions et titres	Crédits de titre 2 prévus dans la LF		Crédits de titre 2 consommés		Ecarts	
ACTION N°3 K3 Vie Du Soldat	**AE (a)**	**CP (b)**	**AE (c)**	**CP (d)**	**AE (c-a)**	**CP (d-b)**
Masse salariale des emplois de l'administration	**11 448 000**	**11 448 000**	**12 024 000**	**12 024 000**	**576 000**	**576 000**
Masse salariale des emplois des opérateurs, rémunérés par le programme, inclus dans le plafond d'emplois du ministère	0	0	0	0	0	0
Total des crédits de titre 2 consommés	**11 448 000**	**11 448 000**	**12 024 000**	**12 024 000**	**576 000**	**576 000**

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 2 :

ACTION N°3 : Vie Du Soldat

Crédits ouverts AE et CP pour 2015= 11 448 000 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 12 024 000 FCFA
Écart de 576 000 FCFA

Commentaire : le dépassement de 576 000 FCFA observé est essentiellement lié à une surévaluation de l'enveloppe budgétaire de la MONP.

	Crédits de titre 3 prévus dans la LF		Crédits de titre 3 consommés		Ecarts	
Grandes activités	**AE**	**CP**	**AE**	**CP**	**AE**	**CP**
	(a)	**(b)**	**(c)**	**(d)**	**(c-a)**	**(d-b)**
Action 1 – K1 Préparation et emploi des forces	**971 008 000**	**971 008 000**	**922 457 600**	**922 457 600**	**-48 550 400**	**-48 550 400**
ALIMENTATION DU GARDE	380 000 000	380 000 000	320 651 657	320 651 657	-59 348 343	-59 348 343
GESTION VIE DU GARDE	18 211 040	18 211 040	6 431 100	6 431 100	-11 779 940	-11 779 940
COORDINATION DES DEPLACEMENTS DU PR*	48 211 960	48 211 960	24 105 980	24 105 980	-24 105 980	-24 105 980
COORDINATION DE LA PROTECTION DU PR*	95 000 000	95 000 000	424 789 342	424 789 342	329 789 342	329 789 342
EXERCICES TIRS	13 585 000					

ALIMENTATION DU GARDE

1433 gardes répartis sur plusieurs sites sont de service 24/24. Le budget alloué pour leurs alimentations a été de 320 651 657FCFA. Cette dotation allouée au profit de cette activité était largement insuffisante. Des fonds extérieurs ont donc permis d'assurer à 100% les 3 repas quotidiens. Pour des raisons confidentielles, nous ne pouvons vous communiquer le montant et les entités pourvoyeuses de fonds.

- Montant réellement payé pour cette activité 341 861 243 FCFA (hors budget non compris)

- Montant par homme jour : 341 861 243 FCFA / 1433 Gardes / 365 jours = 653 FCFA

- Le montant de 653 FCFA est dévolu pour les 3 repas quotidiens du garde (matin-midi-soir).

GESTION VIE DU GARDE

La dotation alloué à cette activité soit 6 431 100 FCFA a permis de prendre en compte une partie des baux, soit 3 691 800 FCFA réparties sur 4 logements et une partie des frais d'inhumation à hauteur de 1 327 500 FCFA. Il est à noter que le budget lié aux « baux » réparti sur 2 UO a été insuffisant.

- Montant réellement payé pour cette activité soit 5 019 300 FCFA (hors budget non compris)

- Baux : 3 691 800 FCFA

- Frais d'inhumation : 1 327 500 FCFA

COORDINATION DES DEPLACEMENTS DU PR

La dotation allouée à cette activité, soit 24 105 980 FCFA sur l'UO1 a permis de prendre en compte une partie de la coordination des déplacements du PR (terre-air-mer). Cette dépense concerne les moyens de transport, les moyens de communication, les moyens en carburant et les moyens didactiques. Cette ligne budgétaire était largement en dessous du budget réel alloué à cette activité. Des fonds extérieurs ont donc permis d'assurer 100% de la mission, soit une moyenne de 4 déplacements quotidiens du PR. Pour des raisons confidentielles, nous ne pouvons vous communiquer le montant et les entités pourvoyeuses de fonds.

COORDINATION DE LA PROTECTION DU PR

La dotation allouée à cette activité soit 424 789 342 FCFA a permis de prendre en compte une partie de la coordination de la protection du PR (terre-air-mer). Cette dépense concerne les moyens de communication, les moyens en carburant, les moyens didactiques.

EXERCICES DE TIRS

Les 312 exercices de tirs prévus en 2015, 312 ont été réalisés. Il est utile de préciser que la dotation allouée au profit de cette activité 6 792 500 FCFA, était largement en dessous du budget réel à allouer à ce type d'exercice. Des fonds extérieurs ont donc permis d'assurer les 100% d'exercices de tirs réalisés, Pour des raisons confidentielles, nous ne pouvons vous communiquer le montant et les entités pourvoyeuses de fonds.

FORMATION & INSTRUCTION

Sur un total de 3500 gardes devant bénéficier d'une formation 1000 ont été formés pour un coût de 21 497 086 FCFA sur l'UO1. Cet objectif a été atteint car les structures permettant de former les éléments de la garde ont été maintenues en état d'opérationnalité. La présence permanente sur le territoire des spécialistes pour les différents modules de formation, la prise en compte de la condition alimentaire du garde dans le processus de la formation ont été assurées.

A titre d'exemple, pour une formation devant durer 3 semaines (alimentation incluse), le garde devra s'alimenter par lui-même aux heures de repas conventionnelles. Cette obligation rallongera la durée de la formation à 5 semaines.
A cela, il faut ajouter le désengagement de l'administration sur le matériel didactique, ce dernier a donc été pris en charge par les apprenants, ce qui a eu par voie de conséquences l'allègement des coûts relatifs aux fournitures académiques.

GESTION DES ACTIVITES MEDICALES

Sur un total de 3500 gardes devant bénéficier d'une couverture médicale, 1700 ont été reçus par l'infirmerie de la GR (hors famille) pour un coût de 12 999 445 FCFA. Cette dépense a été investie principalement dans les médicaments. Cette ligne budgétaire était largement en dessous du budget réel à allouer à cette activité. En effet, les jeunes recrues ont acheté eux-mêmes leurs médicaments.

PROTECTION DES SITES SENSIBLES

Un montant de 2 319 000 FCFA a permis de prendre en compte une partie de l'entretien des moyens de protection des sites sensibles pouvant accueillir le PR. Des fonds extérieurs ont permis d'assurer 100% de la mission.

Pour des raisons confidentielles, nous ne pouvons vous communiquer le montant et les entités pourvoyeuses de fonds.

PROTECTION RAPPROCHEE

La dotation allouée à cette activité, soit 22 847 500 FCFA a permis de prendre en compte une partie des dépenses pour la protection rapprochée du PR (terre-air-mer). Cette dépense concerne les moyens de communication, les moyens en carburant, et les moyens didactiques. Cette ligne budgétaire était largement en dessous du budget réel à allouer à cette activité. Des fonds extérieurs ont donc permis d'assurer 100% de la mission, soit une protection permanente du chef de l'Etat.

Pour des raisons confidentielles, nous ne pouvons vous communiquer le montant et les entités pourvoyeuses de fonds.

RENSEIGNEMENT

La dotation allouée à cette activité, soit 10 877 540 FCFA a permis de prendre en compte une partie des dépenses pour le renseignement. Cette ligne budgétaire était largement en dessous du budget réel à allouer à cette activité. Des fonds extérieurs ont donc permis d'assurer 100% de la mission.

Pour des raisons confidentielles, nous ne pouvons vous communiquer le montant et les entités pourvoyeuses de fonds.

TRANSPORT OPERATIONNEL

La dotation allouée à cette activité soit 69 146 450 FCFA sur l'UO1 a permis de prendre en compte une partie des dépenses pour le transport opérationnel. Cette dépense concerne tous les moyens de transport de la GR (terre-air-mer), elle concerne aussi les moyens de communication, et les moyens en carburant. Cette ligne budgétaire était largement en dessous du budget réel à allouer à cette activité. Des fonds extérieurs ont donc permis d'assurer 100% de la mission.

Pour des raisons confidentielles, nous ne pouvons vous communiquer le montant et les entités pourvoyeuses de fonds.

Action 2 : Equipement de la Garde Républicaine

Ouvert pour 80 000 000 CFA d'AE et CP en Loi de Finances Rectificative, le fonctionnement au sein de l'action a bénéficié d'un taux d'exécution de 95% soit 76 000 000 FCFA.

Les paiements consentis au bénéfice de cette action ont permis de réaliser les activités suivantes :

ACQUISITION DES EQUIPEMENTS SECURITAIRES

La dotation allouée à cette activité aurait dû permettre d'équiper en équipement et matériel militaire une unité de sécurité rapprochée. Cette ligne budgétaire a fait l'objet de paiement à hauteur de 76 000 000 FCFA.

Action 3 : Vie du Soldat de la Garde Républicaine

Ouvert pour 257 691 696 CFA d'AE et CP en Loi de Finances Rectificative, le fonctionnement au sein de l'action a bénéficié d'un taux d'exécution de 826% soit 2 129 807 111 FCFA.

Les paiements consentis au bénéfice de cette action ont permis de réaliser les activités suivantes :

ACQUISITION, ENTRETIEN DES VEHICULES

La dotation allouée à cette activité soit 5 698 579 FCFA a permis de prendre en compte une partie des dépenses pour l'entretien des véhicules. Cette dépense concerne uniquement les moyens roulant de la GR.

ACQUISITION, ENTRETIEN DU PARC IMMOBILIER

La dotation allouée à cette activité soit 2 011 974 396 FCFA a permis de prendre en compte une partie des dépenses pour l'entretien du parc immobilier. Elle concerne l'entretien de type casernement 1er échelon.

ALIMENTATION DU GARDE

1433 gardes répartis sur plusieurs sites sont de service 24/24. Le budget alloué pour leurs alimentations est de 1 140 000 FCFA sur cette UO. Cette dotation allouée au profit de cette activité était largement insuffisante. Des fonds extérieurs ont donc permis d'assurer à 100% les 3 repas quotidiens.

Pour des raisons confidentielles, nous ne pouvons vous communiquer le montant et les entités pourvoyeuses de fonds.

Montant réellement payé pour cette activité 712 500 FCFA (hors budget non compris)

GESTION VIE DU GARDE

La dotation allouée à cette activité soit 75 775 386 FCFA sur l'UO3 a permis de prendre en compte une partie des dépenses pour les BAUX soit le montant de 61947300 FCFA, une partie des dépenses liées à l'achat de nouveaux mobilier pour une montant de 13 828 086 FCFA. A noter que le budget « BAUX » répartis sur 2 UO a été insuffisant. Il manque en AE 9 575 500 FCFA et en CP 11 035 500 FCFA.

COORDINATION DES DEPLACEMENTS DU PR

La dotation allouée à cette activité soit 1 625 000 FCFA a permis de prendre en compte une partie de la coordination des déplacements du PR (terre-air-mer). Cette dépense concerne les moyens de transports, les moyens de communication, les moyens en carburant et les moyens didactiques.

FORMATION & INSTRUCTION

Sur un total de 3500 gardes devant bénéficié d'une formation 1000 ont été formés pour un coût de 71 200 FCFA.

Cet objectif a été atteint car les structures permettant de former les éléments de la garde ont été maintenues en état d'opérationnalité, la présence permanente sur le territoire des spécialistes pour les différents modules de formation, la prise en compte de la condition alimentaire du garde dans le processus de la formation.

En effet, à titre d'exemple, pour une formation devant durée 3 semaines alimentation incluse, le garde devra s'alimenter par lui-même aux heures de repas conventionnel. Cette obligation rallongera la durée de la formation à 5 semaines.

A cela, il faut ajouter le désengagement de l'administration sur le matériel didactique, ce dernier a donc été pris en charge par les apprenants, ce qui a eu par voie de conséquences l'allègement des coûts relatifs aux fournitures académiques.

GESTION DES ACTIVITES MEDICALES

Sur un total de 3500 gardes devant bénéficier d'une couverture médicale, 1700 ont été reçus par l'infirmerie de la GR (hors famille) pour un coût de 5 149 303 FCFA. Cette dépense a été investie principalement dans les médicaments.

RENSEIGNEMENT

La dotation allouée à cette activité soit 25 380 926 FCFA a permis de prendre en compte une partie des dépenses pour le renseignement. Cette ligne budgétaire était largement en dessous du budget réel allouer à cette activité. Des fonds extérieurs ont donc permis d'assurer 100% de la mission. Pour des raisons confidentielles, nous ne pouvons vous communiquer le montant et les entités pourvoyeuses de fonds.

TRANSPORT OPERATIONNEL

La dotation allouée à cette activité soit 2 992 321 FCFA a permis de prendre en compte une partie des dépenses pour le transport opérationnel. Cette dépense concerne tous les moyens de transport de la GR (terre-air-mer), elle concerne aussi les moyens de communication, les moyens en carburant. Cette ligne budgétaire était largement en dessous du budget réel allouer à cette activité. Des fonds extérieurs ont donc permis d'assurer 100% de la mission.

Pour des raisons confidentielles, nous ne pouvons vous communiquer le montant et les entités pourvoyeuses de fonds.

TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS

Actions	Crédits de titre 4 prévus dans la LF		Crédits de titre 4 consommés		Ecarts	
	AE (a)	CP (b)	AE (c)	CP (d)	AE (c-a)	CP (d-b)
Action 1 – K1 Préparation et emploi des forces	9 130 680	9 130 680	8 217 612	8 217 612	-913 068	-913 068
FORMATION & INSTRUCTION	9 130 680	9 130 680	**8 217 612**	**8 217 612**	-913 068	-913 068
Total des crédits de titre 4 consommés	**9 130 680**	**9 130 680**	**8 217 612**	**8 217 612**	**-913 068**	**-913 068**

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 4 en faisant sortir les différents types de transferts et de bénéficiaires :

Action 1 : Préparation et emplois des Forces de la Garde Républicaine

La LFR a alloué un montant de 9 130 680 FCFA. Le montant engagé, ordonnancé puis visé par le contrôleur budgétaire a été de 8 217 612 FCFA, soit un taux d'exécution de 98%.

Les paiements consentis au bénéfice de cette action ont permis de réaliser une activité liée à la formation et à l'instruction. En effet, 6 Gardes bénéficient chaque année du stage Officier au sein de l'Ecole de gendarmerie. Ces formations coûtent en moyenne par élève et par an 800 000 FCFA. Elles englobent l'alimentation et le carburant.

TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Actions	Crédits de titre 5 prévus dans LF		Crédits de titre 5 consommés		Ecarts	
	AE (a)	CP (b)	AE (c)	CP (d)	AE (c-a)	CP (d-b)
ACTION 2 – K2 Equipement de la Garde Républicaine	**2 905 000 000**	**2 905 000 000**	**9 548 240 587**	**9 548 240 587**	**6 643 240 587**	**6 643 240 587**
AMELIORATION DE LA CONDITION DU PERSONNEL	140 000 000	140 000 000	96 735 370	96 735 370	-43 264 630	-43 264 630
TRANSPORT OPERATIONNEL	70 000 000	70 000 000	39 999 998	39 999 998	-30 000 002	-30 000 002
ENTRETIEN DES AERONEFS	2 205 661 335	2 205 661 335	9 006 990 587	9 006 990 587	6 801 329 252	6 801 329 252
ACQUISITION, ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS SECURITAIRES	119 981 245	119 981 245	84 835 922	84 835 922	-35 145 323	-35 145 323
ACQUISITION, ENTRETIEN DE MATERIEL INFORMATIQUE	30 000 000	30 000 000	20 000 000	20 000 000	-10 000 000	-10 000 000
ACQUISITION, ENTRETIEN DES VEHICULES	300 000 000	300 000 000	280 000 000	280 000 000	-20 000 000	-20 000 000
PROTECTION DES SITES SENSIBLES	39 357 420	39 357 420	19 678 710	19 678 710	-19 678 710	-19 678 710
ACTION 3 – K3 Vie du soldat de la Garde Républicaine	**2 400 000 000**	**2 400 000 000**	**1 213 375 000**	**1 213 375 000**	**-1 186 625 000**	**-1 186 625 000**
EXERCICES TIRS	32 491 142	32 491 142	16 245 571	16 245 571	-16 245 571	-16 245 571
AMELIORATION DE LA CONDITION DU PERSONNEL	111 325 328	111 325 328	55 662 664	55 662 664	-55 662 664	-55 662 664
GESTION DES ACTIVITES MEDICALES	5 920 000	5 920 000	2 960 000	2 960 000	-2 960 000	-2 960 000
TRANSPORT OPERATIONNEL	116 416 326	116 416 326	58 208 163	58 208 163	-58 208 163	-58 208 163
ACQUISITION, ENTRETIEN DE MATERIEL INFORMATIQUE	40 000 000	40 000 000	20 000 000	20 000 000	-20 000 000	-20 000 000
ACQUISITION, ENTRETIEN DU PARC IMMOBILIER	2 093 847 204	2 093 847 204	1 060 298 602	1 060 298 602	-1 033 548 602	-1 033 548 602
Total des crédits de titre 5 consommés	**5 305 000 000**	**5 305 000 000**	**10 761 615 587**	**10 761 615 587**	**5 456 615 587**	**5 456 615 587**

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 5 en faisant sortir les différents projets de développement et d'équipement :

Action 2 : Equipement de la Garde Républicaine

Montant accordé : 2 905 000 000 FCFA.
Montant exécuté : 9 548 240 587 FCFA.
Taux d'exécution de 329 %.

Les paiements consentis au bénéfice de cette action, ont permis de réaliser les activités suivantes :

AMELIORATION DE LA CONDITION DU PERSONNEL

La dotation allouée à cette activité, soit 96 735 370 FCFA a permis de prendre en compte une partie des dépenses liées à l'infrastructure de la section nautique, soit le montant de 51 948 750 FCFA, une partie des dépenses liées à l'achat de nouveaux mobiliers au profit du Détachement de Franceville pour une montant de 11 500 000 FCFA et l'achat de nouveaux matériels de cuisine pour un montant de 33 286 620 FCFA

TRANSPORT OPERATIONNEL

La dotation allouée à cette activité soit 39 999 998 FCFA a permis de prendre en charge une partie de l'entretien et la réparation des véhicules GG dévolus au transport du PR. Cette ligne budgétaire était largement en dessous du budget réel à allouer à cette activité. Des fonds extérieurs ont donc permis d'assurer 100% de la mission.

Pour des raisons confidentielles, nous ne pouvons vous communiquer le montant et les entités pourvoyeuses de fonds.

ENTRETIEN DES AERONEFS

Chaque année le montant de 9 006 990 587 FCFA est arrêté pour l'entretien des aéronefs de la GR. A ce jour actuelle 2 hélicoptères et 1 ATR sont hors service faute de moyens financiers suffisants.

ACQUISITION DES EQUIPEMENTS SECURITAIRES

Chaque année, la GR procède au renouvellement de ses équipements militaires et balistique. La dotation allouée à cette activité a été de 84 835 922 FCFA.

ACQUISITION, ENTRETIEN DE MATERIEL INFORMATIQUE

Chaque année, la GR procède au renouvellement de son parc informatique. La dotation de 20 000 000 FCFA allouée à cette activité a permis de prendre en compte une partie des dépenses d'informatique, soit 10 postes complets.et leurs consommables

ACQUISITION, ENTRETIEN DES VEHICULES

Chaque année, la GR procède au renouvellement de son parc roulant. Une dotation de 280 000 000 FCFA a été allouée à cette activité. Des fonds extérieurs ont permis d'assurer 100% de la mission.

Pour des raisons confidentielles, nous ne pouvons vous communiquer le montant et les entités pourvoyeuses de fonds.

PROTECTION DES SITES SENSIBLES

Une dotation de 280 000 000 FCFA a été allouée à cette activité. Elle a permis de procéder à la sécurisation des sites stratégiques de la Garde.

Action 3 : Vie du Soldat de la Garde Républicaine

Montant accordé : 2 400 000 000 FCFA.
Montant exécuté : 1 213 375 000 FCFA.
Taux d'exécution de 51%.

Les paiements consentis au bénéfice de cette action, ont permis de réaliser les activités suivantes :

EXERCICES DE TIRS

La dotation allouée à cette activité a été de 16 245 571 FCFA. Elle a permis de réaliser 10 séances d'exercices de tirs.

GESTION VIE DU GARDE

La dotation allouée à cette activité soit 55 662 664 FCFA a permis de procéder au renouvellement d'une partie du mobilier au sein des Unités opérationnelles.

GESTION DES ACTIVITES MEDICALES

La dotation allouée à cette activité, soit 2 960 000 FCFA a permis de procéder au renouvellement du consommable médicale. Cette dépense a permis de prendre en charge une partie des malades de la GR

TRANSPORT OPERATIONNEL

La dotation allouée à cette activité, soit 58 208 163 FCFA a permis de prendre une partie de l'entretien et la réparation des véhicules GC dévolus au transport du PR. Cette ligne budgétaire était largement en dessous du budget réel à allouer à cette activité. Des fonds extérieurs ont donc permis d'assurer 100% de la mission.

Pour des raisons confidentielles, nous ne pouvons vous communiquer le montant et les entités pourvoyeuses de fonds.

ACQUISITION, ENTRETIEN DE MATERIEL INFORMATIQUE

Chaque année, la GR procède au renouvellement de son parc informatique. La dotation allouée à cette activité soit 20 000 000 FCFA a permis de prendre en compte une partie des dépenses d'informatique, soit 10 postes complets.et leurs consommables.

ACQUISITION, ENTRETIEN DU PARC IMMOBILIER

Chaque année, la GR procède à l'entretien de son parc immobilier. Les projets de création des détachements en province ayant été suspendus, les budgets alloués à ces projets ont été réorienté sur des projets pouvant être finalisé.

Exemple ; les 24 logements situés au GBI. La dotation allouée à cette activité soit 1 060 298 602 FCFA a permis de terminer :
- le gros œuvre à 100% ;
- la charpente à 100% ;
- les couvertures à 80% ;
- les réseaux divers à 70% ;
- la menuiserie extérieure à 100% ;
- le revêtement des sols à 90% ;
- la peinture intérieure à 70% ;
- l'électricité à 75%.

Il reste, les connexions sur le réseau SEEG de la ville, le parking et les abords, la climatisation, la peinture extérieure, la VMC, et le poste de garde.

La livraison du projet est prévue en fin d'année 2016

CONCLUSION

Le responsable du programme constate :

- L'incertitude sur les crédits qui vont être effectivement mis à disposition du Programme dans l'année en raison de l'écart entre le montant que la DGBFIP délègue au Trésor, le montant que le Trésor met à la disposition de la TSPRA et le paiement fait par cette dernière ;

- Le manque de dialogue et de transmission des données entre les instances budgétaires et financières du pays et le programme ;

- Certains règlements apparaissent comme effectifs à la TSPRA sans pour autant avoir été virés dans les comptes des fournisseurs ;

PROGRAMME
VIE DU SOLDAT

BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME

PRESENTATION DU PROGRAMME

PERIMETRE DU PROGRAMME

Sous la responsabilité du Médecin Chef Commandant l'Hôpital d'Instruction des Armées Omar Bongo Ondimba, le programme **VIE DU SOLDAT** est une des constituantes de la Mission Défense dans sa partie sociale.

Le Programme Vie du Soldat est au cœur de l'action du Ministère de la Défense Nationale car il recouvre l'ensemble des actions qui concourent au bien-être du soldat, sur le plan social; sportif; culturel; alimentaire et sanitaire.

Ce programme doit être en étroite collaboration avec les programmes Soutien, Équipement et Préparation et Emploi des Forces.

Sa mise en œuvre sera axée sur une gestion rigoureuse, qui fera appel non seulement aux partenaires du Ministère de la Défense Nationale, notamment le Fonds des Pensions et d'Investissement des Forces de Défense et de Sécurité(FPIFDS) mais aussi aux organismes publics et privés ainsi qu'à certains pays étrangers avec lesquels nous entretenons des relations de coopération militaire.

Les principales unités qui entrent dans la mise en œuvre de ce programme sont :

- La Direction Générale du Service de Santé Militaire ;
- L'Hôpital d'Instruction des Armées Omar BONGO ONDIMBA ;
- L'École d'Application du Service de Santé Militaire ;
- La Direction Générale du Génie Militaire ;
- Le Commandement en chef de la Gendarmerie Nationale ;
- L'état-major général des forces armées ;
- L'état-major de l'armée de terre ;
- L'état-major de l'armée de l'air ;
- L'état-major de la marine nationale ;
- Le corps des sapeurs-pompiers ;
- L'aviation Légère des Armées ;
- La Direction Générale des Services Techniques de la Gendarmerie Nationale ;
- La Direction Générale des Services Administratifs et Financiers GENA ;
- La Direction Générale des Sports et Loisirs de l'EMGFA ;
- La Direction Générale des Sports et Loisirs de la Gendarmerie Nationale ;
- La Direction Générale du matériel et de la Formation ;
- Les Directions des Services Administratifs et Financiers des différents corps ;
- Les Directions des Affaires Sociales des corps ;
- Les Directions des Services de Santé des Forces ;
- Les Services des sports des corps ;

Le Programme Vie du Soldat va s'exécuter avec le concours de l'ensemble des entités qui constituent les Forces de Défense. Il va s'articuler autour de six(6) actions qui prendront en compte l'ensemble des besoins relatifs au mieux-être des militaires et de leurs familles.

ACTION N° 1 : Coordination, Activités Sociales, Culturelles et Sportives du soldat

Les activités socioculturelles et sportives au sein des forces de défense sont un des éléments essentiels qui participent à la cohésion et à l'épanouissement des personnels et des familles.

La pratique du sport est obligatoire au sein de nos forces. Elle constitue un puissant vecteur dans le cadre du maintien de la capacité opérationnelle des troupes.

Cette action est mise en œuvre par la Direction Générale du Service de Santé Militaire à travers :

- La Direction des Affaires Sociales du Service de Santé Militaire;
- La Direction des Affaires Sociales de l'Etat-Major Général des Forces Armées;
- La Direction des Affaires Sociales de la Gendarmerie Nationale ;
- La Direction des Sports de l'Etat-Major Général des Forces Armées;
- La Direction de l'Organisation et de la Logistique du Service de Santé Militaire ;
- Le Service sport de la Santé Militaire ;
- Le service sport du Génie Militaire ;
- Le service sport de la Gendarmerie Nationale ;
- Le service sport de l'Armée de Terre ;
- Le service sport de l'Armée de l'Air ;
- Le service sport de l'Aviation Légère des Armées ;
- Le service sport du Corps des Sapeurs-Pompiers
- Le service sport de la Marine Nationale
- Le service sport de l'Etat-major Général des Forces Armées

ACTION N° 2 : Santé militaire

Cette action constitue le pilier central autour duquel gravitent toutes les activités participant à la santé des troupes.

Cette action est mise en œuvre par la Direction Générale du Service de Santé Militaire à travers

- La Direction Générale du Service de Santé Militaire ;
- L'Hôpital d'Instruction des Armées Omar Bongo Ondimba ;
- L'École d'application du Service de Santé Militaire de Libreville ;
- La Direction de l'Action Scientifique et Technique ;
- Le Service Médical d'Urgence et de Réanimation des Armées ;
- L'Hôpital médico chirurgical de campagne ;
- Le Programme Militaire de lutte contre le SIDA ;
- L'Établissement central de ravitaillement sanitaire
- La Direction du service santé des forces armées gabonaises ;
- La Direction du Service santé de la gendarmerie nationale

ACTION N° 3 : Alimentation

La Défense Nationale, repose sur la ressource humaine. A ce titre, l'Etat assure à ces personnels qui ont choisi de servir leur pays jusqu'au sacrifice suprême, des conditions de vie valorisantes sur le plan alimentaire qui soient en rapport avec le degré de leur engagement.

Cette action est mise en œuvre par la Direction du budget du Génie Militaire à travers :

- La Direction des Services Administratifs et financiers de l'Armée de Terre ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers de l'Armée de l'Air ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers de la Marine Nationale ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers de l'Aviation Légère des Armées ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers du Corps des Sapeurs-Pompiers
- La Direction des Services Administratifs et financiers du Service de Santé Militaire
- La Direction des Services Administratifs et financiers du Génie Militaire ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers de la Direction Générale des Contres ingérences ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers de la DGMAF
- La Direction Générale des Services Administratifs et financiers de la Gendarmerie Nationale

ACTION N° 4 : Logement

Cette action comporte une dimension sociale forte et représente pour les personnels des forces de défense, un besoin fondamental. Rappelons que la loi n°018/2010 du 27/07/2010 portant ratification de l'ordonnance n°007/PR/2010 du 25/02/2010 portant statut particulier des militaires (article 43) dispose que le militaire est astreint à être logé aux frais de l'État, en caserne, dans les camps militaires ou dans des logements d'astreinte et qu'en cas d'impossibilité, il a droit à une indemnité de logement et bénéficie d'une indemnité d'eau et d'électricité.

Cette action est mise en œuvre par la Direction des Services Administratifs et financiers de l'Etat-major de l'Armée de l'Air à travers :

- La Direction des Services Administratifs et financiers de l'Armée de Terre ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers de l'Armée de l'Air ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers de la Marine Nationale ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers de l'Aviation Légère des Armées ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers du Corps des Sapeurs-Pompiers
- La Direction des Services Administratifs et financiers du Service de Santé Militaire
- La Direction des Services Administratifs et financiers du Génie Militaire ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers de la Direction Générale des Contres ingérences ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers de la DGMAF ;
- La Direction Générale des Services Techniques de la Gendarmerie Nationale ;
- La Direction Générale de la Logistique de l'EMGFA ;
- Le Secrétariat Générale/ DGSFLI.

ACTION N° 5 : Militaire à la retraite et anciens combattants

Cette action par sa dynamique permettra à l'État de mener des activités qui vont concourir à l'épanouissement du militaire retraité. Parmi les actions à mener, il s'agira entre autres du respect des textes votés, et leur application, au profit des anciens militaires (indemnité de services rendus, taux de pension de retraite fixé à 80% de la solde de base). La mise en place du Fond de Pensions et d'Investissement des Forces de Défense et de Sécurité participe à l'amélioration des conditions de vie et de travail du militaire.

Cette action est mise en œuvre par l'Office National des Anciens Combattants à travers :

- La Direction Centrale des Personnels du Service de Santé Militaire ;
- La Direction Générale de l'Organisation et des personnels de l'EMGFA ;
- La Direction Centrale des Personnels de l'Armée de Terre ;
- La Direction Centrale des Personnels de l'Armée de l'Air ;
- La Direction Centrale des Personnels de la Marine Nationale ;
- La Direction Centrale des Personnels de l'Aviation Légère des Armées ;
- La Direction Centrale des Personnels du Corps des Sapeurs-Pompiers
- La Direction Centrale des Personnels du Génie Militaire ;
- La Direction Générale des Personnels de la Gendarmerie Nationale

ACTION N° 6 : Opérateur, Fonds des pensions

Cette action est mise en œuvre par le Fonds des Pensions et d'Investissement des Forces de Défenses et de Sécurité.

PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

ANALYSE STRATEGIQUE DU CONTEXTE ET DU CHAMP DU PROGRAMME

Pour l'année 2015, les actions engagées par le programme vie n'ont pas apportées les résultats attendus. Ceci est le fait de plusieurs facteurs.

- L'insuffisance des crédits accordés au programme a constitué le principal frein
- Un maintien en condition physique des militaires sans de véritables infrastructures ou avec des structures sportives obsolètes,
- Un manque de moniteurs sportifs : manque de formation continue des anciens; manque de formation de nouveaux,
- Des mess seulement à Libreville et Mouila mais un fonctionnement difficile de ceux-ci et des problèmes de gestion.
- Le Service de Santé Militaire assure une bonne couverture géographique mais certaines infrastructures de santé sont rudimentaires
- Des normes en matière de service de santé (bilan médical périodique, etc.) qui ne sont plus respectées
- Un projet d'hôpitaux de garnison qui n'a pas été mis en place (dans les régions militaires)
- On dispose de l'hôpital militaire de référence de la sous-région mais dont les capacités doivent être renforcées
- Un effort de formation continue insuffisant des professionnels de santé dans les structures militaires et un manque de spécialistes
- Toutefois, une population militaire globalement plutôt en bonne santé.
- Les soldats se plaignent constamment de l'alimentation : manque d'infrastructures pour la restauration; prime alimentaire journalière insuffisante; enveloppe budgétaire « restauration » insuffisante compte tenu de la forte hausse des effectifs.
- Tous les soldats ne sont pas logés dans une caserne et sont donc difficiles à mobiliser très rapidement; certains corps n'ont aucune caserne; beaucoup de casernes sont vétustes; à l'intérieur du pays il n'existe aucune caserne
- Un suivi social peu effectif, seulement à Libreville mais pas en province

- Le passage du militaire de la vie active à la retraite pose toute une série de problèmes : manque d'information sur ce que sera la pension versée, dossiers qui tardent à être complets, manque d'accompagnement de la préparation de sa retraite, délai parfois long avant de toucher régulièrement sa pension, ...

ENJEUX

- Parvenir à redynamiser la pratique du sport dans l'ensemble des casernes
- Parvenir à respecter les textes, les engagements pris vis-à-vis des militaires en matière de vie du soldat
- Créer les conditions optimales assurant un moral élevé des troupes
- Créer les conditions de vie et de préparation à la retraite à travers la mise en place du fonds de pensions

RAPPEL DES OBJECTIFS STRATEGIQUES

OBJECTIF N°1 : Créer et faire des mess des lieux d'animation et de cohésion très largement fréquentés

OBJECTIF N°2 : Assurer un accompagnement social pour tout militaire où qu'il soit

OBJECTIF N°3 : Faire de la restauration un facteur de satisfaction pour le militaire

OBJECTIF N°4 : Rester l'hôpital de référence de la sous-région et viser une reconnaissance au niveau du continent, et cela en développant la formation d'une élite**.**

OBJECTIF N°5: Parvenir à rétablir la fourniture d'eau et d'électricité dans les casernes.

OBJECTIF N°6 : Mettre en place une politique de développement de l'accès à la propriété.

OBJECTIF N°7 : Offrir un service de qualité lors de la préparation et la mise à la retraite

AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE

OBJECTIF N° 1 : Créer et faire des mess des lieux d'animation et de cohésion très largement fréquentés

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des Résultats attendus

- Résultat annuel N°1 : procéder à la réhabilitation de 2 mess à Libreville et 01 à Mvengue
- Résultat annuel N°2 : procéder à la réhabilitation de 3 foyers à Libreville.

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel N°1 : aucun mess n'a été réhabilité en 2015, ni à Libreville ; ni à Mvengue
- Résultat annuel N°2 : aucun foyer n'a été réhabilité en 2015 à Libreville

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	Réalisé 2015	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision	2016 Cible PAP	Cible Echéance pluriannuelle
Nombre de mess réhabilités	Nombre	**0**	**0**	**2**	**0**	**- 2**	**//**	**4 (2018)**
Nombres de services préparés pour les mess réhabilités	Nombre	**0**	**0**	**9**	**0**	**- 2**	**//**	**15**
Nombres de foyers réhabilités	Nombre	**0**	**0**	**3**	**0**	**- 2**	**//**	**6(2018)**
Nombres de services préparés pour les foyers réhabilités	Nombre	**0**	**0**	**6**	**0**	**- 2**	**//**	**12**

Explication du niveau d'atteinte des résultats

Résultat annuel N°1 : aucun mess n'a été réhabilité en 2015, ni à Libreville ni à Mvengue.

Il était question de procéder à la finalisation de la réhabilitation des mess de l'armée de l'air à Libreville et à Mvengue et du mess de la Gendarmerie Nationale. Les fournisseurs ayant déjà largement préfinancé les travaux, ils n'ont plus engagé d'autres dépenses sur ces projets. Pour 2015, le montant total engagé a été de 140 250 000 FCFA pour les trois projets. A ce jour, aucun engagement n'a été payé.

Résultat annuel N°2 : aucun foyer n'a été réhabilité en 2015 à Libreville

Ce résultat consistait à la réhabilitation de 3 foyers au 1er RPG, au RCAS et au BRC. Aucun engagement n'a été fait pour cause d'indisponibilité des crédits.

OBJECTIF N°2 : Assurer un accompagnement social pour tout militaire où qu'il soit

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des Résultats attendus

- Résultat annuel N° 1 : parvenir à ce que chaque corps dispose de 2 assistants sociaux opérationnels en plus
- Résultat annuel N° 2 : parvenir à réaliser 5000 visites dans l'année par les travailleurs sociaux
- Résultat annuel N° 3 : avoir remis aux décideurs le dossier technico-financier de la création et la mise en place de la mutuelle

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel N° 1 : aucun assistant social n'a été recruté (non atteint)
- Résultat annuel N° 2 : 3200 visites ont été réalisées (partiellement atteint)
- Résultat annuel N° 3 : aucune procédure n'a été engagée (non atteint).

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	Réalisé2015	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision	2016 Cible PAP	Cible Echéance pluriannuelle
Nombre d'assistants sociaux recrutés	Nombre	NC	0	2	0	- 2	//	4 (2018)
Nombre de visites réalisées par les travailleurs sociaux	Nombre	NC	0	5000	1800	- 3200	//	12000
Taux d'avancement du dossier de création de la mutuelle	Nombre	0 %	0 %	0 %	0	0	//	//(2018)

Explication du niveau d'atteinte des résultats

Résultat annuel N° 1 : aucun assistant social n'a été recruté.

Les démarches entreprises auprès de l'Institut National de Formation en action Sociale et Sanitaire (INFASS) n'ont pas abouti, malgré les nombreuses correspondances.

Résultat annuel N° 2 : 1800 visites ont été réalisées.

Le résultat à atteindre était de 5000 visites réalisées dans l'année. Mais le non-paiement des dossiers engagés n'a pas permis aux assistantes sociales de remplir pleinement leur mission. Cependant, le chiffre de 1800 visites, soit 36% du résultat attendu permet tout de même de révéler la volonté de ces personnels quant à leur implication de progresser vers la cible.

Résultat annuel N° 3 : aucune procédure n'a été engagée.
Du fait de la non maitrise du dossier et de sa complexité, aucune démarche n'a été entreprise.

OBJECTIF N° 3 : Faire de la restauration un facteur de satisfaction pour le militaire

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des Résultats attendus

- Résultat annuel : Parvenir à nourrir 5251 militaires à 3000 f cfa par jour au cours des 365 jours de l'année 2015.

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel : aucun repas complet n'a été servi.

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	Réalisé2015	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision	2016 Cible PAP	Cible Echéance pluriannuelle
Nombre de repas complet servi (DO+GARDE)	Nombre	NC	0	Aucune	0	0	6 000	6 000 (2018)

Explication du niveau d'atteinte des résultats

Résultat annuel N°1 : aucun repas complet n'a été servi

Avec les moyens obtenus en 2015, soit 262 407 701 FCFA (15% du montant demandé), le programme a fonctionné avec le strict minimum.

La conséquence majeure de cette situation a donc été un nombre considérable d'abandons de poste pour personnels non nourris d'une part, et une dette accumulée chez les fournisseurs (pour nourrir les militaires) d'un montant de 1 800 000 000 FCFA.

OBJECTIF N°4 : Rester l'hôpital de référence de la sous-région et viser une reconnaissance au niveau du continent, et cela en développant la formation d'une élite.

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des Résultats attendus

- Résultat annuel N°1 : Mettre en place le pôle d'excellences des Urgences médico-chirurgicales ;
- Résultat annuel N°2 : Nombre d'intervention
- Résultat annuel N°3 : Mettre en place le pôle d'Urologie
- Résultat annuel N°4 : Nombre de consultation

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel N°1 : 0 % du taux d'avancement
- Résultat annuel N°2: 0 intervention en urgence médico-chirurgicale
- Résultat annuel N°3 : 0 % du taux d'avancement
- Résultat annuel N°4 : 0 consultation

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	Réalisé 2015	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision	2016 Cible PAP	Cible Echéance pluriannuelle
Taux d'avancement du pôle d'urgence médicochirurgicale	%	0	0	100	0	- 100	0	NC
Nombre d'interventions	Nombre	0	0	1000	0	- 1000	0	3000
Taux d'avancement du pôle d'urologie	%	0	0	100	0	-100	0	NC
Nombre de consultations	Nombre	0	0	1000	0	- 1000	0	6 000 (2018)

Explication du niveau d'atteinte des résultats

Résultat annuel N°1 : 0 % de taux d'avancement

La mise en place du pôle des urgences médico-chirurgicales n'a pas pu se faire du fait de la non acquisition des équipements qui lui étaient destinés.

Résultat annuel N°2 : 0 intervention

Du fait d'un plateau technique inadéquat, aucune intervention majeure n'a pu être réalisée.

Résultat annuel N°3 : 0 % du taux d'avancement.

La mise en place du pôle d'urologie n'a pas pu se faire du fait de la non acquisition des équipements qui lui étaient destinés.

Résultat annuel N°4 : 0 consultations pour le compte du pôle d'urologie.

OBJECTIF N°5 : Parvenir à rétablir la fourniture d'eau et d'électricité dans certaines casernes et disposer des études pour en faire de même dans d'autres.

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des Résultats attendus

- Résultat annuel N° 1 : rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cite KILIBA ;
- Résultat annuel N° 2 : rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité du PK 9 ;
- Résultat annuel N° 3 : rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 01 ;
- Résultat annuel N° 4 : rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 02 ;
- Résultat annuel N° 5 : rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité GENA OWENDO.

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel N° 1 : aucune avancé dans le projet de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cite KILIBA
- Résultat annuel N° 2 : aucune avancé dans le projet de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité du PK 9
- Résultat annuel N° 3 : aucune avancé dans le projet de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 01
- Résultat annuel N° 4 : aucune avancé dans le projet de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 02
- Résultat annuel N° 5 : aucune avancé dans le projet rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité GENA OWENDO.

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	Réalisé 2015	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision	2016 Cible PAP	Cible Echéance pluriannuelle
Taux de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cite KILIBA	%	NC	0	100	0	- 100	0	NC
Taux de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité du PK 9	%	NC	0	100	0	- 100	0	NC
Taux de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA	%	NC	0	100	0	- 100	0	NC
Taux de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 02	%	NC	0	100	0	- 100	0	NC
Taux de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité GENA OWENDO	%	NC	0	100	0	- 100	0	NC (2018)

Explication du niveau d'atteinte des résultats

Pour l'ensemble des projets cités-ci-dessus aucune avancée n'a pu être constatée en raison du fait qu'au 31.12.2015, les montants engagés n'ont pu être payés.

Résultat annuel N° 1 : aucune avancé dans le projet de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cite KILIBA ;

Résultat annuel N° 2 : aucune avancé dans le projet de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité du PK 9 ;

Résultat annuel N° 3 : aucune avancé dans le projet de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 01 ;

Résultat annuel N° 4 : aucune avancé dans le projet de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 02 ;

Résultat annuel N° 5 : aucune avancé dans le projet rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité GENA OWENDO.

OBJECTIF N°6: Mettre en place une politique de développement de l'accès à la propriété

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des Résultats attendus

- Résultat annuel : conduire la procédure d'obtention d'un lotissement à Libreville avant le 31/12/2015

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel : 40 % du travail a été réalisé

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	Réalisé 2015	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision	2016 Cible PAP	Cible Echéance pluriannuelle
Taux d'avance du dossier d'obtention d'un lotissement à Libreville	%	0	0	100%	40%	- 60 %	//	NC

Explication du niveau d'atteinte des résultats

Résultat annuel : 40 % du travail a été réalisé

Dans la conduite de la procédure d'acquisition du lotissement, le programme a entamé de nombreuses démarches. Celles-ci ont abouti à prendre contact avec une personne ressource qui nous a fait visiter un lotissement situé dans la zone de Ntoum. Les correspondances y afférentes ont été adressées à qui de droit mais le programme s'est retrouvé confronté à un problème de financement pour la suite de la procédure.

OBJECTIF N°7 : Offrir un service de qualité lors de la préparation et la mise à la retraite.

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des Résultats attendus

- Résultat annuel N° 1 : signer 03 conventions avec des organismes pouvant assurer des formations pour se réinsérer après la retraite
- Résultat annuel N° 2 : organiser une cérémonie de départ pour tout militaire partant à la retraite dans l'année
- Résultat annuel N° 3 : disposer d'un fichier exhaustif et à jour des anciens combattants post phase indépendance
- Résultat annuel N° 4 : disposer de la liste élargie et validé des emplois réservés

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel N° 1 : aucune convention n'a été signée
- Résultat annuel N° 2 : aucune cérémonie de départ à la retraite n'a été organisée
- Résultat annuel N° 3 : aucune démarche n'a été initiée dans le sens de l'obtention de ce fichier
- Résultat annuel N° 4 : aucune démarche n'a été initiée dans ce sens

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	Réalisé 2015	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision	2016 Cible PAP	Cible Echéance pluriannuelle
Nombre de conventions signées avec des organismes de formation professionnelle assurant des formations de reconversion.	nombre	0	0	100%	0	- 100	0	NC
Pourcentage des militaires partis à la retraite ayant eu une cérémonie de départ à la retraite.	%	0	0	100%	0	- 100	0	NC
Taux d'avancement du recensement des anciens combattants post phase d'indépendance.	%	0	0	100%	0	- 100	0	NC
Taux d'avancement du projet de décret étendant la liste des emplois réservés.	%	0	0	100%	0	- 100	0	NC
Nombre de conventions signées avec des organismes de formation professionnelle assurant des formations de reconversion.	nombre	0	0	100%	0	- 100	0	NC (2018)

Explication du niveau d'atteinte des résultats

Résultat annuel N° 1 : aucune convention n'a été signée.

Résultat annuel N° 2 : aucune cérémonie de départ à la retraite n'a été organisée

Résultat annuel N° 3 : aucune démarche n'a été initiée dans le sens de l'obtention de ce fichier

Résultat annuel N° 4 : aucune démarche n'a été initiée dans ce sens

La non atteinte des résultats de cet objectif est le fait de deux principaux facteurs :

- la non prise en main de l'objectif par le chef de file ;
- la complexité du travail à réaliser sur cet objectif.

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE

Actions et titres		*Autorisations d'engagement*			*Crédits de paiement*		
		AE ouvertes en LFR pour 2015 (a)	**AE engagés en 2015 (b)**	**Ecart (b) - (a)**	**CP ouverts en LFR pour 2015 (c)**	**CP consommés en 2015 (d)**	**Ecart (d) - (c)**
7.332.1	***Activités socioculturelles et sportives du soldat***	***350 280 000***	***1 153 735 000***	***803 455 000***	***350 280 000***	***1 153 735 000***	***803 455 000***
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 2. Dépenses de personnel	20 280 000	13 485 000	***-6 795 000***	20 280 000	13 485 000	***-6 795 000***
	Titre 3. Dépenses de biens et services	-	1 000 000 000	***1 000 000 000***	-	1 000 000 000	***1 000 000 000***
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 5. Dépenses d'investissement	330 000 000	140 250 000	***-189 750 000***	330 000 000	140 250 000	***-189 750 000***
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	**-**	-	-	**-**
7.332.2	***Santé militaire***	***3 429 928 200***	***2 889 816 326***	***-540 111 874***	***3 429 928 200***	***2 889 816 326***	***-540 111 874***
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 2. Dépenses de personnel	80 808 000	83 815 000	***3 007 000***	80 808 000	83 815 000	***3 007 000***
	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 616 790 100	2 408 154 236	***-208 635 864***	2 616 790 100	2 408 154 236	***-208 635 864***
	Titre 4. Dépenses de transfert	182 330 100	164 097 090	***-18 233 010***	182 330 100	164 097 090	***-18 233 010***
	Titre 5. Dépenses d'investissement	550 000 000	233 750 000	***-316 250 000***	550 000 000	233 750 000	***-316 250 000***
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	**-**	-	-	**-**
7.332.3	***Logement***	***65 100 000***	***27 667 500***	***-37 432 500***	***65 100 000***	27 667 500	***-37 432 500***
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 3. Dépenses de biens et services	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 5. Dépenses d'investissement	65 100 000	27 667 500	***-37 432 500***	65 100 000	27 667 500	***-37 432 500***
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	**-**	-	-	**-**
7.332.4	***Condition du militaire en retraite et anciens combattants***	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-
	Titre 3. Dépenses de biens et services	-	-	-	-	-	-
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-	-	-
	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
7.332	**Vie du soldat**	**3 845 308 200**	**4 071 218 826**	**225 910 626**	**3 845 308 200**	**4 071 218 826**	**225 910 626**
	Titre 1. Charges financières de la dette	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
	Titre 2. Dépenses de personnel	**101 088 000**	**97 300 000**	**-3 788 000**	**101 088 000**	**97 300 000**	**-3 788 000**
	Titre 3. Dépenses de biens et services	**2 616 790 100**	**3 408 154 236**	**791 364 136**	**2 616 790 100**	**3 408 154 236**	**791 364 136**
	Titre 4. Dépenses de transfert	**182 330 100**	**164 097 090**	**-18 233 010**	**182 330 100**	**164 097 090**	**-18 233 010**
	Titre 5. Dépenses d'investissement	**945 100 000**	**401 667 500**	**-543 432 500**	**945 100 000**	**401 667 500**	**-543 432 500**
	Titre 6. Autres dépenses	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

Explication des principaux écarts :

Programme : Vie du soldat

Titre 2 : Dépenses de personnel
Crédits ouverts en AE et CP= 101 088 000 FCFA
Crédits exécutés = 97 300 000 FCFA, soit 96 % de l'autorisation parlementaire.
Ecart = -3 788 000 FCFA
Réserve = 0 FCFA

Commentaire : l'écart de 3 788 000 FCFA s'explique essentiellement par la non mise à disposition de la totalité de la dotation budgétaire allouée à ce titre de dépense. Aucune réserve n'est applicable pour cette nature de dépense.

Titre 3: Dépenses de biens et services
Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 2 616 790 100 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 3 408 154 236FCFA, soit 130 % de l'autorisation parlementaire
Écart = 791 364 136 FCFA
Réserve = 392 518 515 FCFA

Commentaire : le dépassement de 791 364 136 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice du titre 2.

Titre 4: Dépenses de transfert
Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 182 330 100 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 164 097 090 FCFA, soit 90 % de l'autorisation parlementaire
Écart = -18 233 010 FCFA
Réserve = 18 233 010 FCFA

Commentaire : l'écart de 18 233 010 FCFA constaté correspond à la réserve obligatoire.

Titre 5: Dépenses d'investissement
Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 945 100 000 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 401 667 500 FCFA, soit 43% de l'autorisation parlementaire
Écart = -543 432 500 FCFA
Réserve = 141 765 000 FCFA

Commentaire : l'écart de 543 432 500 FCFA constaté est essentiellement lié à :
- à la réserve obligatoire de 141 765 000 FCFA qui n'a pas été levée en cours d'exercice ;
- à la non mise à disposition de 401 667 500 FCFA au bénéfice du programme.

Action N°1 : Activités socioculturelles et sportives du soldat

Titre 2 : Dépenses de personnel
Crédits ouverts en AE et CP = 20 280 000 FCFA
Crédits exécuté = 13 485 000 FCFA
Ecart = -6 795 000 FCFA
Réserve = 0 FCFA
Taux d'exécution : 66% de l'autorisation parlementaire

Commentaire : l'ensemble de la dotation au titre de la MONP n'a pas été entièrement liquidée au bénéfice de cette catégorie de personnel pour le compte de cette action en 2015, d'où le différentiel de 6 795 000 F CFA.

Titre 3: Dépenses de biens et services
Crédits ouverts en AE et CP = 0 FCFA
Crédits exécutés = 1 000 000 000 FCFA
Ecart = 1 000 000 000 FCFA
Réserve = 0 FCFA
Taux d'exécution : 100% de l'autorisation parlementaire

Commentaires : l'écart de 1 000 000 000 FCFA résulte d'un mouvement de crédit au bénéfice de l'action.

Titre 5: Dépenses d'investissement
Crédits ouverts en AE et CP = 0 FCFA
Crédits exécutés = 1 000 000 000 FCFA
Ecart = -189 750 000 FCFA
Réserve = 49 500 000 FCFA
Taux d'exécution : 43% de l'autorisation parlementaire

Commentaire : l'écart de 189 750 000 FCFA constaté est essentiellement lié à :
- à la réserve obligatoire de 49 500 000 FCFA qui n'a pas été levée en cours d'exercice ;
- à la non mise à disposition de 140 250 000 FCFA au bénéfice du programme.

Action N°2 : Santé militaire

Titre 2 : Dépense de personnel
Crédits ouverts en AE et CP = 80 808 000 FCFA
Crédits exécutés = 83 815 000 FCFA
Ecart = 3 007 000 FCFA
Réserve = 0 FCFA
Taux d'exécution : 104% de l'autorisation parlementaire

Commentaire : l'ensemble de la dotation au titre de la MONP a entièrement été liquidée au bénéfice de cette catégorie de personnel pour le compte de cette action en 2015, avec un dépassement de 3 007 000 F CFA.

Titre 3 : Dépenses de personnel
Crédits ouverts en AE et CP= 2 616 790 100 FCFA
Crédits exécutés = 2 408 154 236 FCFA
Ecart = -208 635 864 FCFA
Réserve = 130 839 505 FCFA
Taux d'exécution : 92% de l'autorisation parlementaire

Commentaire : l'écart de 208 635 864 FCFA englobe la réserve obligatoire pour un montant de 130 839 505 FCFA et un virement effectué au profit du programme soutien (à l'unité opérationnelle coordination des services) pour d'un montant de 77 796 359 FCFA.

Titre 4 : Dépenses de transfert
Crédits ouverts en AE et CP = 182 330 100 FCFA
Crédits exécutés = 164 097 090F CFA
Ecart = -18 233 010 FCFA
Réserve = 18 233 010 FCFA
Taux d'exécution : 90% de l'autorisation parlementaire

Commentaire : l'écart de 18 233 010 FCFA constaté correspond à la réserve obligatoire.

Titre 5 : Dépenses d'investissement
Crédits ouverts en AE et CP = 550 000 000 FCFA
Crédits exécutés = 233 750 000 F CFA
Ecart = -316 250 000 FCFA
Réserve = 82 500 000 FCFA
Taux d'exécution : 43% de l'autorisation parlementaire

Commentaire : l'écart de 316 250 000 FCFA constaté est essentiellement constitué de :
- la réserve obligatoire de 82 500 000 FCFA ;
- de la non mise à disposition, au bénéfice du programme, de la dotation globale de 233 750 000 FCFA.

.

Action N°3 Logement

Titre 5 : Dépenses d'investissement
Crédits ouverts en AE et CP = 65 100 000 FCFA
Crédits exécutés = 27 667 500 F CFA
Ecart = -37 432 500 FCFA
Réserve = 9 765 000 FCFA
Taux d'exécution : 43% de l'autorisation parlementaire

Commentaire : l'écart de 37 432 500 FCFA constaté est essentiellement constitué de :
- la réserve obligatoire de 9 765 000 FCFA ;
- de la non mise à disposition, au bénéfice du programme, de la dotation globale de 27 667 500 FCFA.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Numéro et intitulé du programme et de l'action		Crédits votés dans la LFR 2015 (a)	Mouvements : débit (b)	Mouvements : crédit (c)	Exécutions 2015 (d)
7.332	**Vie du soldat**	**3 845 308 200**	**-587 346 374**	**1 003 007 000**	**4 260 968 826**
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	101 088 000	-6 795 000	3 007 000	97 300 000
	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 616 790 100	-208 635 864	1 000 000 000	3 408 154 236
	Titre 4. Dépenses de transfert	182 330 100	-18 233 010	-	164 097 090
	Titre 5. Dépenses d'investissement	945 100 000	-353 682 500	-	591 417 500
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-

Explication des mouvements de crédits :

Le programme a reçu 1 003 007 000 FCFA de crédits supplémentaires en titre 3 (3 007 000 FCFA) et en titre 5 (1 000 000 000 FCFA).

Par ailleurs, les crédits disponibles en fin d'exercice d'un montant de 58 346 374 FCFA ont été redéployés dans la mission « provisions » dans le cadre des opérations de clôture. Toutefois, en cours d'année le programme a reçu un virement d'un montant de **1 948 464 819 FCFA** (non retracé dans ce tableau) en provenance d'autres programmes de la mission. Il s'agit de :

- Equipement des forces : 1 029 852 304 FCFA
- Préparation et emploi des forces : 711 619 220 FCFA
- Soutien à la politique de défense : 206 993 295 FCFA

Ces virements effectués au bénéficie du programme ont permis de prendre en charge les dépenses d'alimentation, de locations résidences et de l'office national des anciens combattants. En effet, lors de la répartition des crédits entre programmes, ces postes de dépenses n'avaient pas été budgétisés à hauteur des besoins exprimés lors de l'élaboration du budget. Vu l'importance que ces dépenses représentent, il a paru nécessaire de procéder à un réajustement des crédits entre programmes de la mission à hauteur de **1 948 464 819 FCFA**

En outre, en cours d'année le programme « Vie du soldat » a viré un montant de **77 796 361 FCFA** au bénéficie du programme « Pilotage et soutien » de la Mission *Défense*. Ces crédits ont été gérés par le poste comptable 0000 - Libreville Trésorerie principale de Libreville.

Transferts

Aucun transfert de crédits n'a été effectué.

Annulations

Aucune annulation de crédits n'a été effectuée.

ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS

TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL

Le programme « Vie du soldat » n'a pas bénéficié du titre 2 pour le compte de l'exercice budgétaire 2015.

TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES

	Crédits de titre 3 prévus dans la LF		Crédits de titre 3 consommés		Ecarts	
	AE (a)	CP (b)	AE (c)	CP (d)	AE (c-a)	CP (d-b)
ACTION 1 Activités socioculturelles et sportives du soldat	**-**	**-**	**1 000 000 000**	**1 000 000 000**	**1 000 000 000**	**1 000 000 000**
sport et accompagnement FAG		-	15 644 026	15 644 026	15 644 026	15 644 026
sport et accompagnement GENIE SANTE		-	7 375 000	7 375 000	7 375 000	7 375 000
sport et accompagnement GENA		-	15 500 000	15 500 000	15 500 000	15 500 000
Office national des anciens combattants		-	961 480 974	961 480 974	961 480 974	961 480 974
ACTION Santé Militaire	**2 616 790 100**	**2 616 790 100**	**2 408 154 236**	**2 408 154 236**	**- 208 635 864**	**- 208 635 864**
Planification de l'action sanitaire	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	-	-
Activités médicales au profit des militaires et des populations civiles	2 166 455 599	2 166 455 599	1 957 819 735	1 957 819 735	- 208 635 864	- 208 635 864
Enseignements médicaux	37 931 800	37 931 800	37 931 800	37 931 800	-	-
Alimentation des militaires	202 402 701	202 402 701	202 402 701	202 402 701	-	-
Alimentation des gendarmes	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	-	-
Total des crédits de titre 3 consommés	**2 616 790 100**	**2 616 790 100**	**3 408 154 236**	**3 408 154 236**	**791 364 136**	**791 364 136**

Commentaires relatifs à l'utilisation du Titre 3 en faisant ressortir les activités et les opérations individualisées

Action N°1 : activités socioculturelles et sportives du soldat

En 2015, cette action n'a pas bénéficié d'une inscription budgétaire dans la LFR. Toutefois, en application du mécanisme de fongibilité, elle a obtenu une mise à disposition de 1 000 000 000 FCFA. La réserve ayant déjà été appliquée, c'est ce montant qui a été exécuté.

Cette action comprend quatre(4) grandes activités à savoir :

- sport et accompagnement FAG ;
- sport et accompagnement GENIE/ SANTE ;
- sport et accompagnement GENA ;
- Office national des anciens combattants.

Les Forces Armées Gabonaises (FAG) ont bénéficié de crédits pour les questions liées à la pratique du sport et à l'accompagnement social pour un montant de 15 644 026 FCFA. Le Génie Militaire et la Santé militaire ont bénéficié des crédits pour les questions liées à la pratique du sport et à l'accompagnement social pour un montant de 7 375 000 FCFA.

La Gendarmerie Nationale a bénéficié de crédits pour les questions liées à la pratique du sport et à l'accompagnement social pour un montant de 15 500 000 FCFA.

L'office National des Anciens Combattants a bénéficié en 2015 d'une dotation de 961 480 974 FCFA.

Pour cet objectif, comme nous l'avons indiqué plus haut, l'écart que nous pouvons constater ici est positif du fait des mouvements de fongibilité et des transferts effectués au profit du programme.

ACTION 2 : Santé Militaire.

Cette action a bénéficié d'une inscription en 2015 de 2 616 790 100 FCFA. Sur ce montant, 2 616 790 100 FCFA ont été exécutés par le contrôleur budgétaire.

La planification de l'action sanitaire a bénéficié d'une dotation de 150 000 000 FCFA, ce montant a été exécuté par le contrôleur budgétaire. Mais seulement 98 752 041 FCFA, soit 66 % du montant consommé ont été payés. Ce montant a permis de subvenir aux besoins de la Direction Générale du Service de Santé Militaire (DGSSM) à hauteur de 89 752 041 FCFA, aux infirmeries à hauteur de 2 000 000 FCFA et au Service Médical d'Urgence et de Réanimation des Armées (SMURA) à hauteur de 7 000 000 FCFA.

Les activités médicales au profit des populations militaires et civiles ont bénéficié d'une couverture de crédits de 1 957 819 735 FCFA. Ce montant a permis de subvenir aux dépenses relatives à la partie administrative pour 104 000 000 FCFA, à la papeterie pour 10 000 000 FCFA, aux personnels pour 131 260 000 FCFA, à la pharmacie pour 142 453 303 FCFA, à la radiologie pour 8 700 000 FCFA, à la banque de sang pour 7 728 172 FCFA, à la dialyse pour 41 640 521 FCFA, à l'anathopathologie pour 6991 412 FCFA et à la Direction des Affaires Médicales et à la Qualité des Soins pour 134 270 074 FCFA.

Les enseignements médicaux ont bénéficiés d'une inscription en 2015 de 37 931 800 FCFA. Ce montant a été exécuté en totalité. Ces crédits ont servi à la formation continue et la prise charge de nos médecins et de ceux de l'Afrique francophone.

En ce qui concerne l'alimentation du militaire et du gendarme, un montant de 262 407 701 FCFA a pu être inscrit pour l'année 2015 grâce aux virements dont a bénéficié le programme. Cette dotation a permis de satisfaire aux besoins alimentaires des hommes en uniforme.

ACTION 3 : Logement.

Cette action n'a pas fait l'objet d'une inscription en LFR pour le compte du titre 3

TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS

Actions	Crédits de titre 4 prévus dans la LF		Crédits de titre 4 consommés		Ecarts	
	AE (a)	CP (b)	AE (c)	CP (d)	AE (c-a)	CP (d-b)
ACTION 2	**182 330 100**	**182 330 100**	**164 097 090**	**164 097 090**	**- 18 233 010**	**- 18 233 010**
Santé Militaire	127 833 098	127 833 098	109 600 088	109 600 088	- 18 233 010	- 18 233 010
Génie militaire	3 730 942	3 730 942	3 730 942	3 730 942	-	-
Armée de Terre	918 423	918 423	918 423	918 423	-	-
Aviation Légère des Armées	2 643 431	2 643 431	2 643 431	2 643 431	-	-
Armée de l'Air	5 446 631	5 446 631	5 446 631	5 446 631	-	-
Marine Nationale	6 129 530	6 129 530	6 129 530	6 129 530	-	-
Gendarmerie Nationale	35 628 045	35 628 045	35 628 045	35 628 045	-	-
Total des crédits de titre 4 consommés	**182 330 100**	**182 330 100**	**164 097 090**	**164 097 090**	**- 18 233 010**	**- 18 233 010**

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 4 en faisant sortir les différents types de transferts et de bénéficiaires :

Le montant des transferts accordé au programme pour l'exercice budgétaire 2015 a servi au paiement des frais de scolarité, des bourses des personnels admis en stage et des cotisations internationales du ministère de la Défense.

Ainsi, pour une inscription budgétaire de 182 330 100 FCFA en titre 4, l'exécution s'est faite à hauteur de 69 552 040 FCFA. En effet, le paiement ne s'est pas fait à proportion des engagements effectués à hauteur de 164 097 090 FCFA.

NB : ces crédits ont été domiciliés à l'Agence comptable des hôpitaux militaires.
Les crédits de transferts affectés à la Santé Militaire, soit 109 600 088 FCFA ont servi au paiement des bourses à hauteur de 1 800 000 FCFA, des cotisations aux organismes internationaux à hauteur de 4 800 000 FCFA et les frais de scolarité à hauteur de 103 000 088 FCFA.

Pour les autres forces de défense, les crédits de transferts ont été répartis comme suite l'Armée de terre a bénéficié de 918 000 FCFA pour les frais de scolarité et l'Aviation Légère des Armées de 2 643 431 FCFA pour les frais de scolarité à l'INJS et au CFPP Basile Ondimba. L'Armée de l'Air a pu obtenir 5 446 631 FCFA pour le règlement des frais de scolarité. La Gendarmerie Nationale a reçu des crédits pour le règlement des frais de stage, soit 6 129 530 FCFA.

TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Actions	Crédits de titre 5 prévus dans LF		Crédits de titre 5 consommés		Ecarts	
	AE (a)	CP (b)	AE (c)	CP (d)	AE (c-a)	CP (d-b)
ACTION 1 activités socioculturelles et sportives	**330 000 000**	**330 000 000**	**207 730 290**	**207 730 290**	**- 122 269 710**	**- 122 269 710**
Réhabilitation du mess de l'Armée de l'Air à Libreville	143 241 679	143 241 679	67 480 290	67 480 290	- 75 761 389	- 75 761 389
Réhabilitation du mess de l'Armée de l'Air à Mvengue	150 000 000	150 000 000	127 500 000	127 500 000	- 22 500 000	- 22 500 000
Travaux de Finition du mess de la Gendarmerie Nationale	36 758 321	36 758 321	12 750 000	12 750 000	- 24 008 321	- 24 008 321
ACTION 2 sante militaire	**550 000 000**	**550 000 000**	**233 750 000**	**233 750 000**	**- 316 250 000**	**- 316 250 000**
Urgences médicochirurgicales	85 000 000	85 000 000	85 000 000	85 000 000	-	-
Urologie	265 000 000	265 000 000	85 000 000	85 000 000	- 180 000 000	- 180 000 000
Equipement médico-technique	200 000 000	200 000 000	63 750 000	63 750 000	- 136 250 000	- 136 250 000
ACTION 3 LOGEMENT	**65 100 000**	**65 100 000**	**27 667 500**	**27 667 500**	**- 37 432 500**	**- 37 432 500**
Adduction en eau et électricité de la BA 01	20 000 000	20 000 000	9 467 500	9 467 500	- 10 532 500	- 10 532 500
Adduction en eau et électricité de la BA 02	30 000 000	30 000 000	10 000 000	10 000 000	- 20 000 000	- 20 000 000
Acquisition d'un Gyrobroyeur	12 000 000	12 000 000	5 100 000	5 100 000	- 6 900 000	- 6 900 000
Finition des travaux d'adduction d'eau à KILIBA	3 100 000	3 100 000	3 100 000	3 100 000	-	-
Total des crédits de titre 5 consommés	**945 100 000**	**945 100 000**	**469 147 790**	**469 147 790**	**- 475 952 210**	**- 475 952 210**

<u>Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 5 en faisant sortir les différents projets de développement et d'équipement</u> :

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 945 100 000 FCFA
Crédits exécutés = 401 667 500 F CFA
Ecart = -543 432 500 FCFA
Réserve = 141 765 000 FCFA
Taux d'exécution : 43% de l'autorisation parlementaire

Commentaire : l'écart de 543 432 500 FCFA constaté est essentiellement lié à :

- à la réserve obligatoire de 141 765 000 FCFA qui n'a pas été levée en cours d'exercice ;
- à la non mise à disposition de 401 667 500 FCFA au bénéfice du programme.

Le taux d'exécution en dessous de 50% n'a pas permis de réaliser et / ou d'entamer certain projets d'envergure. Le manque à gagner de 543 432 500 FCFA a été très rédhibitoire pour le programme.

Toutefois, les projets tels que « **Urgences médicochirurgicales »** et « **urologie »** ont connu un début de mise en œuvre. Mais, beaucoup reste encore à faire pour conduire ces projets à l'achèvement.

PROGRAMME PILOTAGE ET SOUTIEN

BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME

PERIMETRE DU PROGRAMME

Le programme Pilotage et Soutien regroupe tous les crédits alloués au fonctionnement suivant :

1. Cabinet du Ministre
2. Secrétariat Général
3. Contrôle Général des Forces de Défense
4. Gouvernorat Militaire de la Place de Libreville
5. Inspections Générale
6. Attachés de Défense
7. Prytanée Militaire
8. Ecole d'état-major

La mission Pilotage et Soutien est essentiellement portée sur :

1. La conduite et pilotage de la politique de défense
2. La gestion des ressources humaines
3. La gestion des ressources financières et matérielles

Enfin le programme Pilotage et Soutien de la Défense Nationale est piloté par le Secrétaire Général du Ministère de la Défense **le Vice-Amiral d'Escadre Gabriel MALLY HODJOUA**

PRESENTATION DES ACTIONS

Le Programme Pilotage et Soutien comprend deux (2) actions

ACTION N° 1 : Pilotage de la stratégie ministérielle

Cette action est dévolue au Cabinet du Ministre, chargé de la conception et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de défense nationale, en concertation avec les autres administrations concernées.

ACTION N° 2 : Coordination administrative

Cette action vise la coordination de l'ensemble des activités des programmes métiers des Forces de défense. Elle permet aussi d'assurer la gestion des attributions déléguées par le Ministre de la Défense Nationale au Secrétariat Général. La mise en œuvre de cette action est du ressort du Secrétaire Général.
Outre les services traditionnels du Secrétariat Général, cette action intègre également les missions militaires (09) auprès des Chancelleries accréditées à l'étranger et le Prytanée Militaire de Libreville.

CADRAGE STRATEGIQUE

PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

- Le Ministre de la Défense Nationale à l'instar des autres ministères sectoriels à fait l'objet d'une démarche de performance ponctuée par la production entre autres d'un état des lieux. De ce dernier, il ressort qu'au cours des trois dernières années (2010, 2011,2012) un recrutement massif à eu lieu, d'où la nécessité aujourd'hui de bien gérer ce supplément d'effectif (3300 personnes).

- Les prochaines années vont être marquées par un certains nombres de départs, ce qui nécessite de préparer la relève.

- La fonction support est fortement interpellée pour faire réussir les grandes réformes à l'instar de la BOP et la nouvelle GRH en tenant compte lorsque cela est nécessaire, des spécificités liées à la fonction militaire.

- La nécessité de mettre à la disposition des services administratifs des bâtiments adaptés et fonctionnels.

ENJEUX

- Faire évoluer notre capacité de gestion des crédits et des ressources humaines en s'impliquant fortement dans l'appropriation et la mise en œuvre de réformes, en tenant compte des spécialités liées au Département de la Défense Nationale.

- Mettre à la disposition des programmes métiers des Services offrant une gamme de prestations élargie répondant à leurs besoins.

RAPPEL DES OBJECTIFS STRATEGIQUES

OBJECTIF STRATEGIQUE N°1 : Réussir la mise en œuvre de la BOP au niveau du Ministère

OBJECTIF STRATEGIQUE N°2 : Réussir la mise en œuvre du plan de Développement des ressources humaines au niveau du Ministère en tenant compte des spécificités des métiers des armes

OBJECTIFSTRATEGIQUE N°3 : Faire du Prytanée Militaire de Libreville, un pôle d'excellence au niveau national et régional

OJECTIFSTRATEGIQUE N°4 : Développer des coopérations actives avec des pays pouvant aider à l'équipement des Forces et à la formation des militaires

OBJECTIF STRATEGIQUE N°5 : Parvenir à faire acquérir les compétences d'assistant à un minimum de secrétaires

AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE

OBJECTIF STRATEGIQUE N°1 : Réussir la mise en œuvre de la BOP au niveau du Ministère

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- Résultat annuel : atteindre les 95 % de taux d'engagement des crédits de fonctionnement et d'investissement au niveau du programme Pilotage et Soutien de la Défense

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel : 99% des crédits de fonctionnement et d'investissement ont été engagés au niveau du programme Pilotage et Soutien de la Défense

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	2015 Réalisé	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision)	2016 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux d'engagement des crédits de fonctionnement et d'investissement	%	NC	NC	95	99	+4	95	100

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

- Résultat annuel : 99% des crédits de fonctionnement et d'investissement ont été engagés au niveau du programme Pilotage et Soutien de la Défense

Le taux est largement au-dessus de la prévision initiale. Ceci s'explique par le fait que l'arrêté désignant la chaîne managériale a été signé dans les délais impartis. En outre, les fiches d'habilitation ont été mises à disposition à temps. Ceci a permis aux différentes entités liées au Secrétariat Général d'engager l'ensemble de leur dotation conformément au calendrier budgétaire en suivant le rythme de consommation prévu.

OBJECTIF STRATEGIQUE N°2 : Réussir la mise en œuvre du plan de Développement des ressources humaines au niveau du Ministère en tenant compte des spécifiés des métiers des armes

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- Résultat annuel N°1 : disposer de la fiche de description de poste actuelle de chaque agent ;
- Résultat annuel N°2 : élaborer un référentiel en organisation ;
- Résultat annuel N°3 : élaborer une carte des métiers de la Défense Nationale.

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel N°1 : aucune fiche de description de poste n'a été établie
- Résultat annuel N°2 : aucun référentiel n'a été élaboré
- Résultat annuel N°3 : aucune carte des métiers de la Défense Nationale n'a été élaborée

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	2015 Réalisé	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision)	2016 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux de couverture des postes ayant fait l'objet d'une description de poste	%	NC	Aucune	90	0	-90	90	100 (2018)
Taux d'avancement de la démarche d'élaboration du référentiel en organisation.	%	NC	Aucune	80	0	-80	80	100 (2018)
Taux d'avancement de la démarche d'élaboration de la carte des métiers	%	NC	Aucune	80	0	-80	80	100 (2018)

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

- Résultat annuel N°1 : Disposer de la fiche de description de poste actuelle de chaque agent (non atteint)

Aucun poste n'a pu faire l'objet d'une description pour cause de non recensement des postes existant. Ce recensement n'a pas été fait car après plusieurs réunions mensuelles de coordination avec les DPC des corps et la constitution des équipes de travail dans chaque DPC, il ressort deux problèmes majeurs :

- l'absence du matériel informatique pour faciliter le travail dans certains corps (maîtrise des effectifs) ;
- l'absence des agents ayant la maîtrise de l'outil informatique.

Ces problèmes sont très prononcés à l'Armée de Terre.

- Résultat annuel N°2 : Elaborer un référentiel en organisation

Le référentiel en organisation n'a pas été élaboré par manque de maîtrise des effectifs réels par les corps.

OBJECTIFSTRATEGIQUE N°3 : Faire du Prytanée Militaire de Libreville, un pôle d'excellence au niveau national et régional

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- Résultat annuel N°1 : projet de recrutement de cinq (5) experts enseignants dans les matières fondamentales, puis recycler 20 enseignants : maths, sciences physiques, SVT, anglais et français

- Résultat annuel N°2 : redynamiser les partenariats actuels et rechercher de nouveaux partenariats

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel N°1 : Aucun (0) expert enseignant dans les matières fondamentales (maths, sciences physiques, SVT) n'a été recruté. Aucun (0) expert enseignant : maths, sciences physiques, SVT, anglais et français) n'a été recyclé

- Résultat annuel N°2 : 4 partenariats Redynamiser (Sénégal, Mali, Benin et Guinée Conakry) et 2 nouveaux créés (Burkina et Cote d'ivoire)

Indicateurs

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	2015 Réalisé	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision)	2016 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux d'avancement du projet de recrutement des enseignants experts	%	NC	Aucune	100	0	-100	//	Aucune
Taux d'évolution du projet de partenariat	%	NC	Aucune	70	70	0	//	Aucune
Nombre des enseignants recyclés	nombre	NC	Aucune	20	0	-20	//	10

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultat annuel N°1 : Dans notre plan d'action, le recrutement des cinq (5) experts enseignants était conditionné par la mise en place d'une rallonge budgétaire dans la LFR pour le paiement des vacations. Cette rallonge n'a jamais été octroyée.

Pour ce qui est du recyclage, le fait de n'avoir pas pu recruter les 5 experts enseignants a conduit à ce qu'aucun (0) enseignant dans les matières prévues (maths, sciences physiques, SVT, anglais et français) n'a été recyclé.

Résultat annuel N°2 : Certes, les échanges entre les missions militaires accréditées au Gabon de certains pays ami (Sénégal, Mali, Benin et Guinée Conakry) et le prytanée, ont permis de redynamiser les partenariats existants. Cependant, s'agissant du lycée militaire d'Autun, aucun contact n'a pu être établi cette année pour cause de budget insuffisant.

Dans une dynamique d'ouverture, 2 nouveaux partenariats avec le Burkina et la Cote d'ivoire ont vu le jour

OBJECTIFSTRATEGIQUE N°4 : Développer des coopérations actives avec des pays pouvant aider à l'équipement des Forces et à la formation des militaires

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- Résultat annuel N°1 : augmenter de 59 places la formation initiale d'officiers
- Résultat annuel N°2 : augmenter de 200 places les formations spécialisées

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel N°1 : 27 places pour la formation initiale d'officiers
- Résultat annuel N°2 : 167 places pour les formations spécialisées

Indicateurs

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	2015 Réalisé	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision)	2016 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Nombre de places de formation initiale d'officiers	nombre	NC	NC	59	27	32	59	Aucune
Taux d'avancement de la démarche de recherche de places de formation initiale d'officiers	%	NC	NC	NC	//	Aucune	Aucune	Aucune
Nombre de places de formation pour des métiers de spécialistes	nombre	NC	NC	200	167	33	150	Aucune
Taux d'avancement de la démarche de recherche de places de formation des métiers de spécialistes	%	NC	NC	NC	//	Aucune	Aucune	Aucune

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

- Résultat annuel N°1 : ce résultat n'a pas été atteint pour les raisons suivantes :

- Malgré le développement de nouvelles coopérations avec des nouveaux partenaires (Corée, Turquie, Allemagne, Egypte, Madagascar), le nombre de places offertes demeure limité dû à la multitude de pays à satisfaire ;
- Certains pays partenaires exigent une prise en charge (titre de transport) ;
- La barrière de langues (apprendre une langue étrangère : arabe, allemand en quatre (4), six (6) ou neuf (9) mois, avant la formation initiale d'officiers) engendre des coûts supplémentaires ne pouvant pas être pris en compte sur le plan budgétaire ;
- La non formalisation des accords de coopération avec les pays partenaires.

- Résultat annuel N°2 : malgré la multitude et la diversité des stages offerts par nos meilleurs partenaires, leurs offres restent toujours insuffisantes.

OBJECTIF STRATEGIQUE N°5 : Parvenir à faire acquérir les compétences d'assistant à un minimum de secrétaires

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- Résultat annuel N°1 : recenser les assistants ayant le profil
- Résultat annuel N°2 : élaborer, puis signer une convention avec l'IUSO (école de référence) en vue de former nos secrétaires

Résultats annuels effectivement atteints

- Résultat annuel N°1 : 88 assistants ayant le profil ont été recensées

- Résultat annuel N°2 : la convention avec l'IUSO n'a pas été finalisée

Indicateurs

Intitulé	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP	2015 Réalisé	Ecart 2015 (Réalisé - Prévision)	2016 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Nombre d'assistants évalués comme étant qualifiés	nombre	NC	Aucune	100	88	-12	//	Aucune
Taux d'avancement du projet de l'élaboration de la convention avec l'IUSO pour la formation des assistants	%	NC	Aucune	95	50	-45	//	Aucune

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

- Résultat annuel N°1 : 88 assistants ayant le profil ont été recensés au cours de l'année 2015
- Résultat annuel N°2 : l'IUSO (école de référence) nous a clairement signifié qu'une convention pouvait être signée. Une formation « à la carte » nous est proposée. En effet, la formation d'assistants s'étale sur trois (3) ans ; contrairement à la formation à la carte qui peut ne durer qu'un (1) an.

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE

Actions et titres		*Autorisations d'engagement*			*Crédits de paiement*		
		AE ouvertes en LFR pour 2015 (a)	**AE engagés en 2015 (b)**	**Ecart (b) - (a)**	**CP ouverts en LFR pour 2015 (c)**	**CP consommés en 2015 (d)**	**Ecart (d) - (c)**
7.339.1	***Pilotage de la stratégie ministérielle***	***64 969 846 796***	***416 288 956***	***-64 553 557 840***	***64 969 846 796***	***416 288 956***	***-64 553 557 840***
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 2. Dépenses de personnel	64 564 390 000	31 105 000	***-64 533 285 000***	64 564 390 000	31 105 000	***-64 533 285 000***
	Titre 3. Dépenses de biens et services	405 456 796	385 183 956	*-20 272 840*	405 456 796	385 183 956	*-20 272 840*
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	**-**	-	-	**-**
7.339.2	***Coordination administrative***	***2 091 765 679***	***10 523 167 215***	***8 431 401 536***	***2 091 765 679***	***10 523 167 215***	***8 431 401 536***
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	**-**	-	-	**-**
	Titre 2. Dépenses de personnel	185 170 000	173 466 250	*-11 703 750*	185 170 000	173 466 250	*-11 703 750*
	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 700 000 000	6 620 397 801	*4 920 397 801*	1 700 000 000	6 620 397 801	*4 920 397 801*
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	16 500 000	*16 500 000*	-	16 500 000	*16 500 000*
	Titre 5. Dépenses d'investissement	206 595 679	3 712 803 164	*3 506 207 485*	206 595 679	3 712 803 164	*3 506 207 485*
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	**-**	-	-	**-**
7.339	**Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale**	**67 061 612 475**	**10 939 456 171**	**-56 122 156 304**	**67 061 612 475**	**10 939 456 171**	**-56 122 156 304**
	Titre 1. Charges financières de la dette	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
	Titre 2. Dépenses de personnel	**64 749 560 000**	**204 571 250**	**-64 544 988 750**	**64 749 560 000**	**204 571 250**	**-64 544 988 750**
	Titre 3. Dépenses de biens et services	**2 105 456 796**	**7 005 581 757**	**4 900 124 961**	**2 105 456 796**	**7 005 581 757**	**4 900 124 961**
	Titre 4. Dépenses de transfert	**-**	**16 500 000**	**16 500 000**	**-**	**16 500 000**	**16 500 000**
	Titre 5. Dépenses d'investissement	**206 595 679**	**3 712 803 164**	**3 506 207 485**	**206 595 679**	**3 712 803 164**	**3 506 207 485**
	Titre 6. Autres dépenses	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

<u>Explication des principaux écarts</u> :

Titre 2 : Dépense de personnel

Crédits ouverts en AE et CP= 64 749 560 000 FCFA
Crédits exécutés = 204 571 250 FCFA soit 0 % de l'autorisation parlementaire
Ecart = -64 544 988 750 FCFA
Réserve = 0 FCFA

Commentaire : l'écart 64 544 988 750 FCFA correspond à l'exécution de la solde permanente des militaires. Aucune réserve n'est applicable pour cette nature de dépense.

Titre 3 : Dépenses de biens et services

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015= 2 105 456 796 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 7 005 581 757 FCFA soit 333% de l'autorisation parlementaire
Écart = 4 900 124 961 FCFA
Réserve = 105 272 840 FCFA

Commentaire : le dépassement de 4 900 124 961 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice du programme

Titre 4 : Dépenses de transfert

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015= 0 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 16 500 000 FCFA soit 333% de l'autorisation parlementaire
Écart = 16 500 000 FCFA
Réserve = 0

Commentaire : l'écart de = 16 500 000 FCFA constaté est essentiellement lié à une opération de fongibilité à l'intérieur du programme en cours d'exercice.

Titre 5 : Dépenses d'investissement

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015= 206 595 679 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 3 712 803 164 FCFA soit 1 797 % de l'autorisation parlementaire
Écart = 3 506 207 485 FCFA
Réserve = 30 989 352 FCFA

Commentaire : le dépassement de 3 506 207 485 FCFA constaté est essentiellement lié à des mouvements de crédits au bénéfice du programme

Action 1 : Pilotage de la stratégie ministérielle :

Commentaires : l'écart de 543 432 500 FCFA constaté est essentiellement lié à :
- la réserve obligatoire de 141 765 000 FCFA non levée en cours d'exercice ;
- la non mise à disposition de 401 667 500 FCFA au bénéfice de l'action.

Titre 2 : Dépense de personnel

Crédits ouverts en AE et CP= 64 564 390 000 FCFA
Crédits exécuté = 31 105 000 FCFA
Ecart = -64 533 285 000 FCFA
Réserve = 0 FCFA
Taux d'exécution : 0% de l'autorisation parlementaire

Commentaire : l'écart de 64 533 285 000 FCFA est lié essentiellement à la solde permanente des militaires qui a été en totalité payée.

Titre 3 : Dépenses de biens et services

Crédits ouverts en AE et CP= 405 456 796 FCFA
Crédits exécuté = 385 183 956 FCFA
Ecart = -20 272 840 FCFA
Réserve = 20 272 840 FCFA
Taux d'exécution : 95% de l'autorisation parlementaire

Commentaire : l'écart de 20 272 840 FCFA correspond au montant de la réserve obligatoire non levée.

Action2 : Coordination administrative :

Titre 2 : Dépense de personnel

Crédits ouverts en AE et CP= 185 170 000 FCFA
Crédits exécuté = 173 466 250 FCFA
Ecart = -11 703 750 FCFA
Réserve = 0 FCFA
Taux d'exécution : 94% de l'autorisation parlementaire

Commentaire : l'écart de 11 703 750 FCFA est lié essentiellement à la surévaluation de l'enveloppe budgétaire des crédits de la MONP.

Titre 3 : Dépenses de biens et services

Crédits ouverts en AE et CP= 1 700 000 000 FCFA
Crédits exécuté = 6 620 397 801 FCFA
Ecart = 4 920 397 801 FCFA
Réserve = 85 000 000 FCFA
Taux d'exécution : 389% de l'autorisation parlementaire

Commentaire : le dépassement de 4 920 397 801 FCFA est dû à des mouvements de crédits au bénéfice du programme.

Titre 4. Dépenses de transfert

Crédits ouverts en AE et CP= 0 FCFA
Crédits exécuté = 16 500 000 FCFA
Ecart = 16 500 000 FCFA
Réserve = 0 FCFA

Commentaire : le dépassement de 16 500 000 FCFA est la conséquence d'un mouvement de fongibilité à l'intérieur de l'UO Prytanée Militaire au pour le paiement des bourses.

Titre 5. Dépenses d'investissement

Crédits ouverts en AE et CP= 206 595 679 FCFA
Crédits exécuté = 3 712 803 164 FCFA
Ecart = 3 506 207 485 FCFA
Réserve = 30 989 352 FCFA
Taux d'exécution : 1797% de l'autorisation parlementaire

Commentaire : le dépassement de 3 506 207 485 FCFA est dû à des mouvements de crédits au bénéfice du programme.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Numéro et intitulé du programme et de l'action		Crédits votés dans la LFR 2015 (a)	Mouvements : débit (b)	Mouvements : crédit (c)	Exécutions 2015 (d)
7.339	Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	67 061 612 475	-64 565 261 590	8 443 105 286	10 939 456 171
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	64 749 560 000	-64 544 988 750	-	204 571 250
	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 105 456 796	-20 272 840	4 920 397 801	7 005 581 757
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	16 500 000	16 500 000
	Titre 5. Dépenses d'investissement	206 595 679	-	3 506 207 485	3 712 803 164
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-

Explication des mouvements de crédits :

Le programme a reçu 8 443 105 286 FCFA de crédits supplémentaires en titre 3 (4 920 397 801 FCFA), et en titre 5 (3 506 207 485 FCFA). Toutefois, en cours d'année le programme a reçu un virement d'un montant global de 477 895 751 FCFA (non retracé dans ce tableau) en provenance d'autres programmes de la mission. Il s'agit de :

- 77 796 361 FCFA provenant du programme Vie du soldat,
- 172 872 699 FCFA provenant du programme Préparation et emploi des Forces
- 227 226 691 FCFA provenant du programme Equipement des forces

Le montant de 16 500 000 FCFA en titre 4 retrace l'opération de fongibilité effectuée par le responsable du programme afin d'assurer le paiement des bourses du. Prytanée Militaire. Ce montant est déduit de l'enveloppe globale des crédits du titre 3 reçus par le programme.

Par ailleurs, les crédits disponibles en fin d'exercice d'un montant de 64 565 261 590 FCFA ont été redéployés dans la mission « provisions » dans le cadre des opérations de clôture.

Annulations

Aucune annulation de crédits n'a été effectuée en 2015.

Reports

Pas de report pour le programme en 2015

EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT ET DES OPERATEURS

EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT

Emplois de l'administration	Effectifs au 31 décembre 2013	Effectifs au 31 décembre 2014	Effectifs au 1er janvier 2015	Mouvements d'effectifs en 2015			Effectifs au 31.12. 2015
				Sorties	Entrées	Ecart (entrées - sorties)	
Officiers généraux	NC	**52**	**52**	**0**	**1**	**1**	**53**
Officiers	NC	**1 475**	**1 475**	**0**	**251**	**251**	**1 726**
Permanents	NC	1 475	**1 475**	0	251	251	1 726
Non permanents	NC	0	0	0	0	0	0
Sous-officiers	NC	**12 037**	**12 037**	**0**	**172**	**172**	**12 209**
Permanents	NC	12 037	**12 037**	0	172	172	12 209
Non permanents	NC	0	0	0	0	0	0
MDR	**NC**	**7 897**	**7 897**	**0**	**323**	**323**	**8 220**
Permanents	NC	**7 897**	**7 897**	0	323	323	8 220
Non permanents	NC	0	0	0	0	0	0
Agents sur solde indiciaire (Cat A + B + C)	**NC**	**21 409**	**21 409**	**0**	**746**	**746**	**22 155**
Main d'œuvre non permanente	**NC**	**152**	**152**	**0**	**0**	**0**	**152**
Total pour les emplois de l'administration au niveau du programme	**NC**	**21 561**	**21 561**	**0**	**746**	**746**	**22 307**

Explication des évolutions :

La période allant de 2010 à 2012 à vue les Forces de défense ont bénéficié de 9300 postes budgétaires.
Année 2010 : 449
Année 2011 : 1526
Année 2012 : 2346

Au total sur les 9300 militaires à recruter durant cette période, seuls 4321 ont été recrutés. Les raisons sont liées à l'insuffisance des structures de formation et des budgets liés à la formation.

Toutefois, les recrutements se sont prolongés jusqu'à l'année 2015 avec les quotas suivants :
Année 2013 : 3080
Année 2014 : 1760
Année 2015 : 746

Durant la période allant de 2013 à 2015 5586 recrutements ont été effectués, soit un total de 9907depuis l'année 2010.

La différence de 607 postes budgétaires (9907-9300) correspond au recrutement par remplacement numérique.

EVOLUTION DES EMPLOIS DES OPERATEURS

Opérateur :

Le programme n’a pas d’opérateurs

ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS

TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL

	Crédits de titre 2 prévus dans la LF		Crédits de titre 2 consommés		Ecarts	
	AE (a)	CP (b)	AE (c)	CP (d)	AE (c-a)	CP (d-b)
Masse salariale des emplois de l'administration	64 564 390 000	64 564 390 000	64 564 390 000	64 564 390 000	0	0
Masse salariale de la Main d'œuvre Non Permanente (MONP)	31 105 000	31 105 000	31 105 000	31 105 000	0	0
Total des crédits de titre 2 consommés	**64 595 495 000**	**64 595 495 000**	**64 595 495 000**	**64 595 495 000**	**0**	**0**

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 2 :

La dotation budgétaire allouée au titre 2 (dépenses de personnel) pour un montant de 64 564 390 000 FCFA représente la solde des personnels miliaires. La particularité de la mission *défense* réside dans le fait qu'en 2015 l'ensemble des programmes ont vu leurs soldes prises en compte au niveau du programme pilotage et soutien.

En 2016, seul le programme « Garde Républicaine » bénéficiera des crédits liés au personnel.

TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES

	Crédits de titre 3 prévus dans la LF		Crédits de titre 3 consommés		Ecarts	
	AE (a)	CP (b)	AE (c)	CP (d)	AE (c-a)	CP (d-b)
ACTION 1 : Pilotage de la stratégie Ministérielle	**405 456 796**	**405 456 796**	**385 183 956**	**385 183 956**	**- 20 272 840**	**- 20 272 840**
Coordination ministérielle	405 456 796	405 456 796	385 183 956	385 183 956	- 20 272 840	- 20 272 840
ACTION 2 : Coordination Administrative	**1 700 000 000**	**1 700 000 000**	**6 620 397 801**	**6 620 397 801**	**4 920 397 801**	**4 920 397 801**
Coordination des services	409 931 228	409 931 228	295 172 598	295 172 598	- 114 758 630	- 114 758 630
Gestion des ressources humaines	15 725 128	15 725 128	5 366 789	5 366 789	- 10 358 339	- 10 358 339
Gestion administrative	195 823 147	195 823 147	176 974 426	176 974 426	- 18 848 721	- 18 848 721
Coopération militaire	524 406 683	524 406 683	499 434 936	499 434 936	- 24 971 747	- 24 971 747
Sécurisation façade maritime et zone urbaine (Libreville)	-	-	5 306 197 801	5 306 197 801	5 306 197 801	5 306 197 801
Formation enfants de troupe	207 892 495	207 892 495	197 992 852	197 992 852	- 9 899 643	- 9 899 643
Formation supérieure académique militaire	346 221 319	346 221 319	139 258 399	139 258 399	- 206 962 920	- 206 962 920
Total des crédits de titre 3 consommés	**2 105 456 796**	**2 105 456 796**	**7 005 581 757**	**7 005 581 757**	**4 900 124 961**	**4 900 124 961**

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 3 en faisant ressortir les activités et les opérations individualisées :

ACTION 1 : Pilotage de la stratégie Ministérielle

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 405 456 796 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 385 183 956 FCFA
Écart = -20 272 840 FCFA
Réserve = 20 272 840 FCFA
Taux d'exécution : 95% de l'autorisation parlementaire

Commentaire : l'écart constaté de 20 272 840 FCFA correspond à la réserve dite obligatoire.

Les paiements consentis au bénéfice de cette action ont permis d'assurer le fonctionnement du cabinet du Ministre de la Défense Nationale et des entités administratives reliées à celui-ci, telles que le gouvernorat militaire de la place de Libreville, les trois (03) Inspections Générales et le contrôle Général des forces de défense.

ACTION 2 : Coordination Administrative

Crédits ouverts en AE et CP pour 2015 = 1 700 000 000 FCFA
Crédits exécutés en 2015 = 6 620 397 801 FCFA
Écart = 4 920 397 801 FCFA
Réserve = 85 000 000 FCFA
Taux d'exécution : 389% de l'autorisation parlementaire

Commentaire : le dépassement de 4 920 397 801 FCFA est lié à un mouvement au bénéfice de l'action. Aussi, avec cette allocation, le programme a pu réaliser les activités suivantes :

Coordination des services
Le paiement d'un montant global de 295 172 598 FCFA consentis au bénéfice de cette activité a permis d'assurer la coordination administrative de l'ensemble des services reliés au secrétariat général , à savoir : la Direction Générale des Services Financiers, de la Logistique et de l'Infrastructure, la Direction Générale du Personnel et des Affaires Juridiques, la Direction Générale de l'Emploi, de la Formation et des Relations Internationales. Cette coordination vise entres autres à assurer de façon optimale l'inter action entre ces différentes entités pour un meilleur rendement.

Gestion des ressources humaines
La ressource humaine constitue un élément essentiel pour nos forces de défense. Car, sans des hommes et des femmes bien formés, notre armée ne pourra pas assurer pleinement sa mission de service publique. Une dotation extrêmement insuffisante de 15 725 128 FCFA a été inscrite en LFR pour une mise à disposition de 5 366 789 FCFA.

Dans un tel contexte budgétaire, la direction générale en charge de la formation n'a pu œuvrer avec promptitude vis-à-vis des partenaires extérieurs. Cet état de fait gagnerait à être corrigé afin que nos militaires puissent à nouveau bénéficier sur le plan international, des stages et autres expertises capables de les rendre compétitifs.

Gestion administrative
La gestion administrative s'est vue fortement pénalisée dans sa mise en œuvre avec la modicité des crédits qui lui ont été octroyés. En effet, la LFR a ouvert pour le compte de cette activité 195 823 147 FCFA pour une exécution de 176 974 426 FCFA, soit 90%. Ces crédits ont connu une forte diminution par rapport à l'année 2014. Toutefois des efforts de management ont permis au responsable en charge de cette activité d'assurer un fonctionnement efficient.

Coopération militaire
Pour 2015 les attachés militaires ont eu 524 406 683 FCFA ouvert en LFR pour une exécution de 499 434 936 FCFA, soit 95%.

Il convient de noter que l'image de marque de nos forces de défense se joue inexorablement à l'extérieur du pays. A cet effet, nos attachés militaires, qui effectuent un travail diplomatique de grande importance, doivent bénéficiés des budgets plus importants que ceux alloués aujourd'hui.

Sécurisation façade maritime et zone urbaine (Libreville)
Un mouvement de crédit de 5 306 197 801 FCFA au bénéfice de l'action 2 a été effectué par les plus hautes autorités pour la sécurisation de la façade maritime (MT COTTON) et de la zone urbaine (NGUENE, OPERATION VAUTOUR Etc.).

Formation enfants de troupe
En 2015, cette activité a bénéficié d'une inscription budgétaire de 207 892 495 FCFA pour un montant exécuté de 197 992 852 FCFA. Notons qu'au regard de la place de choix qu'occupe la formation dans notre pays, le prytanée militaire est fortement mise à contribution pour développer une élite avérée. En effet, cette école de formation académique a pour vocation première de promouvoir l'excellence chère à monsieur le président de la République. Le prytanée, avec des moyens extrêmement limités a pu assurer des taux de réussite complet (100%) dans la plus part des examens et concours auxquels ses élèves ont pris part.

Formation supérieure académique militaire :
Cette activité a enregistré en LFR 2015 une dotation budgétaire de 346 221 319 FCFA pour une exécution à hauteur de 139 258 399 FCFA.

TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS

Actions	Crédits de titre 4 prévus dans la LF		Crédits de titre 4 consommés		Ecarts	
	AE (a)	CP (b)	AE (c)	CP (d)	AE (c-a)	CP (d-b)
ACTION 2 : Coordination Administrative	**16 500 000**	**16 500 000**	**16 500 000**	**16 500 000**	**0**	**0**
Transfert 1 : Bourses PML	16 500 000	16 500 000	16 500 000	16 500 000	0	0
Total des crédits de titre 4 consommés	**16 500 000**	**16 500 000**	**16 500 000**	**16 500 000**	**0**	**0**

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 4 en faisant sortir les différents types de transferts et de bénéficiaires :

ACTION 2 : Coordination Administrative

Le prytanée militaire a bénéficié d'une inscription de16 500 000 FCFA à l'effet d'assurer le paiement des bourses aux élèves.

TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Actions	Crédits de titre 5 prévus dans LF		Crédits de titre 5 consommés		Ecarts	
	AE (a)	CP (b)	AE (c)	CP (d)	AE (c-a)	CP (d-b)
ACTION 2 : Coordination Administrative	**206 595 679**	**206 595 679**	**3 712 803 164**	**3 712 803 164**	**3 506 207 485**	**3 506 207 485**
Projet de développement du bâtiment panafricain	203 792 515	203 792 515	87 803 164	87 803 164	- 115 989 351	- 115 989 351
Projet d'équipement (ligne téléphonique du DCAF)	2 803 164	2 803 164	2 803 000	2 803 000	- 164	- 164
Autres projets	-	-	3 622 197 000	3 622 197 000	3 622 197 000	3 622 197 000
Total des crédits de titre 5 consommés	**206 595 679**	**206 595 679**	**3 712 803 164**	**3 712 803 164**	**3 506 207 485**	**3 506 207 485**

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 5 en faisant sortir les différents projets de développement et d'équipement :

ACTION 2 : Coordination Administrative

Cette action a bénéficiée de deux (02) projets :

- projet de développement bâtiment panafricain : Ce projet a bénéficié d'une inscription budgétaire de 203 792 515 FCFA pour une exécution à hauteur de 87 803 164 FCFA, soit un taux d'exécution de 43% ;
- projet d'équipement (ligne téléphonique du DCAF) : Ce projet a bénéficié d'une inscription budgétaire de 2 803 164FCFA pour une exécution de 2 803 000 FCFA, soit un taux d'exécution de 100% ;
- autres projets : plusieurs autres projets ont bénéficié d'une exécution à hauteur de 3 622 197 000 FCFA.